

- ☐ BENIN
- ☐ BURKINA FASO
- ☐ CENTRAFRIQUE
- ☐ COMORES
- ☐ CONGO
- ☐ COTE D'IVOIRE
- ☐ FRANCE
- ☐ GABON
- ☐ CAMEROUN



- ☐ GUINEE BISSAU
- ☐ GUINEE EQUATORIALE
- ☐ MADAGASCAR
- ☐ MALI
- ☒ MAURITANIE
- ☐ NIGER
- ☐ SENEGAL
- ☐ TCHAD
- ☐ TOGO

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT

CONSTRUCTION DE LA CENTRALE ELECTRIQUE DU NOUVEL AEROPORT INTERNATIONAL DE NOUAKCHOTT (REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE) VOLET EQUIPEMENTS

ASECNA/DGDI/DGDIM/1415/2014

(Prière mentionner cette référence dans toute correspondance avec l'ASECNA)

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

**FINANCEMENT : AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT
(AFD)**



CERTIFIEE

ISO 9001 v. 2008

Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne
en Afrique et à Madagascar (ASECNA)

DEPARTEMENT INGENIERIE ET PROSPECTIVE (DGDI)

B.P.: 8163 DAKAR-YOFF SENEGAL
Téléphone : (221) 33 869 51 00 – Télécopie : (221) 33 820 00 15

**JUIN
2014**

SOMMAIRE

<u>PARTIE I : PROCEDURES D'APPEL D'OFFRES</u>	3
Section I : Instruction aux Soumissionnaires	4
Section II : Données Particulières de l'appel d'offres	29
Section III : Critères d'évaluation et de qualification.....	37
Section IV : Formulaires de soumission.....	47
 <u>PARTIE II : EXIGENCES DU MAITRE D'OUVRAGE</u>	 85
Section V : Spécifications Techniques et Plans.....	86
 <u>PARTIE III : MARCHE</u>	 87
Section VI : Cahier de clauses Administratives Générales	88
Section VII : Cahier de Clauses Administratives Particulières	160
Section VIII : Formulaires du Marché.....	169

PARTIE I : PROCEDURES D'APPEL D'OFFRES

Section I : Instruction aux Soumissionnaires

Table des matières

A. Généralités	6
1. Objet du marché	6
2. Origine des fonds.....	6
3. Fraude et corruption	6
4. Candidats admis à concourir	8
5. Fournitures et services connexes répondant aux critères d'origine.....	10
B. Contenu du Dossier d'appel d'offres	10
6. Sections du Dossier d'appel d'offres.....	10
7. Eclaircissements apportés au Dossier d'appel d'offres, visites du site et réunion préparatoire	11
8. Modifications apportés au Dossier d'appel d'offres	12
9. Frais de soumission	12
C. Préparation des offres	12
10. Langue de l'offre	12
11. Documents constitutifs de l'offre	13
12. Formulaire d'offre et annexes	13
13. Variantes.....	13
14. Documents attestant que les fournitures et services connexes répondent aux critères d'origine	14
15. Documents établissant la qualification des soumissionnaires	14
16. Documents établissant la conformité des équipements et services	14
17. Prix de l'offre et rabais	15
18. Monnaie de l'offre et de règlement	17
19. Période de validité des offres	17
20. Garantie d'offre	18
21. Forme et signature de l'offre	19
D. Remise des Offres et Ouverture des plis	19
22. Cachetage et marquage des offres	19
23. Date et heure limite de remise des offres	20
24. Offres hors délai	20

25.	Retrait, substitution et modification des offres	20
26.	Ouverture des plis.....	21
E.	Evaluation et comparaisons des offres.....	22
27.	Confidentialité	22
28.	Eclaircissements concernant les offres	22
29.	Divergences, réserves ou omissions	22
30.	Conformité des offres	23
31.	Non-conformité, erreurs et omissions	23
32.	Corrections des erreurs arithmétiques	23
33.	Conversion en une seule monnaie	24
34.	Marge de préférence	24
35.	Evaluation des offres	24
36.	Comparaison des offres	26
37.	Qualification du soumissionnaire	26
38.	Droit du Maître d’Ouvrage d’accepter l’une quelconque des offres et de rejeter une ou toutes les offres	26
F.	Attribution du marché.....	26
39.	Critères d’attribution	26
40.	Notification de l’attribution du Marché.....	27
41.	Signature du Marché	27
42.	Garantie de bonne exécution	27

A. Généralités

1. Objet du marché

- 1.1 À l'appui de l'avis d'appel d'offres indiqué dans les Données Particulières de l'Appel d'Offres (**DPAO**), le Maître d'Ouvrage, tel qu'indiqué dans les **DPAO**, publie le présent Dossier d'appel d'offres en vue de la réalisation des travaux spécifiés à la Section V, Spécifications. Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'appel d'offres international (AOI) figurent dans les **DPAO**.
- 1.2 Tout au long du présent Dossier d'appel d'offres, les définitions et interprétations sont celles présentées dans les Conditions Générales, Section VI, sauf mention contraire.

2. Origine des fonds

- 2.1 Le Maître d'Ouvrage a sollicité ou obtenu un financement de **l'Agence Française de Développement (AFD)** ci-après dénommée la « L'Agence »), en vue de financer le projet décrit dans ces DPAO. Le Maître d'Ouvrage a l'intention d'utiliser une partie des fonds pour effectuer des paiements autorisés au titre du Marché pour lequel le présent appel d'offres est lancé.
- 2.2 L'Agence n'effectuera les paiements qu'à la demande du Maître d'Ouvrage, après avoir approuvé lesdits paiements, conformément aux clauses et conditions de la convention de financement intervenu entre le Maître d'Ouvrage (ci-après dénommée «ASECNA» et l'Agence. Ces paiements seront soumis à tous égards aux clauses et conditions de ladite Convention de financement.
- 2.3 L'Agence ne finance les projets qu'à ses propres conditions qui sont déterminées par sa convention de financement. Il ne peut exister de lien de droit entre l'Agence et toute personne autre que le bénéficiaire de son financement. L'Agence pourra être conduite à suspendre ou arrêter définitivement les versements dans le cadre d'un projet sans que les prestataires en soient préalablement informés et qu'ils puissent lui opposer un droit direct sur les sommes devant, le cas échéant, provenir de ce financement. Les prestataires assument seuls les conséquences éventuelles des impayés et des litiges pouvant survenir dans le cadre de leurs relations avec le bénéficiaire du financement. Les échanges pouvant survenir entre toute personne autre que le bénéficiaire du financement et l'Agence dans le cadre d'un projet, ne constituent pas et ne doivent pas être interprétés comme pouvant constituer un engagement ou une stipulation de l'Agence en faveur de cette personne ou envers tout tiers.

3. Fraude et corruption

- 3.1 L'Agence a pour politique de requérir des bénéficiaires de ses financements, ainsi que des soumissionnaires, fournisseurs, entreprises et prestataires de services prenant part aux marchés qu'elle finance, d'observer les normes d'éthique les plus élevées lors de la passation et de l'exécution du Marché au titre de ces projets, programmes et études. A cet effet, l'Agence demande que les bénéficiaires incluent dans les dossiers d'appel d'offres des dispositions contre la corruption.

3.2 En application de ce principe, l'Agence définit les expressions ci-dessous de la façon suivante :

- (i) est coupable de “corruption” quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché,
- (ii) se livre à des “manœuvres frauduleuses” quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;
- (iii) « pratiques collusoires » désignent toute forme d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que le Maître d'Ouvrage en aient connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;
- (iv) «pratiques coercitives » désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ; et
- (v) se livre à des « pratiques obstructives »
 - aa. quiconque détruit, falsifie, altère ou dissimule délibérément les preuves sur lesquelles se base une enquête de l'Agence en matière de corruption ou de manœuvres frauduleuses, coercitives ou collusives, ou fait de fausses déclarations à ses enquêteurs destinées à entraver son enquête; ou bien menace, harcèle ou intimide quelqu'un aux fins de l'empêcher de faire part d'informations relatives à cette enquête, ou bien de poursuivre l'enquête; ou
 - bb. celui qui entrave délibérément l'exercice par l'Agence de son droit d'examen tel que stipulé au paragraphe 3.5 ci-dessous.

3.3 L'Agence, à la suite de ses propres investigations et conclusions, menées conformément à ses procédures :

- a) rejettera une proposition d'attribution si elle détermine que l'attributaire proposé est, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires , coercitives ou obstructives pour l'attribution de ce marché;
- b) annulera la fraction du financement affectée aux fournitures de biens ou aux travaux s'il est établi qu'à un moment donné, les représentants du Bénéficiaire ou d'un bénéficiaire du financement, lors de la procédure de passation ou de l'exécution du Marché, se sont livrés à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires , coercitives ou obstructives lors de la procédure de passation ou de l'exécution du Marché, sans que le Bénéficiaire

n'ait entrepris les actions appropriées pour y remédier, à la satisfaction de l'Agence; et

- c) déclarera une firme inéligible, soit indéfiniment soit pour une période déterminée, aux marchés financés par l'Agence si, à un moment donné, la firme s'est livrée à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires, coercitives ou obstructives, lors de la procédure de passation ou de l'exécution du Marché. Dans ce cas, la firme se voit frappée d'interdiction de participer aux marchés financés par l'Agence pour une période déterminée par l'Agence.

3.4 L'Agence se réserve le droit, lorsqu'il a été établi par un organisme national ou international qu'une firme s'est livrée à la corruption ou à la fraude, de déclarer cette firme inéligible, pour une période donnée, aux marchés financés par l'Agence.

3.5 L'Agence aura le droit de faire inclure dans les contrats financés par l'Agence une disposition réclamant des soumissionnaires, fournisseurs, entreprises, et consultants d'autoriser l'Agence à inspecter leurs comptes et registres relatifs à l'exécution du contrat et de les faire vérifier par des commissaires aux comptes désignés par l'Agence.

3.6 Toute communication entre le Soumissionnaire et le Maître d'Ouvrage ayant trait à des allégations de fraude ou corruption doit être échangée par écrit.

3.7 Le Maître d'Ouvrage déclare que la négociation, la passation, et l'exécution du Marché n'a pas donné, ne donne pas ou ne donnera pas lieu à des actes constituant ou pouvant constituer une infraction de corruption au sens de la convention des Nations-Unies en date du 31 octobre 2003 relative à la lutte contre la corruption.

3.8 L'attention des soumissionnaires est attirée sur les dispositions des Conditions générales (CG 42.2.1(c)).

4. Candidats admis à concourir

4.1 Les candidats peuvent être des personnes physiques, des entités privées, des entités publiques (sous réserve des dispositions de la clause 4.5 des IS) ou toute combinaison entre elles avec une volonté formelle de conclure un accord ou ayant conclu un accord de groupement. En cas de groupement,

- (a) sauf spécification contraire dans les **DPAO**, toutes les parties membres sont solidairement responsables. Et
- (b) les associés désigneront un mandataire qui aura l'autorité de représenter tous les membres du groupement ou du consortium durant la procédure d'Appel d'Offres et, en cas d'attribution du Marché au groupement ou consortium, durant l'exécution du Marché.

4.2 Afin de promouvoir le respect des normes environnementales et sociales les candidats doivent s'engager sur la base du modèle d'engagement environnemental et social joint en annexe à :

- i. respecter et faire respecter par l'ensemble de leurs sous-traitants, en cohérence avec les lois et règlements applicables dans le pays où est réalisé le projet, les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement ;
- ii. mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux telles que définies dans le plan de gestion environnemental et social ou, le cas échéant, dans la notice d'impact environnemental et social fourni(e) par le Maître d'Ouvrage.

4.3 Un Soumissionnaire, toutes parties le constituant, ses sous-traitants et fournisseurs, et leurs personnels respectifs et affiliés ne doivent pas avoir un conflit d'intérêts. Tout Soumissionnaire qui serait dans une situation de conflit d'intérêts sera disqualifié. Un soumissionnaire peut être considéré en situation de conflit d'intérêts vis-à-vis d'une ou de plusieurs autres parties au processus d'appel d'offres si:

- (a) ils ont un associé ou partenaire commun en position de contrôle; ou
- (b) ils reçoivent ou ont reçu une aide financière (subvention) directement ou indirectement de l'un d'entre eux ; ou
- (c) ils ont le même représentant légal aux fins de cette procédure d'appel d'offres; ou
- (d) ils ont les uns avec les autres, directement ou par le biais de tiers, une relation qui leur permet d'avoir accès à des informations ou une influence sur l'offre d'un autre Soumissionnaire, ou d'influencer les décisions du Maître de l'Ouvrage au sujet de ce processus d'appel d'offres; ou
- (e) ils participent à plus d'une offre dans le cadre de ce processus d'appel d'offres soit à titre individuel, soit en tant que membre d'un groupement, à l'exception des offres variantes présentées au titre de la Clause IS 13; la participation d'un Soumissionnaire à plus d'une offre entraînera la disqualification de toutes les candidatures dans lesquelles la partie est impliquée; toutefois, cette stipulation ne limite pas la présence d'un même sous-traitant à plus d'une offre; ou
- (f) ils sont (ou ont été) associés, (par le passé), à une personne ou entité quelconque, qui a été recrutée afin de fournir des services de conseil en vue de la préparation de la conception, ou des spécifications pour la passation du marché faisant l'objet de cette procédure d'appel d'offres; ou
- (g) lui-même ou un de ses affiliés a été recruté (ou sera recruté) par le Maître de l'Ouvrage en tant que maître d'œuvre ou Directeur de Projet pour les travaux faisant l'objet de cette procédure d'appel d'offres.

4.4 Une société faisant l'objet d'une déclaration d'exclusion prononcée par l'Agence conformément à la clause 3 des IS, à la date limite de réception des offres ou ultérieurement, est disqualifiée.

- 4.5 Toute entreprise faisant l'objet de sanctions internationales comme indiqué dans les **DPAO** est disqualifiée
- 4.6 Les entreprises publiques ne peuvent participer que si elles sont juridiquement et financièrement autonomes, et si elles sont administrées selon les règles du droit commercial.
- 4.7 Les Soumissionnaires doivent fournir toutes pièces que le Maître d'Ouvrage peut raisonnablement demander établissant à la satisfaction du Maître d'Ouvrage qu'ils continuent d'être admis à concourir.
- 4.8 Dans le cas où une procédure de pré qualification a été menée préalablement au présent appel d'offres, seules les candidats pré qualifiés sont admis à soumissionner, comme indiqué dans les **DPAO**.

5. Fournitures et services connexes répondant aux critères d'origine

- 5.1 Toutes les fournitures et tous les services connexes faisant l'objet du présent marché et financés par l'Agence peuvent provenir de tout pays, sauf mention contraire stipulée dans les **DPAO**.
- 5.2 Aux fins de la présente clause, le terme « fournitures » désigne les produits, matières premières, machines, équipements et les installations industrielles ; et le terme « services connexes » désigne notamment des services tels que la maintenance initiale, l'assurance, le transport, l'installation, et la formation.

B. Contenu du Dossier d'appel d'offres

6. Sections du Dossier d'appel d'offres

- 6.1 Le Dossier d'appel d'offres comprend toutes les sections dont la liste figure ci-après. Il doit être interprété à la lumière de tout additif éventuellement émis conformément à la clause 8 des IS.

PREMIÈRE PARTIE : Procédures d'appel d'offres

- Section I. Instructions aux soumissionnaires (IS)
- Section II. Données particulières de l'appel d'offres (DPAO)
- Section III. Critères d'évaluation et de qualification
- Section IV. Formulaire de soumission

DEUXIÈME PARTIE : Spécification des travaux

- Section V. Spécifications

TROISIÈME PARTIE : Marché

- Section VI. Cahier des clauses administratives générales (CCAG)
- Section VII. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Section VIII. Formulaire du Marché

6.2 L'avis d'appel d'offres émis par le Maître d'Ouvrage ne fait pas partie du Dossier d'appel d'offres.

6.3 Le Maître d'Ouvrage ne peut être tenu responsable de l'intégrité du Dossier d'appel d'offres et de ses additifs, s'ils n'ont pas été obtenus directement de lui ou d'un agent autorisé par lui.

6.4 Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des instructions, formulaires, conditions et spécifications figurant dans le Dossier d'appel d'offres. Il lui appartient de fournir tous les renseignements et documents demandés dans le Dossier d'appel d'offres. Toute carence à cet égard peut entraîner le rejet de son offre.

7. Eclaircissements apportés au Dossier d'appel d'offres, visites du site et réunion préparatoire

7.1 Tout candidat éventuel désirant des éclaircissements sur les documents contactera le Maître d'Ouvrage, par écrit, à l'adresse du Maître d'Ouvrage indiquée dans les **DPAO**. Le Maître d'Ouvrage répondra par écrit à toute demande d'éclaircissements reçue au plus tard vingt et un (21) jours avant la date limite de dépôt des offres. Il adressera une copie de sa réponse (indiquant la question posée mais sans mention de l'auteur) à tous les candidats éventuels qui auront obtenu le Dossier d'appel d'offres directement auprès de lui. Au cas où le Maître d'Ouvrage jugerait nécessaire de modifier le Dossier d'appel d'offres suite aux éclaircissements fournis, il le fera conformément à la procédure stipulée à la clause 8 et à l'article 23.2 des IS.

7.2 Il est conseillé au Soumissionnaire de visiter et d'inspecter le site des travaux et ses environs et d'obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et la signature d'un marché pour l'exécution des Travaux. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du Soumissionnaire.

7.3 Le Maître de l'Ouvrage autorisera le Soumissionnaire et ses employés ou agents à pénétrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, mais seulement à la condition expresse que le Soumissionnaire, ses employés et agents dégagent le Maître de l'Ouvrage, ses employés et agents, de toute responsabilité pouvant en résulter et les indemnisent si nécessaire, et qu'ils demeurent responsables des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.

- 7.4 Le représentant que le Soumissionnaire aura désigné est invité à assister à une réunion préparatoire qui se tiendra aux lieux et date indiqués aux **DPAO**. L'objet de la réunion est de clarifier tout point et répondre aux questions qui pourraient être soulevées à ce stade.
- 7.5 Il est demandé au Soumissionnaire, autant que possible, de soumettre toute question par écrit, de façon qu'elle parvienne au Maître de l'Ouvrage au moins une semaine avant la réunion préparatoire.
- 7.6 Le compte-rendu de la réunion, incluant le texte des questions posées et des réponses données, y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont acheté le dossier d'appel d'offres conformément à la Clause 6.3 des IS. Toute modification des documents d'appel d'offres qui pourrait s'avérer nécessaire à l'issue de la réunion préparatoire sera faite par le Maître de l'Ouvrage en publiant un additif conformément aux dispositions de la Clause 8 des IS, et non par le canal du compte-rendu de la réunion préparatoire.
- 7.7 Le fait qu'un soumissionnaire n'assiste pas à la réunion préparatoire à l'établissement des offres, ne sera pas un motif de disqualification.

8. Modifications apportés au Dossier d'appel d'offres

- 8.1 Le Maître d'Ouvrage peut, à tout moment, avant la date limite de remise des offres, modifier le Dossier d'appel d'offres en publiant un additif.
- 8.2 Tout additif publié sera considéré comme faisant partie intégrante du Dossier d'appel d'offres et sera communiqué par écrit à tous ceux qui ont obtenu le Dossier d'appel d'offres directement du Maître d'Ouvrage conformément à la Clause 6.3 des IS.
- 8.3 Afin de laisser aux soumissionnaires éventuels un délai raisonnable pour prendre en compte l'additif dans la préparation de leurs offres, le Maître d'Ouvrage peut, à sa discrétion, reporter la date limite de remise des offres conformément à l'alinéa 23.2 des IS.

9. Frais de soumission

- 9.1 Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, et le Maître d'Ouvrage n'est en aucun cas responsable de ces frais ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement et l'issue de la procédure d'appel d'offres.

C. Préparation des offres

10. Langue de l'offre

- 10.1** L'offre, ainsi que toute la correspondance et tous les documents concernant la soumission, échangés entre le Soumissionnaire et le Maître d'Ouvrage seront rédigés en français. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Soumissionnaire dans le cadre de la soumission peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction en français, auquel cas, aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction en français fera foi.

11. Documents constitutifs de l'offre

11.1 L'offre comprendra les documents suivants :

- a) le formulaire d'offre
- b) les annexes, y compris les bordereaux des prix, remplies conformément aux dispositions des clauses 12 et 17 des IS ;
- c) la garantie d'offre établie conformément aux dispositions de la clause 20 des IS ;
des variantes, si leur présentation est autorisée, conformément aux dispositions de la clause 13 des IS ;
- d) la confirmation écrite de l'habilitation du signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de la clause 21.2 des IS ;
- e) Les documents établis conformément à la Clause 14.1 des IS apportant la preuve que les installations proposées par le Soumissionnaire dans son offre ou dans toute offre variante (si les variantes sont autorisées) satisfont aux critères de provenance des matériels, équipements et services ;
- f) des pièces attestant, conformément aux dispositions de la clause 15 des IS que le Soumissionnaire possède les qualifications voulues pour exécuter le Marché si son offre est retenue ; et
- g) Les documents établis conformément à la Clause 16 des IS apporteront la preuve que les installations proposées par le Soumissionnaire dans son offre sont conformes au Dossier d'appel d'offres.
- h) Dans le cas d'une offre présentée par un groupement, l'accord de groupement ou une lettre d'intention de constituer un groupement comprenant en annexe le projet d'accord de groupement, indiquant au minimum les parties des équipements à réaliser par les partenaires respectifs.
- i) La liste des sous-traitants en conformité avec la clause 16.2 des IS ;
- j) la lettre d'engagement environnemental et social ; et
- k) tout autre document stipulé dans les **DPAO**.

12. Formulaire d'offre et annexes

12.1 Le Soumissionnaire soumettra son offre, y compris les bordereaux des prix applicables, en remplissant les formulaires fournis à la Section IV, Formulaires de soumission. Toutes les rubriques doivent être remplies de manière à fournir les renseignements demandés.

13. Variantes

13.1 Les **DPAO** indiquent si des offres variantes seront permises. Si elles le sont, les **DPAO** indiquent également si elles sont permises au titre de la clause 13.3 des IS, ou invitées au titre des clauses 13.2 et/ou 13.4 des IS.

- 13.2 Lorsque les travaux peuvent être exécutés dans des délais d'exécution variables, les **DPAO** préciseront ces délais, et indiqueront la méthode retenue pour l'évaluation du délai d'achèvement proposé par le Soumissionnaire à l'intérieur des délais spécifiés.
- 13.3 Excepté dans le cas mentionné à la Clause 13.4 ci-dessous, les soumissionnaires qui souhaitent proposer des variantes techniques aux dispositions du Dossier d'appel d'offres doivent tout d'abord indiquer un prix pour des installations conformes au Dossier d'appel d'offres, et fourniront ensuite toutes les informations nécessaires pour une évaluation complète par le Maître de l'ouvrage de la proposition variante, y compris les plans, les notes de calcul, les spécifications techniques, la ventilation des prix, les méthodes de construction et installation envisagées, et autres détails pertinents. Seules les variantes techniques, le cas échéant, du Soumissionnaire évalué le moins disant conformément aux conditions techniques de base, seront prises en considération par le Maître de l'ouvrage.
- 13.4 Quand les DPAO offrent aux soumissionnaires la possibilité de présenter des solutions techniques variantes pour des parties définies des installations, celles-ci seront décrites dans la Section V, Spécifications. Les variantes techniques qui satisfont aux performances et critères techniques précisés pour les installations seront prises en considération par le Maître de l'ouvrage en fonction de leurs qualités intrinsèques, conformément à la Clause 35 des IS.
- 14. Documents attestant que les fournitures et services connexes répondent aux critères d'origine**
- 14.1 Pour établir que les équipements et Services répondent aux critères d'origine, en application des dispositions de la clause 5 des IS, les Soumissionnaires rempliront les déclarations indiquant le pays d'origine figurant dans les formulaires de prix, inclus à la Section IV, Formulaires de soumission.
- 15. Documents établissant la qualification des soumissionnaires**
- 15.1 Afin d'établir qu'il possède les qualifications requises pour réaliser le Marché, conformément à la Section III, Critères d'Evaluation et de Qualification, le Soumissionnaire devra fournir toutes les informations requises dans les formulaires de la Section IV, Formulaires de Soumission.
- 16. Documents établissant la conformité des équipements et services**
- 16.1 Pour établir la conformité des équipements et services au Dossier d'appel d'offres, le Soumissionnaire fournira dans le cadre de son offre les pièces justificatives spécifiées à la Section IV, avec tous détails nécessaires afin de montrer la conformité aux exigences du Maître d'Ouvrage et au délai d'exécution.
- 16.2 Le Soumissionnaire inclura dans son offre le détail de tous les articles importants relatifs aux fournitures ou aux services tels que définis par le Maître d'Ouvrage à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, qu'il se propose d'acheter ou de sous-traiter, et donnera le détail du nom et de la nationalité des sous-traitants proposés, y compris les fabricants, pour chacun de ces articles. En outre, le Soumissionnaire fournira dans son offre, les renseignements montrant la conformité de ces articles aux

exigences correspondantes du Maître d'Ouvrage. Les prix indiqués dans l'offre s'appliqueront quel que soit le sous-traitant retenu, et aucun ajustement de prix ne sera permis.

- 16.3 Le Soumissionnaire aura la responsabilité de s'assurer que tout fournisseur proposé satisfait aux exigences de la Clause 4 des IS, et que tout matériel, équipement ou service fourni par le sous-traitant répond aux exigences des clauses 5 et 15.1 3 des IS.

17. Prix de l'offre et rabais

- 17.1 Sauf disposition contraire dans les **DPAO**, les soumissionnaires fourniront un prix pour l'ensemble des installations sur la base d'une « responsabilité unique », de manière que le montant total de l'offre couvre toutes les obligations du Constructeur mentionnées dans le Dossier d'appel d'offres ou qui en découlent, en ce qui concerne la conception, la fabrication, incluant la passation de marchés et la sous-traitance s'il y a lieu, la fourniture, la construction, le montage, et l'achèvement des installations. Sont également incluses les obligations du Constructeur en matière d'essais de garantie, mise en service provisoire et opérationnelle des installations, et lorsque cela est requis par le Dossier d'appel d'offres, l'obtention de tous permis, approbations, licences, etc. ; ainsi que les prestations de services relatives au fonctionnement, à la maintenance, à la formation, et toute autre prestation ou service indiqué dans le Dossier d'appel d'offres, conformément aux dispositions du Cahier des clauses administratives générales. Les postes, pour lesquels aucun prix n'est fourni par le Soumissionnaire, ne seront pas payés par le Maître de l'ouvrage lorsqu'ils seront exécutés et seront considérés comme inclus dans les prix d'autres postes.
- 17.2 Les soumissionnaires sont tenus de fournir un prix reflétant les obligations commerciales, contractuelles et techniques spécifiées dans le Dossier d'appel d'offres.
- 17.3 Les soumissionnaires soumettront une décomposition des prix en respectant la forme et la présentation des prix demandées dans les bordereaux de prix figurant dans la Section IV, Formulaire d'offres.
- 17.4 En fonction de l'étendue du Marché, les bordereaux de prix peuvent être au nombre de six (6) tel que ci-après. Des bordereaux avec des numérotations distinctes seront utilisés pour chacun des éléments ci-dessous. Le montant total de chaque bordereau N° 1 à 4 sera reporté dans un bordereau récapitulatif (Bordereau N° 5) donnant le montant total de l'offre qui figurera dans la Lettre de soumission.
- Bordereau N° 1 Matériels et équipements (y compris les pièces de rechange obligatoires) en provenance de pays autres que celui du Maître de l'ouvrage.
 - Bordereau N° 2 Matériels et équipements (y compris les pièces de rechange obligatoires) en provenance du pays du Maître de l'ouvrage.
 - Bordereau N° 3 Services de conception.
 - Bordereau N° 4 Services de montage.

- Bordereau N° 5 Bordereau récapitulatif (Bordereaux No 1 à 4).
- Bordereau N° 6 Pièces de rechange recommandées.

Les soumissionnaires noteront que les matériels et équipements inclus dans les Bordereaux N° 1 et 2 **excluent** les équipements et matériaux utilisés pour les travaux de génie civil, bâtiment, et autres travaux de construction. De tels matériaux seront inclus et chiffrés dans le Bordereau N° 4, Services de montage.

17.5 Dans les bordereaux, les soumissionnaires donneront les détails requis et la décomposition de leur prix de la manière suivante :

- a) Le prix des matériels et équipements en provenance de pays autres que celui du Maître de l'ouvrage (Bordereau N° 1) sera un prix CIP (lieu de destination convenu comme indiqué dans les **DPAO**),
- b) Le prix des matériels et équipements produits ou fabriqués dans le pays du Maître de l'ouvrage (Bordereau N° 2) :
 - (i) prix EXW (à l'usine, à la fabrique, au magasin d'exposition, entrepôt ou magasin de ventes, suivant le cas).
 - (ii) le montant des taxes sur les ventes et autres taxes perçues dans le pays du Maître de l'ouvrage qui seront dues sur les fournitures si le Marché est attribué ; et
 - (iii) le prix total pour le composant.
- c) Le prix des services de conception (Bordereau N° 3).
- d) Les prix du montage des installations seront chiffrés séparément (Bordereau N° 4) et comprendront les prix ou taux unitaires pour les transports locaux jusqu'au lieu de destination finale figurant dans les **DPAO**, l'assurance et autres services connexes à l'acheminement des équipements, tout ce qui constitue la main-d'œuvre, équipement du Constructeur, travaux temporaires, matériaux, consommables, et tous les éléments de quelque nature qu'ils soient, tels les services pour le fonctionnement et la maintenance, la fourniture de manuels pour le fonctionnement et la maintenance, la formation, etc., nécessaires pour le bon fonctionnement des installations et tels qu'ils sont mentionnés dans le Dossier d'appel d'offres. Ces prix comprendront tous les droits, taxes et charges payables dans le pays du Maître de l'ouvrage vingt-huit (28) jours avant la date limite de remise des offres. Avant l'attribution du Marché, il pourra être exigé du soumissionnaire qu'il fournisse une décomposition du prix de l'offre pour les services de montages, montrant le montant des taxes séparément.
- e) Les pièces de rechange recommandées seront chiffrées séparément (Bordereau N° 6) de la manière indiquée dans les alinéas a) ou b) ci-dessus selon l'origine des pièces de rechange.

17.6 L'édition en vigueur des *Incoterms* publiée par la Chambre de commerce internationale prévaudra.

17.7 Les prix seront fermes ou révisables, comme précisé dans les **DPAO** :

17.8 Dans le cas de **prix fermes**, les prix fournis par le Soumissionnaire seront des prix fixes pendant l'exécution du marché par le Soumissionnaire et ne seront sujets à aucune variation sous aucun motif. Une offre présentée avec un prix révisable sera considérée comme non conforme et sera rejetée.

17.9 Dans le cas de **prix révisables**, les prix fournis par le Soumissionnaire seront révisables pendant l'exécution du marché pour refléter les changements dans le coût d'éléments tels que la main-d'œuvre, les matériaux, les transports et l'équipement du Constructeur conformément aux procédures spécifiées dans l'annexe correspondante de l'Acte d'engagement. Une offre présentée avec un prix fixe ne sera pas rejetée, mais la révision de prix sera considérée comme égale à zéro. La formule de révision de prix ne sera pas prise en compte dans l'évaluation des offres. Le Soumissionnaire sera tenu d'indiquer l'origine des indices applicables pour la main-d'œuvre et les matériaux dans le formulaire correspondant de la Section IV, Formulaires de soumission.

17.10 La clause 1.1 peut prévoir que l'appel d'offres soit lancé pour un seul marché (lot) ou pour un groupe de marchés (lots). Les Soumissionnaires désirant offrir une réduction de prix en cas d'attribution de plus d'un marché spécifieront les réductions applicables à chaque groupe de lots ou à chaque marché du groupe de lots.

17.11 Un Soumissionnaires souhaitant offrir un éventuel rabais inconditionnel devra l'indiquer dans la Lettre de Soumission, ainsi que la manière dont le rabais s'appliquera.

18. Monnaie de l'offre et de règlement

18.1 Les monnaies de l'offre devront être comme indiqué aux **DPAO**.

18.2 Le Maître de l'Ouvrage peut demander aux soumissionnaires d'expliquer leurs besoins en monnaies nationale et étrangères.

19. Période de validité des offres

19.1 Les offres demeureront valables pendant la période spécifiée dans les **DPAO** après la date limite de soumission fixée par le Maître d'Ouvrage. Une offre valable pour une période plus courte sera considérée comme non conforme et rejetée par le Maître d'Ouvrage.

19.2 Exceptionnellement, avant l'expiration de la période de validité des offres, le Maître d'Ouvrage peut demander aux soumissionnaires de proroger la durée de validité de leur offre. La demande et les réponses seront formulées par écrit. S'il est demandé une garantie d'offre en application de la clause 20 des IS, sa validité sera prolongée pour une durée correspondante. Un soumissionnaire peut refuser de proroger la validité de son offre sans perdre sa garantie. Un soumissionnaire qui consent à cette prorogation ne

se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire, sous réserve des dispositions de la clause 19.3 des IS.

- 19.3 Dans le cas de marché à prix ferme, si l'attribution est retardée de plus de cinquante-six (56) jours au-delà du délai initial d'expiration de la validité de l'offre, le prix du Marché sera actualisé par un facteur spécifié dans la demande de prorogation. L'évaluation des offres sera basée sur le prix de l'offre sans prise en considération de l'actualisation susmentionnée.

20. Garantie d'offre

- 20.1 Sauf spécification contraire dans les **DPAO**, le Soumissionnaire fournira l'original d'une garantie d'offre qui fera partie intégrante de son offre. Le montant de la garantie d'offre et la monnaie dans laquelle elle sera libellée seront indiqués dans les **DPAO**.

- 20.2 La garantie d'offre se présentera sous l'une des formes ci-après, au choix du soumissionnaire :

- a) une garantie bancaire à première demande ou une caution ;
- b) une lettre de crédit irrévocable ;
- c) un chèque de banque certifié ;

le tout émis par une source reconnue établie dans un pays satisfaisant aux critères d'origine. En cas de caution émise par une compagnie d'assurance ou un organisme de cautionnement établi en dehors du pays du Maître d'Ouvrage, l'entité émettrice de la caution devra avoir une institution financière correspondante dans le pays du Maître d'Ouvrage. La garantie d'offre sera soumise soit à l'aide du formulaire de garantie d'offre figurant à la Section IV, Formulaires de soumission ou sous une forme approuvée par le Maître d'Ouvrage avant le dépôt des offres. Le formulaire doit comporter le nom exact et complet du soumissionnaire. La garantie d'offre demeurera valide pendant vingt-huit jours (28) après l'expiration de la durée initiale de validité de l'offre, ou prorogée selon les dispositions de la clause 19.2 des IS, le cas échéant.

- 20.3 Toute offre non accompagnée d'une garantie substantiellement conforme, si pareille garantie est exigée en application de la clause 20.1 des IS, sera écartée par le Maître d'Ouvrage comme étant non conforme.

- 20.4 Les garanties de soumission des soumissionnaires non retenus leur seront restituées le plus rapidement possible et au plus tard dans un délai de sept (7) jours après que le Soumissionnaire retenu aura signé le Marché et fourni la garantie de bonne exécution prescrite à la clause 42 des IS.

- 20.5 La garantie d'offre du soumissionnaire retenu lui sera restituée dans les meilleurs délais après la signature du Marché, et contre remise de la garantie de bonne exécution requise.

- 20.6 La garantie d'offre peut être saisie :

- a) si le Soumissionnaire retire son offre pendant le délai de validité qu'il aura spécifié dans le Formulaire d'offre; ou
- b) s'agissant du soumissionnaire retenu, si ce dernier :
 - i) manque à son obligation de signer le Marché en application de la clause 41 des IS ; ou
 - ii) manque à son obligation de fournir la garantie de bonne exécution en application de la clause 42 des IS.

20.7 La Garantie d'Offre d'un groupement d'entreprise ou d'un consortium doit être au nom du groupement qui a soumis l'Offre. Si un groupement ou consortium n'a pas été formellement constitué lors du dépôt de l'Offre, la Garantie d'offre devra être au nom de tous les futurs partenaires, conformément au libellé de la Lettre d'intention mentionnée à la Clause 4.1 des IS.

21. Forme et signature de l'offre

21.1 Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'offre tels que décrits à la clause 11 des IS, en indiquant clairement la mention « ORIGINAL ». Les Offres variantes autorisées en application de la Clause 13 des IS porteront clairement la mention « **VARIANTE** ». Par ailleurs, il soumettra le nombre de copies de l'offre indiqué dans les **DPAO**, en mentionnant clairement sur ces exemplaires « COPIE ». En cas de différences entre les copies et l'original, l'original fera foi.

21.2 L'original et toutes copies de l'offre seront dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile ; ils seront signés par une personne dûment habilitée à signer au nom du soumissionnaire. Cette habilitation consistera en une confirmation écrite comme spécifié dans les **DPAO**, qui sera jointe à la soumission. Le nom et le titre de chaque personne signataire de l'habilitation devront être dactylographiés ou imprimés sous la signature. Toutes les pages de l'offre, à l'exception des publications non modifiées, seront paraphées par la personne signataire de l'offre.

21.3 L'offre d'un groupement d'entreprises doit se conformer aux exigences ci-après :

- (a) sauf indication contraire en application de la clause IS 4.1(a), elle doit être signée de manière à engager légalement tous les membres du groupement, et
- (b) elle doit inclure l'autorisation du mandataire mentionnée à la clause IS 4.1(b) consistant en un pouvoir établi par les personnes légalement autorisés à signer pour le compte du groupement.

21.4 Tout ajout entre les lignes, rature ou surcharge, pour être valable, devra être signé ou paraphé par la personne signataire.

D. Remise des Offres et Ouverture des plis

22. Cachetage et marquage des offres

22.1 Le Soumissionnaire placera l'original de son offre et chacune de ses copies, y compris les variantes éventuellement autorisées en application de la clause 13 des IS, dans des

enveloppes séparées et cachetées, portant la mention « ORIGINAL » « VARIANTE » ou « COPIE », selon le cas. Toutes ces enveloppes seront elles-mêmes placées dans une même enveloppe extérieure cachetée.

22.2 Les enveloppes intérieures et extérieure :

- (a) comporter le nom et l'adresse du Soumissionnaire ;
- (b) être adressées à l'Acheteur conformément à l'alinéa 24.1 des IS ;
- (c) comporter l'identification de l'appel d'offres indiqué à l'alinéa 1.1 des IS, et toute autre identification indiquées dans les **DPAO** ;
- (d) comporter la mention de ne pas les ouvrir avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture des plis.

22.3 Si les enveloppes ne sont pas cachetées et marquées comme stipulé, le Maître d'Ouvrage ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

23. Date et heure limite de remise des offres

23.1 Les offres doivent être reçues par le Maître d'Ouvrage à l'adresse indiquée dans les **DPAO** et au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans lesdites **DPAO**.

23.2 Le Maître d'Ouvrage peut, s'il l'estime nécessaire, reporter la date limite de remise des offres en modifiant le Dossier d'appel d'offres en application de la clause 8 des IS, auquel cas, tous les droits et obligations du Maître d'Ouvrage et des Soumissionnaires régis par la date limite antérieure seront régis par la nouvelle date limite.

24. Offres hors délai

24.1 Le Maître d'Ouvrage n'examinera aucune offre arrivée après l'expiration du délai de remise des offres, conformément à la clause 23 des IS. Toute offre reçue par le Maître d'Ouvrage après la date et l'heure limites de dépôt des offres sera déclarée hors délai, écartée et renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte

25. Retrait, substitution et modification des offres

25.1 Un soumissionnaire peut retirer, remplacer, ou modifier son offre après l'avoir déposée, par voie de notification écrite, dûment signée par un représentant habilité, assortie d'une copie de l'habilitation en application de la clause 21.2 des IS (sauf pour ce qui est des notifications de retrait). La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Toutes les notifications doivent être :

- a) délivrées en application des clauses 21 et 22 des IS (sauf pour ce qui est des notifications de retrait qui ne nécessitent pas de copies). Par ailleurs, les enveloppes doivent porter clairement, selon le cas, la mention « RETRAIT », « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION » ; et
- b) reçues par le Maître d'Ouvrage avant la date et l'heure limites de remise des offres conformément à la clause 23 des IS.

25.2 Les offres dont les soumissionnaires demandent le retrait en application de la clause 25.1 leur seront renvoyées sans avoir été ouvertes

25.3 Aucune offre ne peut être retirée, remplacée ou modifiée entre la date et l'heure limites de dépôt des offres et la date d'expiration de la validité spécifiée par le Soumissionnaire sur le formulaire d'offre, ou d'expiration de toute période de prorogation de la validité.

26. Ouverture des plis

26.1 Le Maître d'Ouvrage procédera à l'ouverture des plis en présence des représentants désignés des soumissionnaires qui souhaitent y assister, à la date, à l'heure et à l'adresse indiquées dans les **DPAO**.

26.2 Dans un premier temps, les enveloppes marquées « RETRAIT » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre correspondante sera renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Aucun retrait d'offre ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le retrait et n'est pas lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « OFFRE DE REMPLACEMENT » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée sans avoir été ouverte au Soumissionnaire. Aucun remplacement d'offre ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et n'est pas lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « MODIFICATION » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. Aucune modification d'offre ne sera autorisée si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander la modification et n'est pas lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite considérées

26.3 Toutes les autres enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix, ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais et toutes variantes éventuelles, l'existence d'une garantie d'offre si elle est exigée, et tout autre détail que le Maître d'Ouvrage peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation. Toutes les pages du Formulaire d'offre et des Bordereaux de prix seront visées par un minimum de trois représentants du Maître d'Ouvrage présents à la cérémonie d'ouverture. Aucune offre ne sera écartée à l'ouverture des plis, exceptées les offres hors délai en application de la clause 24.1.

26.4 Le Maître d'Ouvrage établira un procès-verbal de la séance d'ouverture des plis, qui comportera au minimum : le nom du soumissionnaire et s'il y a retrait, remplacement de l'offre ou modification, le prix de l'offre, par lot le cas échéant, y compris tous rabais et variante proposés, et l'existence ou l'absence d'une garantie d'offre si elle est exigée. Il sera demandé aux représentants des soumissionnaires présents de signer une

feuille de présence. Un exemplaire du procès-verbal sera distribué à tous les soumissionnaires.

E. Evaluation et comparaisons des offres

27. Confidentialité

- 27.1 Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, et à la vérification de la qualification des soumissionnaires, et à la recommandation d'attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique.
- 27.2 Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer le Maître d'Ouvrage lors de l'examen, de l'évaluation, de la comparaison des offres et de la vérification de la capacité des candidats ou lors de la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.
- 27.3 Nonobstant les dispositions de la clause 27.2 des IS, entre le moment où les plis seront ouverts et celui où le Marché sera attribué, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec le Maître d'Ouvrage pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

28. Eclaircissements concernant les offres

- 28.1 Pour faciliter l'examen, l'évaluation, la comparaison des offres et la vérification des qualifications des soumissionnaires, le Maître d'Ouvrage a toute latitude pour demander à un soumissionnaire des éclaircissements sur son offre. Aucun éclaircissement apporté par un soumissionnaire autrement qu'en réponse à une demande du Maître d'Ouvrage ne sera pris en compte. La demande d'éclaircissement du Maître d'Ouvrage, comme la réponse apportée, seront formulées par écrit. Aucune modification de prix ni aucun changement substantiel de l'offre ne seront demandés, offerts ou autorisés, si ce n'est pour confirmer la correction des erreurs arithmétiques découvertes par le Maître d'Ouvrage lors de l'évaluation des offres en application de la clause 32 des IS.
- 28.2 Si le Soumissionnaire ne fournit pas les éclaircissements demandés avant la date et l'heure limites indiquées dans la demande d'éclaircissements du Maître d'Ouvrage, son offre pourra se voir rejetée.

29. Divergences, réserves ou omissions

- 29.1 Aux fins de l'évaluation des offres, les définitions suivantes seront d'usage :
- (a) Une « divergence » est un écart par rapport aux stipulations du Dossier d'Appel d'Offres ;
 - (b) Une « réserve » constitue la formulation d'une conditionnalité restrictive, ou la non acceptation de toutes les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ; et
 - (c) Une « omission » constitue un manquement à fournir en tout ou en partie, les renseignements et documents exigés par le Dossier d'Appel d'Offres.

30. Conformité des offres

- 30.1 Le Maître d’Ouvrage établira la conformité de l’offre sur la base de sa seule teneur, comme définie à la clause 11 des IS.
- 30.2 Une offre conforme pour l’essentiel est une offre conforme à toutes les stipulations, spécifications et conditions du Dossier d’appel d’offres, sans divergence, réserve ou omission substantielles. Les divergences ou omission substantielles sont celles : i) qui limitent de manière substantielle la portée, la qualité ou les performances des équipements et services spécifiés dans le Marché ; ou ii) qui limitent, d’une manière substantielle et non conforme au Dossier d’appel d’offres, les droits du Maître d’Ouvrage ou les obligations du Soumissionnaire au titre du Marché ; ou iii) dont l’acceptation serait préjudiciable aux autres Soumissionnaires ayant présenté des offres conformes pour l’essentiel.
- 30.3 Le Maître d’Ouvrage écartera toute offre qui n’est pas conforme pour l’essentiel au Dossier d’appel d’offres et le Soumissionnaire ne pourra pas par la suite la rendre conforme en apportant des corrections à la divergence, réserve ou omission substantielle constatée.
- 30.4 Le Maître de l’ouvrage écartera toute offre qui ne sera pas conforme pour l’essentiel aux dispositions du Dossier d’appel d’offres, et le soumissionnaire ne pourra y apporter des changements pour en corriger la non-conformité.

31. Non-conformité, erreurs et omissions

- 31.1 Si une offre est conforme pour l’essentiel, le Maître d’Ouvrage peut tolérer toute non-conformité ou omission qui ne constitue pas une divergence, réserve ou omission substantielle par rapport aux conditions de l’appel d’offres.
- 31.2 Si une offre est conforme pour l’essentiel, le Maître d’Ouvrage peut demander au Soumissionnaire de présenter, dans un délai raisonnable, les informations ou la documentation nécessaires pour remédier à la non-conformité ou aux omissions non essentielles constatées dans l’offre en rapport avec la documentation demandée. Pareille omission ne peut, en aucun cas, être liée à un élément quelconque du prix de l’offre. Le Soumissionnaire qui ne ferait pas droit à cette demande peut voir son offre écartée.
- 31.3 Si une offre est conforme pour l’essentiel, le Maître d’Ouvrage corrigera les non-conformités ou omissions non essentielles qui affectent le prix de l’offre. À cet effet, le prix de l’offre sera révisé, uniquement aux fins de comparaison, compte tenu de l’élément ou du composant manquant ou non conforme.

32. Corrections des erreurs arithmétiques

- 32.1 Si une offre est conforme pour l’essentiel, le Maître d’Ouvrage rectifiera les erreurs arithmétiques sur la base suivante :
- a) S’il y a contradiction entre un prix total obtenu en additionnant les montants figurant dans une colonne de la décomposition d’un prix et le montant indiqué pour le prix de l’offre, , le premier mentionné fera foi et le prix total sera corrigé;

- b) S'il y a contradiction entre le total des montants des Bordereaux de prix No 1 à 4 et le montant indiqué au Bordereau No 5 (Récapitulatif), les montants des Bordereaux No 1 à 4 prévaudront et le montant du Bordereau No 5 sera rectifié; et
- c) S'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.

32.2 Si le Soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins- disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée.

33. Conversion en une seule monnaie

33.1 Aux fins d'évaluation et de comparaison, le Maître d'Ouvrage convertira tous les prix des offres exprimés dans diverses monnaies en une seule monnaie, en utilisant le cours vendeur fixé par la source spécifiée dans les **DPAO**, en vigueur à la date qui y est également spécifiée.

34. Marge de préférence

34.1 Aucune marge de préférence ne sera accordée.

35. Evaluation des offres

35.1 Pour évaluer une offre, le Maître d'Ouvrage utilisera tous les critères et méthodes définis dans cette clause, à l'exclusion de tous autres critères et méthodes.

Evaluation technique :

35.2 Le Maître de l'ouvrage procédera à une évaluation détaillée des offres dont il aura déterminé au préalable qu'elles répondent pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'appel d'offres, pour déterminer si les aspects techniques répondent aux stipulations du Dossier d'appel d'offres. **Une offre ne répondant pas pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'appel d'offres en termes de complétion, cohérence et niveau de détail, ou aux niveaux minimum (ou maximum, selon le cas) exigés pour les garanties fonctionnelles sera rejetée au motif qu'elles ne répondent pas aux dispositions du Dossier d'appel d'offres.** Pour effectuer cette détermination, le Maître de l'ouvrage examinera et comparera les aspects techniques des offres, en se fondant sur les informations fournies par les soumissionnaires, et en prenant en compte les facteurs suivants :

- a) le caractère complet de l'offre et sa conformité avec les Spécifications et plans ; la conformité des Equipements et services aux normes de performance, y compris la conformité au niveau minimum (ou maximum, selon le cas) exigé pour chacune des garanties fonctionnelles comme stipulé dans les Spécifications et la Section III, Critères d'évaluation et de qualification; la compatibilité des installations proposées avec la protection de l'environnement et les conditions climatiques prévalant sur le site ; et la qualité, le rôle et la mise en œuvre de tout procédé de contrôle proposé dans l'offre.

- b) le type, la quantité, et la disponibilité à long terme des pièces de rechange obligatoires et recommandées, ainsi que des services de maintenance ; et
- c) tout autre facteur significatif, s'il y a lieu, indiqué dans Section III, Critères d'évaluation et de qualification.

35.3 Lorsque des variantes techniques sont permises en application de la clause 13 des IS, et présentées par le Soumissionnaire, le Maître de l'ouvrage fera une évaluation similaire des variantes. Quand les variantes ne sont pas permises, mais ont été présentées, elles seront ignorées.

Evaluation commerciale :

35.4 Pour évaluer une offre, le Maître d'Ouvrage prendra en compte les éléments ci-après :

- a) le prix de l'offre, en excluant les sommes provisionnelles et, le cas échéant, les provisions pour imprévus figurant dans les Bordereaux de prix;
- b) les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques en application de la clause 32.1:
- c) les ajustements du prix imputables aux rabais offerts en application des clauses 17.9 et 17.10 des IS
- d) les ajustements effectués au titre de la quantification des divergences mineures en application de la clause 31.3 des IS;
- e) en convertissant en une seule monnaie le montant résultant des opérations (a), (b) et (c) ci-dessus, conformément aux dispositions de la Clause 33 des IS;
- f) les facteurs d'évaluation indiqués à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.
- g) Dans le cas où la révision des prix est prévue au titre de la clause 17.6 des IS, l'effet estimé des formules de révision des prix figurant dans les CCAG et CCAP, appliquées durant la période d'exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation des offres.

35.5 Si le présent Dossier d'appel d'offres autorise les soumissionnaires à indiquer séparément leurs prix pour différents lots, et permet au Maître d'Ouvrage d'attribuer un ou plusieurs lots à un même soumissionnaire. La méthode d'évaluation pour déterminer la combinaison d'offres la moins-disante, compte tenu de tous rabais offerts dans le Formulaire d'offre, sera précisée dans la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.

35.6 Si l'offre évaluée la moins disante est fortement déséquilibrée par rapport à l'estimation du Maître de l'Ouvrage de l'échéancier de paiement des équipements et services à fournir, le Maître de l'Ouvrage peut demander au Soumissionnaire de fournir le détail de prix pour tout élément d'un bordereau de prix, pour prouver que ces prix sont compatibles avec les méthodes de construction et le calendrier proposé. Après avoir examiné le détail de prix, le Maître de l'Ouvrage peut demander que le montant de la garantie de bonne exécution soit augmenté, aux frais de l'attributaire du Marché, à un niveau suffisant pour protéger le Maître de l'Ouvrage contre toute perte financière au cas où l'attributaire viendrait à manquer à ses obligations au titre du Marché.

36. Comparaison des offres

- 36.1 Le Maître d'Ouvrage comparera toutes les offres substantiellement conformes pour déterminer l'offre évaluée la moins-disante, en application de la clause 35.4 des IS.

37. Qualification du soumissionnaire

- 37.1 Le Maître d'Ouvrage s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre évaluée la moins-disante et substantiellement conforme aux dispositions du dossier d'appel d'offres, satisfait aux critères de qualification stipulés dans la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, et a démontré dans son offre qu'il possède les qualifications requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.
- 37.2 Cette détermination sera fondée sur l'examen des pièces attestant les qualifications du soumissionnaire et soumises par lui en application de la clause 15.1 des IS.
- 37.3 L'attribution du Marché au Soumissionnaire est subordonnée à l'issue positive de cette détermination. Au cas contraire, l'offre sera rejetée et le Maître d'Ouvrage procédera à l'examen de la seconde offre évaluée la moins-disante afin d'établir de la même manière si le Soumissionnaire est capable d'exécuter le Marché de façon satisfaisante.
- 37.4 Les capacités des sous-traitants et fournisseurs proposés dans l'offre, pour être employés par le Soumissionnaire le moins disant seront également évaluées afin de les agréer en conformité avec la Section III, Critères d'évaluation et de qualification. Leur participation sera confirmée par une lettre d'intention, en tant que de besoin. Si un fournisseur ou sous-traitant n'est pas agréé, l'offre ne sera pas rejetée, mais le Soumissionnaire sera requis de lui substituer un fournisseur ou sous-traitant qui puisse être agréé sans aucun changement du prix de l'offre. Avant la signature du Marché, l'annexe correspondante au formulaire de marché sera complétée afin d'y inclure les sous-traitants et fournisseurs pour chaque élément concerné.

38. Droit du Maître d'Ouvrage d'accepter l'une quelconque des offres et de rejeter une ou toutes les offres

- 38.1 Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'accepter ou d'écarter toute offre, et d'annuler la procédure d'appel d'offres et d'écarter toutes les offres à tout moment avant l'attribution du Marché, sans encourir de ce fait une responsabilité quelconque vis-à-vis des soumissionnaires.

F. Attribution du marché

39. Critères d'attribution

- 39.1 Sous réserve de la clause 38.1, le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la moins-disante et jugée substantiellement conforme au Dossier d'appel d'offres, à condition que le Soumissionnaire soit en outre jugé qualifié pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.

40. Notification de l'attribution du Marché

- 40.1 Avant l'expiration du délai de validité des offres, le Maître d'Ouvrage notifiera au Soumissionnaire retenu, par écrit, que son offre a été retenue. La lettre de notification (ci-après « Lettre d'Acceptation») indiquera le Montant contractuel accepté, à payer par le Maître de l'Ouvrage au Constructeur en contrepartie de l'exécution et de l'achèvement du Marché et des exigences de remédier à tous défauts comme prescrit dans le Marché.
- 40.2 Dans le même temps le Maître d'Ouvrage notifiera également aux autres soumissionnaires les résultats de l'appel d'offres.
- 40.3 Jusqu'à la finalisation et la signature des documents contractuels du Marché, la Lettre d'Acceptation aura valeur de contrat exécutoire
- 40.4 Le Maître d'Ouvrage répondra rapidement par écrit à tout soumissionnaire ayant présenté une offre infructueuse qui, après la notification des résultats par le Maître d'Ouvrage selon les dispositions de la clause 40.2 des IS, aura présenté par écrit au Maître d'Ouvrage une requête en vue d'obtenir des informations sur le (ou les) motif(s) pour le(s)quel(s) son offre n'a pas été retenue.

41. Signature du Marché

- 41.1 Dans les meilleurs délais après la notification, le Maître d'Ouvrage enverra au Soumissionnaire retenu le Formulaire de Marché.
- 41.2 Dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception du Formulaire de Marché, le Soumissionnaire retenu le signera, le datera et le renverra au Maître d'Ouvrage.

42. Garantie de bonne exécution

- 42.1 Dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la notification par le Maître d'Ouvrage de l'attribution du Marché, le Soumissionnaire retenu fournira la garantie de bonne exécution, conformément au CCAG (Cahier des clauses administratives générales) et sous réserves des dispositions de la clause 35.7 des IS, en utilisant le Formulaire de garantie de bonne exécution figurant à la Section VIII, Formulaires du Marché ou tout autre modèle jugé acceptable par le Maître d'Ouvrage. Si la garantie de bonne exécution est une caution émise par une compagnie d'assurance ou un organisme de cautionnement l'institution émettrice devra être acceptable au Maître d'Ouvrage. Si l'institution émettrice de la garantie de bonne exécution est établie en dehors du pays du Maître d'Ouvrage, elle devra avoir une institution financière correspondante établie dans le pays du Maître d'Ouvrage.
- 42.2 Le défaut de fourniture par le Soumissionnaire retenu, de la garantie de bonne exécution susmentionnée ou le fait qu'il ne signe pas le Formulaire de Marché, constituera un motif suffisant d'annulation de l'attribution du Marché et de saisie de la garantie d'offre, auquel cas le Maître d'Ouvrage pourra attribuer le Marché au Soumissionnaire dont l'offre est jugée substantiellement conforme au dossier d'appel d'offres et classée

la deuxième moins-disante, et qui possède les qualifications exigées pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.

Section II : Données Particulières de l'appel d'offres

Table des matières

A.	Généralités	30
B.	Dossier d'appels d'offres	30
C.	Préparation des offres	31
D.	Remise des offres et ouverture des plis	35
E.	Evaluation et comparaison des offres	36

A. Généralités

IS 1.1 Numéro de l'avis d'appel d'offres: **1415/2014**

IS 1.1 Nom du Maître d'Ouvrage:

**AGENCE POUR LA SECURITE DE LA NAVIGATION AERIENNE
EN AFRIQUE ET A MADAGASCAR (ASECNA)**

IS 1.1 Nom et Numéro d'identification de l'AOI :

**Construction de la Centrale électrique du Nouvel Aéroport
International de Nouakchott – Volet « Equipements » (REPUBLIQUE
ISLAMIQUE DE MAURITANIE)**

AOI N°ASECNA/DGDI/DGDIM/1415/2014

Nombre et numéro d'identification des lots faisant l'objet du présent AOI : .

LOT UNIQUE

IS 2.1 Nom du projet :

**Construction de la Centrale électrique du Nouvel Aéroport
International de Nouakchott – Volet « Equipements**

Numéro du projet : **2606 NPE 441**

1IS 4.1 Les personnes physiques ou les sociétés organisées en groupement, **seront
solidairement responsables.**

IS 4.5 Toute personne ou entité faisant l'objet de sanction financière par l'Union
européenne, l'Union Africaine ou les Nations-Unies, et figurant sur les
listes de sanctions établies par ces institutions dans le cadre de la lutte
contre le terrorisme, le blanchiment d'argent et la corruption.

IS 5.1 Les restrictions de provenance sont les suivantes: les biens et services
provenant de pays faisant l'objet d'un embargo par l'Union européenne,
l'Union Africaine ou les Nations-Unies.

B. Dossier d'appels d'offres

IS 7.1 Afin d'obtenir des **clarifications** uniquement, l'adresse du Maître
d'Ouvrage est la suivante :

A l'attention de :

Responsable Marchés et Contrats
DEPARTEMENT INGENIERIE ET PROSPECTIVE
Aéroport Léopold Sédar Senghor, BP 8163 Dakar – Yoff, Sénégal
Téléphone : +221 33 869 51 24/25 – Télécopie : +221 33 820 00 15
Adresse électronique : www.asecna.aero.

IS 7.4 Une réunion préparatoire **n'est pas prévue**.

La visite du site **est obligatoire**.

C. Préparation des offres

IS 10.1 La langue du Marché est : **le Français**

IS 11.1 (h)(k) L'offre sera établie en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies et présentée sous plis fermés constitués de la façon suivante :

L'offre originale et chacune de ses trois (03) copies seront placées dans quatre (04) enveloppes séparées (chacune dans une enveloppe) et cachetées, portant la mention « ORIGINAL » ou « COPIE », selon le cas.

Chacune de ces quatre (04) enveloppes dites **enveloppes intérieures**, portera également, en plus de la mention « ORIGINAL » ou « COPIE », selon le cas, du nom et de l'adresse du Soumissionnaire, la mention :

AO N°ASECNA/DGDI/DGDIM/1415/2014

OFFRE

MARCHES ET CONTRATS

« À N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

Toutes ces quatre (04) **enveloppes intérieures** seront elles-mêmes placées dans **une même enveloppe extérieure** cachetée qui portera, en plus du nom et de l'adresse du Soumissionnaire, la mention :

ASECNA
DEPARTEMENT INGENIERIE ET PROSPECTIVE
MARCHES ET CONTRATS
Aéroport Léopold Sédar Senghor, Dakar – Yoff, Sénégal
APPEL D'OFFRES N°ASECNA/DGDI/DGDIM/1415/2014
CONSTRUCTION DE LA CENTRALE ELECTRIQUE DU
NOUVEL AEROPORT INTERNATIONAL DE
NOUAKCHOTT - VOLET EQUIPEMENTS
(REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE)
PROJET N°2606 NPE 441
« À N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

L'**Offre** comprendra :

1. Le Formulaire d'Offre rempli, daté, signé et cacheté, conforme au modèle annexé au Dossier d'Appel d'Offres (DAO). Le montant porté sur le Formulaire d'Offre sera le montant global incluant tous les coûts afférents au marché. Le Formulaire d'Offre est réputé tenir compte de tous les coûts. Toute réclamation faite ultérieurement sera nulle et de nul effet (Formulaire de soumission n°1, Formulaire d'Offre) ;
2. Les bordereaux de prix et devis quantitatifs, les prix détaillés dûment complétés, paraphés, datés, signés et cachetés (Formulaire de soumission n°3, Bordereaux de prix) et le Relevé d'Identité Bancaire (Formulaire de soumission n°11) ;
3. Une garantie bancaire de soumission d'une valeur de **Cinquante Millions (50.000.000) de Francs CFA** et dont la validité doit être supérieure de trente (30) jours à celle de la garantie (Formulaire de soumission n°7, Modèle de garantie de soumission) ;
4. Une copie du reçu d'achat du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) ;
5. L'Attestation de Visite de Site signée du Représentant de l'ASECNA auprès de la République Islamique de Mauritanie ou de son mandataire (Formulaire de soumission n°9, Attestation de visite de site) ;
6. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) paraphé, daté, signé et comportant la mention manuscrite : "LU ET ACCEPTE" ;
7. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), ses annexes, les Bordereaux de prix et les détails estimatifs paraphés, datés, signés et comportant la mention manuscrite : "LU ET ACCEPTE" ;

8. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures passés au nom de l'ASECNA (CCAG) paraphé, daté, signé et comportant la mention manuscrite : "LU ET ACCEPTE" ;
9. Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) paraphé, daté, signé et comportant la mention manuscrite : "LU ET ACCEPTE" ;
10. Les pouvoirs habilitant le signataire lorsque celui-ci agit pour le compte d'une tierce personne physique, d'une personne morale ou d'un groupement à prendre des actes au nom de la personne physique, de la personne morale ou du groupement (Formulaire de soumission n°10, Délégation de pouvoirs) ;
11. Une habilitation du fabricant ou des fabricants (une habilitation par Fabricant) des fournitures et équipements essentiels établissant que le Soumissionnaire est dûment habilité à fournir ou distribuer, les produits indiqués dans son offre et valant également garantie du fabricant ou des fabricants (Formulaire de soumission n°8, Formulaire d'autorisation du fabricant) ;
12. Une déclaration sur l'honneur précisant que les fournitures, équipements et installations proposés par le Soumissionnaire dans son offre satisfont aux critères de provenance (pays d'origine) des matériels, équipements et services ainsi que les documents établis conformément à la Clause 14.1 des IS apportant la preuve que les fournitures, équipements et installations proposés par le Soumissionnaire dans son offre satisfont aux critères de provenance des matériels, équipements et services en remplissant les déclarations indiquant le pays d'origine figurant dans les Formulaires de soumission ;
13. Les documents attestant, conformément aux dispositions de la clause 15 des IS que le Soumissionnaire possède les qualifications voulues pour exécuter le Marché si son offre est retenue (Formulaire de soumission n°6, Formulaire de qualification : ELI-1.1, ELI-1.2, ANT-2, FIN-3.1, FIN-3.2, FIN-3.3, EXP-4.1, EXP-4.2a et b, MAT, PER-1, PER-2, MTC) ;
14. Les documents établis conformément à la Clause 16 des IS apportant la preuve que la solution technique (la méthodologie, le planning, les fournitures, équipements, installations, services, etc.) proposés par le Soumissionnaire dans son offre est conforme aux Spécifications et plans du Dossier d'appel d'offres (Formulaire de soumission n°5, Formulaire de proposition technique : PT-1, PT-2, PT-3, PT-4, PT-5, PT-6, PT-7, PT-8 et PT-9) ;
15. La lettre d'engagement environnemental et social (Formulaire de soumission n°2, Formulaire d'engagement environnement et social) ;

16. Une déclaration sur l'honneur précisant que le Soumissionnaire n'a pas fait l'objet d'un jugement ou n'est pas engagé dans une procédure judiciaire susceptible d'aboutir à une situation de faillite ou de perte totale ou partielle du droit d'administrer ou de disposer des biens de la personne physique, la personne morale, ou du groupement ;
17. Les attestations prouvant la situation sociale (sécurité sociale, caisse de retraite, inspection de travail) du Soumissionnaire ;
18. Le quitus fiscal en cours de validité à la date du dépôt des offres ;
19. L'original ou la copie légalisée de l'attestation de non faillite délivrée par le tribunal et datant de moins de trois (03) mois à la date du dépôt des offres ;
20. Autres renseignements pertinents. Le Soumissionnaire peut apporter des précisions dans cette rubrique, s'il pense que la Commission de Dépouillement et de Jugement des Offres (CDJO) en sera ainsi plus en mesure d'évaluer son offre ;
21. Une clé USB comprenant toutes les pièces de l'offre (les bordereaux de prix et devis estimatifs devront impérativement être sous format Excel et PDF).

Ces pièces 1 à 21 doivent être impérativement présentées dans cet ordre et séparées par des onglets.

- | | |
|-------------------|---|
| IS 13.1 | Les variantes ne sont pas autorisées. |
| IS 13.2 | Les offres sont appelées sur la base d'un délai d'exécution des travaux compris entre dix (10) mois au minimum et douze (12) mois au maximum. La méthode d'évaluation figure à la Section III. Le délai d'exécution proposé par le Soumissionnaire retenu deviendra le délai d'exécution contractuel. |
| IS 13.4 | Les variantes techniques ne sont pas autorisées. |
| IS 17.1 | Les Soumissionnaires devront soumissionner pour la totalité des équipements et services sur la base d'une responsabilité unique. |
| IS 17.4 | Les prix proposés par le Soumissionnaire seront des prix hors taxes et hors douane (HT-HD). |
| IS 17.5(d) | Le lieu de destination finale est : Nouakchott (République Islamique de Mauritanie). |
| IS 17.7 | Les prix proposés par le Soumissionnaire seront fermes. |

IS 18.1 Les prix seront libellés dans les monnaies précisées ci-après :

- a) Pour les matériels et équipements en provenance des pays autres que la République Islamique de Mauritanie, le Soumissionnaire peut formuler le prix en monnaie étrangère ;
- b) Pour les matériels et équipements en provenance de la République Islamique de Mauritanie, les prix seront libellés en Ouguiya ;
- c) Pour les services de conception et le montage des installations, les prix seront libellés en monnaie étrangère et/ou en Ouguiya, en fonction de la monnaie dans laquelle les coûts seront encourus.

IS 19.1 La période de validité de l'offre sera de **cent quatre-vingt (180) jours**.

IS 20.1 Une garantie d'offre d'un montant de **Cinquante Millions (50.000.000) Francs CFA** est exigée.

IS 21.1 Outre l'original de l'offre, le nombre de copies demandé est de : **Trois (03)**

IS 21.2 La confirmation écrite de l'habilitation du signataire à engager le Soumissionnaire doit préciser :

- a) Le nom et la description des documents exigés pour établir que le signataire est habilité à signer l'offre, tel qu'un pouvoir et
- b) Dans le cas d'une offre présentée par un groupement un engagement signé par tous les membres (i) stipulant que tous les membres seront conjointement ou solidairement responsables (selon le cas) et (ii) désignant un Mandataire ayant autorité à représenter tous les membres du groupement durant le processus d'appel d'offres et durant l'exécution du marché, en cas d'attribution.

D. Remise des offres et ouverture des plis

IS 23.1 Aux fins de **remise des offres**, uniquement, l'adresse du Maître d'Ouvrage est la suivante :

À l'attention de :

**Monsieur Mohamed KHALED,
Chef du Département Ingénierie et Prospective**

**ASECNA
DEPARTEMENT INGENIERIE ET PROSPECTIVE
MARCHES ET CONTRATS
Aéroport Léopold Sédar Senghor, Dakar – Yoff, Sénégal**

La date et heure limites de remise des offres sont les suivantes :

Date : 05 août 2014

Heure : 12 heures, heure locale (GMT)

IS 26.1 L'ouverture des plis aura lieu à l'adresse suivante :

**ASECNA
Salle de Réunion
DEPARTEMENT INGENIERIE ET PROSPECTIVE
MARCHES ET CONTRATS
Aéroport Léopold Sédar Senghor, Dakar – Yoff, Sénégal
Téléphone : +221 33 869 51 20 – Télécopie : +221 33 820 00 15**

La date et l'heure d'ouverture des offres sont les suivantes :

Date : 05 août 2014

Heure : 13 heures, heure locale (GMT).

E. Evaluation et comparaison des offres

IS 33.1 La monnaie utilisée pour convertir en une seule monnaie tous les prix des offres exprimées en diverses monnaies aux fins d'évaluation et de comparaison de ces offres est : **Franç CFA (XOF).**

La source du taux de change à employer est: **Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).**

Et la date de référence est : **Vingt-huit (28) jours avant la date limite de dépôt des offres.**

Section III : Critères d'évaluation et de qualification

La présente section contient tous les facteurs, méthodes et critères que le Maître d'Ouvrage utilisera pour évaluer les offres et s'assurer qu'un soumissionnaire possède les qualifications requises. Aucun autre facteur, méthode ou critère ne sera utilisé, conformément aux clauses 35 et 37 des IS. Le Soumissionnaire fournira tous les renseignements demandés dans les formulaires joints à la Section IV, Formulaires de soumission.

Contenu

1. Évaluation.....	38
2. Qualification	39

1. Évaluation

L'évaluation d'une offre par le Maître d'Ouvrage se fera comme indiqué ci-après :

1.1 Evaluation technique :

Application des critères dont la liste figure à la Clause 35.2 (a)-(c) des IS

1.2 Evaluation commerciale :

Tout ajustement de coût résultant de l'application des procédures décrites ci-après sera ajouté, aux fins de comparaison des offres seulement, au montant de l'offre afin de déterminer le « Coût évalué de l'offre ». Le montant proposé par le Soumissionnaire dans son offre n'en sera pas modifié.

Calendrier d'exécution

Temps imparti pour achever les installations (livraison de équipements et fournitures et services d'installation et de mise en service) à partir de la date de l'ordre de démarrer l'exécution du marché indiquée dans l'ordre de service de notification du marché ou dans l'ordre de service de démarrage de l'exécution du marché compris entre **dix (10) mois** au minimum et **douze (12) mois** au maximum.

Si le délai d'exécution proposé par le Soumissionnaire est supérieur au délai minimum de dix (10) mois, le facteur d'ajustement du montant de l'offre sera **0,2%** pour chaque semaine de délai supplémentaire à partir de cette période minimum.

Aucun avantage ne sera accordé en cas de délai d'exécution plus court que le délai minimum de dix (10) mois.

Une offre proposant un délai supérieur au délai maximum de douze (12) mois sera rejetée pour non-conformité.

2. Qualification

Critères de Qualification			Spécifications de conformité				Documentation
No	Objet	Spécification	Entité unique	Groupement d'entreprises			Spécifications de soumission
				Toutes Parties Combinées	Chaque Partie	Une Partie au moins	
1. Critères de provenance							
1.1	Conflit d'intérêts	Pas de conflit d'intérêts selon la Sous-Clause 4.3 des IS.	Doit satisfaire à la spécification	GE existant ou prévu doit satisfaire à spécification	Doit satisfaire à la spécification	Sans objet	Formulaire d'offre
1.2	Exclusion par l'Agence	Ne pas avoir été exclu par l'AFD, tel que décrit dans la Sous-Clause 4.4 des IS.	Doit satisfaire à la spécification	GE existant doit satisfaire à spécification	Doit satisfaire à la spécification	Sans objet	Formulaire d'offre
1.3	Entreprise publique	Le candidat doit satisfaire aux conditions de la Sous-Clause 4.6 des IS.	Doit satisfaire à la spécification	Doit satisfaire à la spécification	Doit satisfaire à la spécification	Sans objet	Formulaires ELI -1.1 et 1.2, avec pièces jointes et Formulaire d'offre
1.4	Exclusion fondée sur les sanctions de l'UA, de l'UE et des Nations-Unies	Le candidat ne doit pas avoir fait l'objet de sanctions par l'UE, l'UA ou les Nations-Unies dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, le blanchiment d'argent et la corruption	Doit satisfaire à la spécification	Doit satisfaire à la spécification	Doit satisfaire à la spécification	Sans objet	

Critères de Qualification			Spécifications de conformité				Documentation
No	Objet	Spécification	Entité unique	Groupement d'entreprises			Spécifications de soumission
				Toutes Parties Combinées	Chaque Partie	Une Partie au moins	
2. Antécédents de non-exécution de marché							
2.1	Antécédents de non-exécution de marché	Pas de défaut d'exécution d'un marché au cours des cinq (05) dernières années qui précèdent la date limite de dépôt de la candidature, confirmé par tous les renseignements relatifs aux litiges ou aux procès complètement réglés. Un litige ou un procès complètement réglé est un litige ou un procès qui a été résolu conformément au mécanisme de règlement des litiges du marché correspondant et pour lequel tous les recours à la disposition du candidat ont été épuisés	Doit satisfaire à la spécification seul ou au titre de partie à un GE passé ou existant.	Sans objet	Doit satisfaire à la spécification seul ou au titre de partie à un GE passé ou existant	Sans objet	Formulaire ANT - 2
2.2	Litiges en instance	Tous les litiges en instance ne doivent pas représenter un total de plus de cinquante pour cent (50%) de la valeur nette du patrimoine du candidat ; ils seront considérés comme tranchés à l'encontre du candidat.	Doit satisfaire à la spécification seul ou à titre de partie d'un GE passé ou existant	Sans objet	Doit satisfaire à la spécification seul ou à titre de partie d'un GE passé ou existant	Sans objet	Formulaire ANT - 2
3. Situation financière							
3.1	Situation financière	Soumission de bilans vérifiés, audités ou certifiés ou, si cela n'est pas requis par la réglementation du pays du candidat, autres états financiers acceptables par le Maître d'Ouvrage pour les cinq (05) dernières années	Doit satisfaire à la spécification	Sans objet	Doit satisfaire à la spécification	Sans objet	Formulaire FIN - 3.1 avec pièces jointes

Critères de Qualification			Spécifications de conformité				Documentation
No	Objet	Spécification	Entité unique	Groupement d'entreprises			Spécifications de soumission
				Toutes Parties Combinées	Chaque Partie	Une Partie au moins	
		démontrant la solidité actuelle de la position financière du candidat et sa rentabilité à long terme					
3.2	Chiffre d'affaires annuel moyen	Avoir un minimum de chiffres d'affaires annuel moyen des activités de fourniture et d'installation d'équipements et systèmes d'énergie électrique d'un montant de quatre (04) milliards FCFA ou l'équivalent dans une monnaie librement convertible , qui correspond au total des paiements ordonnancés reçus pour les marchés en cours ou achevés au cours des cinq (05) dernières années	Doit satisfaire à la spécification	Doit satisfaire à la spécification	Doit satisfaire à vingt-cinq pour cent (25%) de la spécification	Doit satisfaire à quarante pour cent (40%) de la spécification	Formulaire FIN - 3.2
3.3	Capacité de financement	Accès à des financements tels que des avoirs liquides, lignes de crédit, autres que l'avance de démarrage éventuelle, à hauteur de (i) besoins en financement du marché : Un (01) milliards de Francs CFA et (ii) besoins en financement pour ce marché et les autres engagements en cours du Soumissionnaire :	Doit satisfaire à la spécification	Doit satisfaire à la spécification	Sans objet	Sans objet	Formulaires FIN - 3.3

Critères de Qualification			Spécifications de conformité				Documentation
No	Objet	Spécification	Entité unique	Groupement d'entreprises			Spécifications de soumission
				Toutes Parties Combinées	Chaque Partie	Une Partie au moins	
4. Expérience							
4.1	Expérience générale	Expérience de marchés de fournitures et installations d'équipements et systèmes d'énergie électrique à titre d'entrepreneur, de sous-traitant, d'ensemblier ou d'intégrateur au cours des dix (10) dernières années qui précèdent la date limite de dépôt des candidatures.	Doit satisfaire à la spécification	Sans objet	Doit satisfaire à la spécification	Sans objet	Formulaire EXP-4.1
4.2 (a)	Expérience spécifique	Participation à titre d'entrepreneur, d'ensemblier, d'intégrateur ou de sous-traitant dans au moins deux (02) marchés de fournitures et installations d'équipements et systèmes d'énergie électrique sur un aéroport international au cours des cinq (05) dernières années dont un réalisé dans un pays en voie de développement et dans des conditions tropicales similaires avec une valeur minimum de deux (02) milliards de FCFA (pour chaque marché), qui ont été exécutés de manière satisfaisante et terminés, pour	Doit satisfaire à la spécification	Doit satisfaire à la spécification	Sans objet	Doit satisfaire à la spécification pour un marché	Formulaire EXP 4.2 (a)

Critères de Qualification			Spécifications de conformité				Documentation
No	Objet	Spécification	Entité unique	Groupement d'entreprises			Spécifications de soumission
				Toutes Parties Combinées	Chaque Partie	Une Partie au moins	
		l'essentiel, et qui sont similaires aux travaux proposés. La similitude portera sur la taille physique, la complexité, les méthodes/technologies ou autres caractéristiques telles que décrites dans la Section V, Spécifications techniques et plans.					
4.2 (b)		<p>b) Pour les marchés référenciés ci-dessus ou pour d'autres marchés exécutés pendant la période stipulée au paragraphe 4.2 (a) ci-dessus, une expérience minimale dans les principales activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• Fourniture, installation et mise en service de groupes électrogènes d'au moins 600KVA et systèmes intégrés sur un aéroport international en exploitation continue ;• Fourniture, installation et mise en service de systèmes de protection, de télécommunication et de télé conduite sur un aéroport international ;	Doit satisfaire aux spécifications	Doit satisfaire à la spécification	Sans objet	Doit satisfaire à la spécification pour au moins une des activités	Formulaire EXP-4.2 (b)

Critères de Qualification			Spécifications de conformité			Documentation	
No	Objet	Spécification	Entité unique	Groupement d'entreprises			Spécifications de soumission
				Toutes Parties Combinées	Chaque Partie	Une Partie au moins	
		<ul style="list-style-type: none">Formation en usine d'un groupe ou d'une équipe d'au moins quatre (04) techniciens sur site du personnel à l'exploitation et à la maintenance de groupes électrogènes d'au moins 600KVA des cellules PTS, cellules HT du poste de livraison, Chargeur, onduleur, système d'automatisme de la centrale, TGBT, supervision de la centrale électrique,					

2.5 Personnel

Le Soumissionnaire doit établir qu'il dispose du personnel minimum suffisamment qualifié et expérimenté pour les positions-clés suivantes :

N°	Postes	Diplôme	Expérience globale en travaux (Années)	Expérience dans des travaux similaires (Années)	Nombre minimum
1	Directeur des Travaux	Ingénieur électricien ou électromécanicien	15 ans	10 ans	1
2	Chef de chantier	Ingénieur électricien ou électromécanicien ou Technicien supérieur	10 ans	10 ans	1
3	Responsable Sécurité	Ingénieur électricien ou Spécialistes des protections	5 ans	5 ans	1
4	Techniciens de montage ou Autres	Electriciens	5 ans	5 ans	5

Le Soumissionnaire a la latitude de proposer un personnel plus qualifié, plus expérimenté et en nombre plus important en fonction de son appréciation de l'envergure des travaux ou prestations d'installations à exécuter, de son organisation et de sa méthodologie proposées.

Il doit également fournir des détails sur la structuration, l'organisation et l'encadrement de ses équipes.

Le Soumissionnaire doit fournir les détails concernant le personnel proposé et son expérience en utilisant les formulaires PER 1 et PER 2 de la Section IV, Formulaire de soumission.

2.6 Matériel

Le Soumissionnaire doit établir qu'il possède ou peut se procurer (en location, leasing, par achat, ou tout autre moyen) les matériels, appareils et outils nécessaires aux travaux et prestations d'installations.

Numéro	Type et caractéristiques du matériel	Nombre minimum requis
1	Voltmètre sélectif aux fonctionnalités complètes pour les tests et la maintenance des réseaux	1
2	Caisses d'outillages pour électriciens, électroniciens, électrotechniciens et outillages spéciaux	Selon le nombre de monteurs
3	Micro-ordinateur portable avec tous les logiciels nécessaires à la programmation, au réglage et à l'exploitation des systèmes programmables	1
4	Dispositif de contrôle, de mesure et d'essai du système	1

Il a la latitude de proposer des matériels plus performants et en nombre plus important en fonction de son appréciation des travaux ou prestations d'installations à exécuter, de son organisation et de sa méthodologie proposées.

Le Soumissionnaire doit fournir les détails concernant le matériel proposé en utilisant le formulaire MAT de la Section IV, Formulaires de soumission.

2.7 Autres exigences

Si le Soumissionnaire offre de fournir et installer des composants importants d'équipements qu'il ne fabrique ou ne produit pas lui-même, il doit soumettre une Autorisation du Fabricant, en utilisant à cet effet le formulaire inclus dans la Section IV, Formulaires de soumission, pour attester du fait qu'il a été dûment autorisé par le fabricant ou le producteur des Fournitures pour fournir ces dernières dans les pays concernés par les installations à faire dans le cadre du présent marché. Le Soumissionnaire est responsable de s'assurer que le fabricant ou le producteur satisfait aux exigences des clauses 4 et 5 des IS, et aux critères minimaux stipulés pour chaque composant.

Section IV : Formulaires de soumission

Liste des Formulaires

1.	Modèles d’offre et bordereaux de prix	49
2.	Modèles d’engagement « environnemental et social »	51
3.	Bordereaux de prix	52
4.	Formulaire de proposition technique.....	53
	Formulaire PT-1, Organisation des travaux sur site	54
	Formulaire PT-2, Méthode de réalisation	55
	Formulaire PT-3, Spécifications techniques	56
	Formulaire PT-4, Programme/Calendrier de Mobilisation	57
	Formulaire PT-5, Programme/Calendrier de Construction.....	58
	Formulaire PT-6, Pièces de rechange	59
	Formulaire PT-7, Formation	60
	Formulaire PT-8, Sous-traitance	61
	Formulaire PT-9, Autres	62
5.	Formulaire de qualification	63
	Formulaire ELI – 1.1 – Fiche de renseignements du soumissionnaire	63
	Formulaire ELI – 1.2 – Fiche de renseignements pour chaque Partie à un GE.....	64
	Formulaire ANT – 2 – Antécédents de non-exécution du marché	64
	Formulaire FIN – 3.1 – Situation financière	65
	Formulaire FIN – 3.2 – Chiffre d’affaire annuel moyen	67
	Formulaire EXP – 4.1 – Expérience générale.....	68
	Formulaire EXP – 4.2 (a) – Expérience spécifique	70
	Formulaire EXP – 4.2 (b) – Expérience spécifique dans les activités principales	72
	Formulaire MAT – Matériel	74
	Formulaire PER - 1 – Personnel	75
	Formulaire MTC – Marchés/Travaux en cours	77
	Formulaire FIN 3.3 – Capacité de financement.....	78
6.	Modèle de garantie d’offre (garantie bancaire)	79
7.	Modèle d’autorisation du fabricant	81

8.	Attestation de visite de site	82
9.	Délégation de pouvoir	83
10.	Signalétique financier	84

1. Modèles d'offre et bordereaux de prix

Date : _____

Avis d'appel d'offres No. : _____

À : _____

Nous, les soussignés attestons que :

- a) Nous avons examiné le Dossier d'appel d'offres, y compris l'additif/ les additifs No. : _____ ; et n'avons aucune réserve à leur égard ;
- b) Nous nous engageons à exécuter et achever conformément au Dossier d'appel d'offres et aux Spécifications, les Equipements ci-après : _____ ;
_____ ;
- c) Le prix total de notre offre, hors rabais offerts à l'alinéa (d) ci-après est de : _____ ;
_____ ;
- d) Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants : _____

_____ ;
- e) Notre offre demeurera valide pendant une période de _____ jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres dans le Dossier d'appel d'offres ; cette offre continuera de nous engager et peut être acceptée à tout moment avant l'expiration de cette période ;
- f) Si notre offre est acceptée, nous nous engageons à obtenir une garantie de bonne exécution du Marché conformément au Dossier d'Appel d'Offres ;
- g) Nous, y compris tous les sous-traitants ou les fournisseurs pour l'une quelconque des parties du marché remplissons les conditions d'admissibilité stipulées à la clause 4.5 des Instructions aux soumissionnaires.
- h) Nous ne trouvons pas dans une situation de conflit d'intérêt définie à la clause 4.3 des Instructions aux soumissionnaires.
- i) Nous ne participons pas, en qualité de soumissionnaires ou sous-traitant, à plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres conformément à la clause 4.3 des Instructions aux soumissionnaires, autre que des offres « variantes » présentées conformément à la clause 13 des Instructions aux soumissionnaires ;
- j) Nous, y compris tous les sous-traitants ou les fournisseurs pour l'une quelconque des parties du marché qui fait l'objet de la présente offre, n'avons pas été exclus par l'Agence, et/ou nous ne faisons pas l'objet de sanction de la part de l'Union

Africaine, l'Union Européenne ou les Nations-Unies par le moyen de liste d'exclusion établies par ces institutions afin de lutter contre le terrorisme, conformément aux dispositions de la clause 4.4 des Instructions aux soumissionnaires;

- k) Nous ne sommes pas une entreprise publique **ou** nous satisfaisons aux spécifications de la clause 4.6 des Instructions aux soumissionnaires;
- l) Il est entendu que la présente offre, et votre acceptation écrite de ladite offre figurant dans la notification d'attribution du Marché que vous nous adresserez tiendra lieu de contrat entre nous, jusqu'à ce qu'un marché officiel soit établi et signé.
- m) Il est entendu par nous que vous n'êtes pas tenus d'accepter l'offre de moindre coût, ni l'une quelconque des offres que vous pouvez recevoir.

Nom _____ En tant que _____

Signature _____

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de _____

En date du _____ jour de _____

2. Modèles d'engagement « environnemental et social »

J'ai pris bonne note de l'importance que revêt le respect des normes environnementales et sociales.

Je soussigné [.....] en ma qualité de représentant dûment habilité de la société [.....] ;

Dans le cadre de la remise d'une offre pour [les travaux] [la fourniture de....] conformément au dossier d'appel d'offre N° [.....], m'engage à respecter et à faire respecter par l'ensemble de mes sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale en matière de protection de l'environnement et de droit du travail dont les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales en matière d'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables au [pays de réalisation du Projet].

En outre, je m'engage également à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux telles que définies dans le plan de gestion environnemental et social ou, le cas échéant, dans la notice d'impact environnemental et social fourni(e) par le Maître d'Ouvrage.

Fait à [...] le [...]

Signature

3. Bordereaux de prix

Voir annexe « Section IV – Formulaire de Soumission/Bordereau des Prix disponible en version électronique nommées ci-dessous :

- Fichier BDP_CE_NKC3.2.PDF
- Fichier BDP_CE_NKC3.2.XLS

Révision de prix

Les prix sont fermes et définitifs pour la durée du Marché.

4. Formulaire de proposition technique

- Organisation des travaux sur site
- Méthode de réalisation
- Programme/Calendrier de Mobilisation
- Programme/Calendrier de Construction
- Equipements à fournir
- Matériel du Constructeur
- Personnel du Constructeur
- Sous-traitants proposés pour les composants importants des installations
- Autres

Formulaire PT-1, Organisation des travaux sur site

Le Soumissionnaire devra expliquer l'organisation générale des travaux sur sites l'organigramme du chantier avec le personnel clé dans une hiérarchie bien définie, la structure des équipes d'exécution où le soumissionnaire précisera la taille des équipes, les tâches exactes qui leurs seront dévolues, et les moyens dont ils disposeront pour exécuter les travaux dans les règles de l'art.

Formulaire PT-2, Méthode de réalisation

La méthodologie suivie pour l'exécution (la réalisation des travaux de génie civil, la livraison et l'installation des Équipements, les essais et la mise en service opérationnel) indiquant les principales dispositions retenues et précisant en particulier :

- *la solution technique proposée en mettant en exergue l'aspect novateur ;*
- *le nombre d'heures de travail estimé, pour chaque membre du personnel clé ;*
- *le système d'assurance qualité et le plan de maîtrise des risques.*

Formulaire PT-3, Spécifications techniques

Les Spécifications techniques et caractéristiques essentielles des fournitures et équipements proposés, leur conformité ou non-conformité aux spécifications techniques exigées à la Partie II, Spécifications et plans, et aux documents normatifs internationaux énumérés dans le Cahier des Spécifications Techniques Particulières (STP) et le Cahier des Spécifications Techniques Générales (STG).

Une liste de conformité avec les spécifications techniques (générales et particulières) faisant clairement apparaître les différences ;

Les documents techniques énumérés dans le Cahier des Spécifications Techniques Particulières (STP).

Formulaire PT-4, Programme/Calendrier de Mobilisation

Formulaire PT-5, Programme/Calendrier de Construction

Formulaire PT-6, Pièces de rechange

La liste détaillée des outillages, appareils de mesures, pièces de rechanges, instruments et consommables nécessaires à l'exploitation et la maintenance des équipements proposés et pour couvrir les besoins pendant la période de garantie.

Formulaire PT-7, Formation

Le programme détaillé de formation

Formulaire PT-8, Sous-traitance

Liste des Sous-traitants proposés pour les composants importants des installations et toutes les informations sur les sous-traitances envisagées.

Formulaire PT-9, Autres

Tous autres éléments, documents ou informations établissant que les Fournitures, Équipements et Services connexes sont conformes aux Spécifications techniques et permettant à l'ASECNA d'évaluer techniquement l'offre.

5. Formulaire de qualification

Formulaire ELI – 1.1

Formulaire ELI – 1.1 – Fiche de renseignements du soumissionnaire

Date: _____

No. AAO : _____

Nom légal du soumissionnaire :
Dans le cas d'un groupement d'entreprises (GE), nom légal de chaque partie :
Pays où le soumissionnaire est constitué en société :
Année à laquelle le soumissionnaire a été constitué en société :
Adresse légale du soumissionnaire dans le pays où il est constitué en société :
Renseignements sur le représentant autorisé du soumissionnaire : Nom : Adresse : Numéro de téléphone/de télécopie : Adresse électronique :
Les copies des documents originaux qui suivent sont jointes : <input type="checkbox"/> 1. Dans le cas d'une entité unique, Statuts ou Documents constitutifs de l'entité légale susmentionnée, conformément aux dispositions des Clauses 4.1 et 4.3 des IS. <input type="checkbox"/> 2. Dans le cas d'un GE, lettre d'intention de former un GE ou de signer un accord de GE, conformément aux dispositions de la Clause 4.1 des IS. <input type="checkbox"/> 3. Dans le cas d'une entreprise publique, tout document complémentaire qui n'est pas mentionné dans le paragraphe 1 ci-dessus et est nécessaire pour satisfaire aux dispositions de la Clause 4.6 des IS.

Formulaire ELI – 1.2

Formulaire ELI – 1.2 – Fiche de renseignements pour chaque Partie à un GE

Date: _____

No. AAO: _____

Nom légal du soumissionnaire :
Nom légal de la partie du GE:
Pays de constitution en société de la partie du GE:
Année de constitution en société de la partie du GE :
Adresse légale de la partie du GE dans le pays de constitution en société :
Renseignements sur le représentant autorisé de la partie au GE : Nom : Adresse : Numéro de téléphone/télécopie : Adresse électronique :
Les copies des documents originaux qui suivent sont jointes : <input type="checkbox"/> 1 Statuts ou Documents constitutifs de l'entité légale susmentionnée, conformément aux dispositions des Clauses 4.1 et 4.3 des IS. <input type="checkbox"/> 2 Dans le cas d'une entreprise publique, tout document complémentaire qui n'est pas mentionné dans le paragraphe 1 ci-dessus et est nécessaire pour satisfaire aux dispositions de la Clause 4.6 des IS.

Formulaire ANT – 2

Formulaire ANT – 2 – Antécédents de non-exécution du marché

Nom légal du soumissionnaire : _____ Date: _____

Nom légal de la Partie au GE : _____ No. AAO: _____

Marchés non exécutés selon les dispositions de la Section III, Critères d'évaluation et de qualification☐ *Il n'y a pas eu de non-exécution de marché pendant la période stipulée, conformément au Sous-Facteur 2.1 de la Section III*

Litiges en instance, en vertu de la Section III☐ *Pas de litige en instance en vertu du Sous-Facteur 2.2 de la Section III*☐ *Litige en instance en vertu du Sous-Facteur 2.2 de la Section III*

<i>Année</i>	<i>Règlement en pourcentage du total des actifs</i>	<i>Identification du marché</i>	<i>Montant total du marché (valeur actuelle, équivalent en FCFA.)</i>
_____	_____	<i>Identification du marché :</i> <i>Nom du Maître d'Ouvrage :</i> <i>Adresse du Maître d'Ouvrage :</i> <i>Objet du litige :</i>	_____
_____	_____	<i>Identification du marché :</i> <i>Nom du Maître d'Ouvrage :</i> <i>Adresse du Maître d'Ouvrage :</i> <i>Objet du litige :</i>	_____

Formulaire FIN – 3.1

Formulaire FIN – 3.1 – Situation financière

Nom légal du soumissionnaire : _____ Date : _____

Nom légal de la partie au GE : _____ No. AAO: _____

A compléter par le soumissionnaire et, dans le cas d'un GE, par chaque partie.

Données financières en équivalent FCFA	Antécédents pour les cinq (05) dernières années (équivalent milliers de FCFA)				
	Année 2009	Année 2010	Année 2011	Année 2012	Année 2013
Information du bilan					
Total actif (TA)					
Total passif (TP)					
Patrimoine net (PN)					
Disponibilités (D)					
Engagements (E)					
Information des comptes de résultats					
Recettes totales (RT)					
Bénéfices avant impôts (BAI)					

On trouvera ci-après les copies des états financiers (bilans, y compris toutes les notes y afférents, et comptes de résultats) pour les années spécifiées ci-dessus et qui satisfont aux conditions suivantes :

- Ils doivent refléter la situation financière du soumissionnaire ou de la Partie au GE, et non pas celle de la maison-mère ou de filiales
- Les états financiers passés doivent être vérifiés par un expert-comptable agréé
- Les états financiers doivent être complets et inclure toutes les notes qui leur ont été ajoutées
- Les états financiers doivent correspondre aux périodes comptables déjà terminées et vérifiées (les états financiers de périodes partielles ne seront ni demandés ni acceptés)

Formulaire FIN – 3.2

Formulaire FIN – 3.2 – Chiffre d’affaire annuel moyen

Nom légal du soumissionnaire : _____

Date: _____

Nom légal de la partie au GE : _____

No. AAO: ____

Données sur le chiffre d’affaires annuel		
Année	Montant et monnaie	Equivalent FCFA
	_____	_____
	_____	_____
	_____	_____
	_____	_____
	_____	_____
*Chiffre d’affaires moyen des activités de fourniture et d’installation d’équipements d’énergie électrique ;	_____	_____

*Le chiffre d’affaires annuel moyen des activités de construction est calculé en divisant le total des paiements ordonnancés pour les travaux en cours par le nombre d’années spécifié dans la Section III, Sous-Facteur 3.2.

Formulaire EXP – 4.1

Formulaire EXP – 4.1 – Expérience générale

Nom légal du soumissionnaire : _____

Date: _____

Nom légal de la partie au GE : _____ No. AAO: _____

Mois/ année de départ*	Mois/ année final(e)	Identification du marché	Rôle du soumissionnaire
_____	_____	Nom du marché : Brève description des Travaux réalisés par le soumissionnaire : Nom du Maître d’Ouvrage : Adresse :	_____
_____	_____	Nom du marché : Brève description des Travaux réalisés par le soumissionnaire : Nom du Maître d’Ouvrage : Adresse :	_____
_____	_____	Nom du marché : Brève description des Travaux réalisés par le soumissionnaire : Nom du Maître d’Ouvrage : Adresse :	_____
_____	_____	Nom du marché : Brève description des Travaux réalisés par le soumissionnaire : Nom du Maître d’Ouvrage : Adresse :	_____

Mois/ année de départ*	Mois/ année final(e)	Identification du marché	Rôle du soumissionnaire
_____	_____	Nom du marché : Brève description des Travaux réalisés par le soumissionnaire : Nom du Maître d’Ouvrage : Adresse :	_____
_____	_____	Nom du marché : Brève description des Travaux réalisés par le soumissionnaire : Nom du Maître d’Ouvrage : Adresse :	_____

*Inscrire l’année civile en commençant par la plus ancienne.

Formulaire EXP – 4.2 (a)

Formulaire EXP – 4.2 (a) – Expérience spécifique

Nom légal du soumissionnaire : _____ Date: _____

Nom légal de la partie au GE : _____ No. AAO : ____

Numéro de marché similaire : ____	Information		
Identification du marché	_____		
Date d'attribution	_____		
Date d'achèvement	_____		
Rôle dans le marché	<input type="checkbox"/> Entrepreneur/ Constructeur	<input type="checkbox"/> Ensemblier	<input type="checkbox"/> Sous-traitant
Montant total du marché	_____		FCFA_____
Dans le cas d'une partie à un GE ou d'un sous-traitant, préciser la participation au montant total du marché	_____ %	_____	FCFA_____
Nom du Maître d'Ouvrage :	_____		
Adresse :	_____		
Numéro de téléphone/télécopie :	_____		
Adresse électronique :	_____		

Formulaire EXP – 4.2 (a) (suite)**Expérience spécifique (suite)**

Nom légal du soumissionnaire : _____

Nom légal de la partie au GE : _____

No. du marché similaire :	Information
Description de la similitude conformément au Sous-Facteur 4.2 (a) de la Section III :	
Montant	_____
Taille physique	_____
Complexité	_____
Méthodes/Technologie	_____
Autres caractéristiques	_____

Formulaire EXP – 4.2 (b)

Formulaire EXP – 4.2 (b) – Expérience spécifique dans les activités principales

Nom légal du soumissionnaire : _____ Date: _____

Nom légal de la partie au GE : _____ No. AAO: _____

	Information		
Identification du marché	_____		
Date d'attribution	_____		
Date d'achèvement	_____		
Rôle dans le marché	<input type="checkbox"/> Entrepreneur/Co nstructeur	<input type="checkbox"/> Ensemblier	<input type="checkbox"/> Sous-traitant
Montant total du marché	_____		Euros _____
Dans le cas d'une partie au GE ou d'un sous-traitant, préciser la participation au montant total du marché	_____ %	_____	Euros _____
Nom du Maître d'Ouvrage :	_____		
Adresse :	_____ _____		
Numéro de téléphone/télécopie :	_____ _____		
Adresse électronique :	_____ _____		

Formulaire EXP – 4.2 (b) (suite)**Expérience spécifique dans les activités principales (suite)**

Nom légal du soumissionnaire : _____

Nom légal de la partie au GE : _____

	Information
Description des principales activités conformément au Sous-Facteur 4.2 (b) de la Section III :	

Formulaire MAT

Formulaire MAT – Matériel

Le Soumissionnaire doit fournir les détails concernant le matériel proposé afin d'établir qu'il a la possibilité de mobiliser le matériel clé dont la liste figure à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification. Un formulaire distinct sera préparé pour chaque pièce de matériel figurant sur la liste, ou pour du matériel de remplacement proposé par le Soumissionnaire.

Pièce de matériel		
Renseignements sur le matériel	Nom du fabricant	Modèle et puissance
	Capacité	Année de fabrication
Position courante	Localisation présente	
	Détails sur les engagements courants	
Provenance	Indiquer la provenance du matériel <input type="checkbox"/> en possession <input type="checkbox"/> en location <input type="checkbox"/> en location-vente <input type="checkbox"/> fabriqué spécialement	

Les renseignements suivants seront omis pour le matériel en possession du Soumissionnaire.

Propriétaire	Nom du Propriétaire	
	Adresse du Propriétaire	
	Téléphone	Nom et titre de la personne à contacter
	Télécopie	Télex
Accords	Détails de la location / location-vente / accord de fabrication	

Formulaire PER - 1**Formulaire PER - 1 – Personnel****Personnel proposé**

Le Soumissionnaire doit fournir les noms de personnels ayant les qualifications requises comme exigées dans la Section III. Les renseignements concernant leur expérience devront être indiqués dans le Formulaire ci-dessous à remplir pour chaque candidat.

1.	Désignation du poste*
	Nom
2.	Désignation du poste*
	Nom
3.	Désignation du poste
	Nom
4.	Désignation du poste*
	Nom

**Selon la liste de la Section III.*

Formulaire PER – 2

Curriculum vitae du Personnel proposé

Nom du Soumissionnaire

Poste		
Renseignements personnels	Nom	Date de naissance
	Qualifications professionnelles	
Employeur actuel	Nom de l'employeur	
	Adresse de l'employeur	
	Téléphone	Contact (responsable / chargé du personnel)
	Télécopie	E-mail
	Emploi tenu	Nombre d'années avec le présent employeur

Résumer l'expérience professionnelle des 20 dernières années en ordre chronologique inverse. Indiquer l'expérience technique et de gestionnaire pertinente pour le projet.

De	À	Société / Projet / Position / expérience technique et de gestionnaire pertinente

Formulaire MTC

Formulaire MTC – Marchés/Travaux en cours

Les Soumissionnaires et chaque partenaire de groupements doivent fournir les renseignements concernant leurs engagements courants pour tous les marchés attribués, ou pour lesquels ils ont reçu une notification d’attribution, lettre de marché, etc..., ou pour les marchés en voie d’achèvement, mais pour lesquels un certificat de réception provisoire sans réserve n’a pas été émis par le Maître d’Ouvrage.

Intitulé du marché	Maître d’Ouvrage, contact adresse/tél/télé copie	Valeur des travaux restant à exécuter (FCFA équivalents)	Date d’achèvement prévue	Montant moyen mensuel facture au cours des 6 derniers mois (FCFA/mois)
1.				
2.				
3.				
4.				
5.				
etc.				

Formulaire FIN 3.3

Formulaire FIN 3.3 – Capacité de financement

Indiquer les sources de financement (liquidités, actifs réels non grevés, lignes de crédit et autres moyens financiers nécessaires pour les besoins de trésorerie liés aux travaux afférents au(x) marché(s) considéré(s), nets des engagements pris par le Soumissionnaire au titre d'autres marchés comme requis à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.

Source de financement	Montant (FCFA équivalents)
1.	
2.	
3.	
4.	

6. Modèle de garantie d'offre (garantie bancaire)

Date : _____

Avis d'appel d'offres No. : _____

_____ [nom de la banque et adresse de la banque d'émission]

Bénéficiaire : _____ [nom et adresse du Maître d'Ouvrage]

Date : _____

Garantie d'offre no. : _____

Nous avons été informés que _____ [nom du Soumissionnaire] (ci-après dénommé « le Soumissionnaire ») a répondu à votre appel d'offres no. _____ pour l'exécution de _____ [description des travaux] et vous a soumis son offre en date du _____ [date du dépôt de l'offre] (ci-après dénommée « l'Offre »).

En vertu des dispositions du dossier d'Appel d'offres, l'Offre doit être accompagnée d'une garantie d'offre.

A la demande du Soumissionnaire, nous _____ [nom de la banque] nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d'argent que vous pourriez réclamer dans la limite de _____ [insérer la somme en chiffres] _____ [insérer la somme en lettres].

Votre demande en paiement doit être accompagnée d'une déclaration attestant que le Soumissionnaire n'a pas exécuté une des obligations auxquelles il est tenu en vertu de l'Offre, à savoir :

- a) s'il retire l'Offre pendant la période de validité qu'il a spécifiée dans le formulaire d'offre ; ou
- b) s'il, s'étant vu notifier l'acceptation de l'Offre par Le Maître d'Ouvrage pendant la période de validité :
- i) ne signe pas le Marché, s'il est tenu de le faire ; ou
- ii) ne fournit pas la garantie de bonne exécution, ainsi qu'il est prévu dans les Instructions aux soumissionnaires.

La présente garantie expire :

- a) si le marché est octroyé au Soumissionnaire, lorsque nous recevons une copie du marché et de la garantie de bonne exécution émise en votre nom, selon les instructions du Soumissionnaire ;

b) si le marché n'est pas octroyé au Soumissionnaire, à la première des dates suivantes :

i) lorsque nous recevrons copie de votre notification au Soumissionnaire du nom du soumissionnaire retenu, ou

ii) trente (30) jours suivant l'expiration de l'Offre.

Toute demande de paiement au titre de la présente garantie doit être reçue à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 458.

Signature

Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter la préparation du document.

7. Modèle d'autorisation du fabricant

Date : _____

AOI No. : _____

Avis d'appel d'offres No. : _____

Variante No. : _____

A: *[nom de l'Acheteur]*

ATTENDU QUE :

[nom du Fabricant] sommes fabricant réputé de *[nom et/ou description des fournitures]* ayant nos usines *[adresse de l'usine]*

Nous autorisons par la présente *[nom et adresse de l'Agent]* à présenter une offre, et à éventuellement signer un marché avec vous pour l'Appel d'Offres N° *[référence à l'Appel d'Offres]* pour ces fournitures fabriquées par nous.

Nous confirmons toutes nos garanties et nous nous portons garants conformément à la Clause 27 du Cahier des Clauses générales pour les fournitures offertes par l'entreprise ci-dessus pour cet Appel d'Offres.

[signature pour et au nom du Fabriquant]

Note: La présente lettre doit être présentée sur entête de lettre du Fabriquant et signée par une personne dûment habilitée pour engager légalement le Fabricant. Elle doit être incluse dans l'offre du Soumissionnaire, si cela est demandé dans les DPAO.

8. Attestation de visite de site

OBJET : PSE 2009/2013 Projet n° 2606 – NPE 441

**CENTRALE ELECTRIQUE DU NOUVEL AEROPORT
INTERNATIONAL DE NOUAKCHOTT - VOLET EQUIPEMENTS
(REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE)**

Je soussigné:²

Certifie que³

Représentée par²

A procédé à la visite des lieux pour prendre connaissance de l'environnement global du site des travaux portés en objet accompagné de :

1.²
2.²
3.²
4.²
5.²

Et a apprécié à son point de vue et sous sa responsabilité la nature, la qualité et la difficulté des travaux à exécuter.

La visite s'est déroulée du au
.....

En foi de quoi, la présente attestation lui est délivrée.

..... le

Pour le Soumissionnaire

Pour l'ASECNA

² Nom, prénom et fonction

³ Nom du soumissionnaire

9. Délégation de pouvoir

DELEGATION DE POUVOIRS¹

Numéro référence :

OBJET : PSE 2009/2013 Projets n° 2606 – NPE441

CENTRALE ELECTRIQUE DU NOUVEL AEROPORT INTERNATIONAL DE NOUAKCHOTT - VOLET EQUIPEMENTS (REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE)

Je, soussigné², agissant en qualité de³ de la⁴, dont le siège social est situé⁵, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de⁶ sous le numéro⁷,

Donne par la présente à:

Monsieur⁸

Domicilié⁹ exerçant les fonctions de¹⁰

Tous pouvoirs nécessaires à l'effet de représenter et signer, pour et au nom de la société¹¹, tout document administratif ou contractuel relatif au marché cité en référence.

Le présent pouvoir prendra fin, sauf renouvellement ou révocation, le¹²

Fait....., le¹³

LE DELEGANT

Signature et mention manuscrite

« bon pour pouvoir »

LE DELEGATAIRE

Signature et mention manuscrite

« bon pour acceptation de pouvoirs »

¹ A établir sur papier entête de l'entreprise

² Nom et prénom

³ A préciser en fonction de la forme juridique

⁴ Intitulé complet et forme juridique

⁵ Adresse complète

⁶ Nom du Pays et de la localité

⁷ Numéro d'inscription au registre de commerce

⁸ Nom et Prénom

⁹ Adresse complète du domicile

¹⁰ Préciser la fonction

¹¹ Nom et forme juridique de la société

10. Signalétique financier

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

TITULAIRE DU COMPTE :

CODE BANQUE :

CODE GUICHET :

IBAN :

CLE RIB :

NUMERO DE COMPTE :

BIC/SWIFT :

DOMICILIATION :

N.B. : En lieu et place de ce tableau, le Soumissionnaire peut joindre une copie du document de relevé d'identité bancaire délivré par la banque.

**Cachet de la banque et Signature
du Représentant de la banque**

**Date et signature du Titulaire
du compte**

PARTIE II : EXIGENCES DU MAITRE D'OUVRAGE

Section V : Spécifications Techniques et Plans

Voir CD

1. **« Section V-1 – Spécifications Techniques Générales » disponible en version électronique nommée ci-dessous :**

Fichier : STG.PDF

2. **« Section V-2 – Spécifications Techniques Particulières » disponible en version électronique nommée ci-dessous :**

Fichier : STP_CE_NKC3.2.PDF

3. **« Plans » en version électronique nommée ci-dessous :**

Plans_CE_NKC3.2.rar

Liste des plans joints :

1. Plan de situation de la centrale électrique ASECNA du Nouvel Aéroport International de Nouakchott (NKC/ELEC/01- IND B)
2. Schéma unifilaire du système de distribution électrique (NKC/ELEC/02- IND C)
3. Centrale électrique : Synoptique lumineux mural (NKC/ELEC/03- IND B)
4. Centrale électrique : Pupitre de contrôle/commande (NKC/ELEC/04- IND A)
5. Centrale électrique : Synoptique des fluides (NKC/ELEC/05- IND A)
6. Centrale électrique : Plan d'implantation des équipements (NKC/ELEC/06- IND B)

PARTIE III : MARCHE

Section VI : Cahier de clauses Administratives Générales

Tables de Matières

A. Marché et Interprétation.....	90
1. Définition.....	90
2. Documents contractuels	93
3. Interprétation	93
4. Communications.....	94
5. Droit applicable et Langue	95
6. Fraude et corruption	95
B. Objet du marché	96
7. Etendue des prestations	96
8. Dates de commencement et d'achèvement.....	97
9. Responsabilités du constructeur	97
10. Responsabilités du Maître de l'ouvrage	98
C. Paiement	100
11. Montant du Marché	100
12. Conditions de paiement	100
13. Garanties.....	100
14. Impôts et taxes.....	101
D. Propriété intellectuelle.....	102
15. Licence et Usage des informations techniques.....	102
16. Informations confidentielles	103
E. Montage des Installations.....	104
17. Représentants.....	104
18. Programme des Travaux.....	106
19. Sous-traitance	107
20. Conception et ingénierie.....	108
21. Acquisition des Matériels et Equipements	110
22. Montage.....	111
23. Essais et inspection.....	119
24. Achèvement.....	121

25.	Mise en services et réceptions opérationnelles.....	122
F.	Garanties et responsabilités	126
26.	Garantie de délai d'achèvement	126
27.	Garantie	127
28.	Garanties opérationnelles	129
29.	Obligation d'indemnisation en cas de contrefaçon de brevet.....	130
30.	Limite de responsabilité	131
G.	Partage des risques	131
31.	Transfert de propriété	131
32.	Entretien et garde des installations	132
33.	Pertes ou dommages matériels ; accidents du travail ; indemnisation	133
34.	Assurances.....	135
35.	Conditions imprévisibles.....	137
36.	Modifications des législations et réglementations.....	138
37.	Force majeure	139
38.	Risques de guerre	140
H.	Modification des éléments du marché.....	142
39.	Modifications des installations	142
40.	Prolongation du délai d'achèvement	145
41.	Suspension.....	146
42.	Résiliation.....	148
43.	Cession	154
44.	Restrictions d'exportations.....	154
I.	Règlements des différends.....	155
45.	Désignation et Constitution du Comité de Règlements de différends.....	155
46.	Absence d'accord sur la composition du CRD	156
47.	Décision du Comité de Règlement des Différends.....	156
48.	Règlement amiable des Différends.....	157
49.	Arbitrage.....	157
50.	Carence à exécuter une décision du Comité de règlement des Différends.....	158
51.	Fin du mandat du Comité de règlement des Différends	158

A. Marché et Interprétation

1. Définition

- 1.1 Les termes et expressions suivants auront la signification qui leur est attribuée ci-après :

Le terme « Marché » désigne le marché conclu entre le Maître de l'ouvrage et le Constructeur, ainsi que les documents contractuels qui y sont visés ; ces documents constitueront le Marché, et le terme « Marché » sera interprété de la même manière dans tous ces documents.

L'expression « Documents contractuels » désigne les documents énumérés à l'Article 1.1 (Documents contractuels) du Marché (y compris toutes leurs modifications).

L'abréviation « CCAG » signifie Cahier des clauses administratives générales, objet des présentes clauses.

L'abréviation « CCAP » signifie Cahier des clauses administratives particulières.

Le terme « jour » signifie jour calendaire du calendrier grégorien.

Le terme « mois » signifie mois calendaire du calendrier grégorien.

L'expression « Maître de l'ouvrage » désigne la personne nommée à ce titre, et inclut les successeurs légaux ou cessionnaires autorisés du Maître de l'ouvrage.

L'expression « Directeur de projet » désigne la personne nommée par le Maître de l'ouvrage de la manière prévue à la Clause 17.1 du CCAG des présentes, et désignée nommément dans le CCAP à l'effet d'exécuter les missions confiées par le Maître de l'ouvrage.

L'expression « Constructeur » désigne la ou les personnes dont l'offre pour exécuter le Marché a été acceptée par le Maître de l'ouvrage, et qui figure(nt) en tant que tel(les) dans le Marché, et inclut les successeurs légaux ou cessionnaires autorisés du Constructeur.

L'expression « Représentant du Constructeur » désigne toute personne nommée par le Constructeur, nommément désignée dans le CCAP et approuvée par le Maître de l'ouvrage de la manière prévue à la Clause 17.2 du CCAG chargée de mener à bien les missions déléguées par le Constructeur.

Le terme « Sous-traitant », y compris les fournisseurs, désigne toute personne à laquelle une partie des Installations est directement ou indirectement déléguée par le Constructeur, y compris l'élaboration de toute étude de conception et de réalisation ou la fourniture de tous Matériels et Equipements, et inclut ses successeurs légaux ou cessionnaires autorisés.

Le « Comité de Règlement des Différends » est la personne (ou les personnes) désignée(s) comme tel dans le CCAP, nommée(s) d'un commun accord par le Maître d'Ouvrage et le Constructeur pour résoudre les litiges en premier recours conformément aux dispositions figurant dans la Clause 45 [Désignation et constitution du Comité de Règlement des Différends].

L'expression « Agence » signifie l'Agence Française de Développement (AFD).

L'expression « Montant du Marché » désigne le montant fixé à l'Article 2 (Montant du Marché) de l'Acte d'engagement, sous réserve des augmentations, réajustements ou réductions qui pourront y être apportés en vertu du Marché.

Le terme « Installations » désigne les matériels et équipements à fournir et à monter, de même que les Services de montage que le Constructeur doit exécuter en vertu du Marché.

L'expression « Matériels et Equipements » désigne les fournitures, matériels, équipements, machines, dispositifs, éléments et choses de toutes sortes que le Constructeur devra fournir et incorporer de manière permanente en vertu du Marché (y compris les pièces détachées que le Constructeur devra fournir en vertu de la Clause 7.3 du CCAG), mais à l'exclusion des équipements du Constructeur.

L'expression « Services de montage » désigne les prestations accessoires à la fourniture des Matériels et Equipements que le Constructeur devra fournir en vertu du Marché, c'est-à-dire le transport, la fourniture des assurances marines ou d'autres assurances similaires, l'inspection, les services d'expédition, les travaux de préparation du site (y compris la fourniture et l'utilisation des équipements du Constructeur, et la fourniture de tout le matériel de construction nécessaire), le montage, les essais, la mise en service préliminaire, la mise en service, l'exploitation, la maintenance, la fourniture des manuels d'exploitation et de maintenance, la formation, etc.

L'expression « Equipements du Constructeur » désigne toutes machines, installations, équipements, machines, outils, appareils, instruments ou choses nécessaires à l'Installation, à l'achèvement et à la maintenance des Installation que le Constructeur devra fournir, mais à l'exclusion des Matériels et Equipements, ainsi que toutes autres choses devant faire partie ou faisant partie des Installations.

« Pays d'origine » signifie les pays et territoires répondant aux critères d'origine de l'Agence Française de Développement comme stipulé dans le CCAP.

Le terme « Site » désigne le terrain et les autres lieux sur lesquels les Installations doivent être montées, et tels autres lieux et endroits que le Marché peut désigner comme faisant partie du site.

L'expression « Date d'entrée en vigueur » désigne la date à laquelle toutes les conditions énoncées à l'Article 3 (date d'entrée en vigueur) de l'Acte d'engagement ont été remplies et qui détermine la date d'achèvement.

L'expression « Délai d'achèvement » désigne le délai dans lequel les Installations dans leur ensemble (ou une partie des Installations lorsqu'un délai d'achèvement spécifique a été fixé pour cette partie) doivent être achevées conformément au CCAP et aux dispositions correspondantes du Marché.

Le terme « Achèvement » signifie que les Installations (ou une partie spécifique des Installations lorsque des parties spécifiques sont expressément mentionnées dans le CCAP) ont été achevées opérationnellement et structurellement, qu'elles ont été rangées et remises en état de propreté, et que tous les travaux relatifs à la Mise en service préliminaire des Installations ou de telle partie spécifique des Installations ont été achevés, ce qui revient à dire que les Installations, ou une partie spécifique des Installations, sont prêtes pour la Mise en service conformément à la Clause 24 du CCAG.

L'expression « Mise en service provisoire » désigne les essais, la vérification et les autres exigences mentionnées dans les Spécifications techniques que le Constructeur doit effectuer pour préparer la Mise en service conformément à la Clause 24 du CCAG.

L'expression « Mise en service opérationnelle » désigne la mise en exploitation des Installations ou de toute partie des Installations postérieurement à l'Achèvement, et doit être réalisée par le Constructeur de la manière prévue à la Clause 25.1 du CCAG, dans le but d'effectuer l'Essai ou les Essais de garantie.

L'expression « Essai(s) de garantie » désigne l'essai ou les essais de conformité et de garantie dont les Spécifications techniques imposent la réalisation, de manière à s'assurer que les Installations prévues aux présentes ou une partie spécifique de ces Installations, respectent les garanties opérationnelles précisées dans les Spécifications techniques conformément aux stipulations de la Clause 25.2 du CCAG.

L'expression « Réception opérationnelle » désigne la réception des Installations par le Maître de l'ouvrage (ou de toute partie des Installations lorsque le Marché prévoit la réception progressive des Installations), certifiant que le Constructeur a respecté le Marché en ce qui concerne les Garanties fonctionnelles des Installations (ou de la partie considérée de celles-ci) conformément aux stipulations de la Clause 28 du CCAG et vaudra présomption de réception conformément à la Clause 25 du CCAG.

L'expression « Période de garantie » désigne la période de validité des garanties donnée par le Constructeur, commençant à l'achèvement des Installations ou d'une partie de celles-ci, pendant laquelle le Constructeur est responsable des défauts des Installations (ou de la partie considérée des Installations) comme le prévoit la Clause 27 du CCAG.

2. Documents contractuels

- 2.1 Sous réserve de l'Article 1.2 (Ordre de priorité) de l'Acte d'engagement, tous les documents constituant le Marché (et tous ses aspects) sont corrélatifs, complémentaires et s'expliquent mutuellement l'un l'autre. Le Marché doit être lu comme un tout.

3. Interprétation

- 3.1 Dans le Marché, à moins que le contexte n'en décide autrement:

- a) masculin signifie également féminin et inversement ;
- b) le singulier inclura le pluriel et le pluriel inclura le singulier;
- c) toute disposition se référant à un "accord" nécessite un accord par écrit;
- d) "écrit" or "par écrit" signifie manuscrit, dactylographié, imprimé ou par voie électronique, et résultant en un document conservé de manière permanente.

Les en-têtes et notes en marge du CCAG ne sauraient faire partie du Marché ou affecter son interprétation.

- 3.2 Incoterms

Sauf en cas de contradiction avec une disposition du Marché, la signification des termes commerciaux et des droits et obligations des parties sera déterminée par les *Incoterms*.

Incoterms désigne les règles internationales d'interprétation des termes commerciaux publiées par la Chambre de commerce internationale (dernière édition), 38 Cours Albert 1^{er}, 75008 Paris, France.

- 3.3 Intégralité des conventions

Sous réserve des dispositions de la Clause 16.4 du CCAG, le Marché représente la totalité des dispositions contractuelles sur lesquelles se sont accordés le Maître de l'ouvrage et le Constructeur relativement à son objet, et il remplace toutes communications, négociations et accords (écrits comme oraux) conclus entre les parties en la matière avant la date du Marché.

- 3.4 Modification

Les modifications et autres avenants au Marché ne pourront entrer en vigueur que s'ils sont faits par écrit, datés, qu'ils se réfèrent expressément au Marché et sont signés par un représentant dûment autorisé de chacune des parties.

- 3.5 Constructeur indépendant

Le Constructeur est un entrepreneur exécutant le Marché indépendamment. Le Marché ne crée aucune relation d'agence ou de groupement entre les parties au présent marché.

Sous réserve des dispositions du Marché, le Constructeur sera seul responsable de la manière dont le Marché est exécuté. Les employés, représentants, ou sous-traitants engagés par le Constructeur dans le cadre de l'exécution du Marché seront sous le contrôle total du Constructeur et ne sauraient être réputés les employés du Maître de l'ouvrage. Rien de ce qui figure au Marché ou dans le contrat de sous-traitance passé par le Constructeur ne pourra être interprété comme créant une quelconque relation contractuelle entre ces employés, représentants ou sous-traitants et le Maître de l'ouvrage.

3.6 Absence de renonciation

3.6.1 Sous réserve des dispositions du paragraphe 3.6.2 aucune relaxe, abstention, retard ou indulgence de l'une des parties pour faire appliquer l'un quelconque des termes et conditions du Marché, ou le fait que l'une des parties accorde un délai supplémentaire à l'autre, ne saurait préjuger de, affecter ou restreindre les droits dévolus à cette partie par le Marché ; de même, la renonciation de l'une des parties à demander réparation pour toute infraction au Marché ne saurait valoir renonciation à toute demande de réparation pour infraction ultérieure ou persistante du Marché.

3.6.2 Toute renonciation aux droits, pouvoirs ou recours d'une partie en vertu du marché devra être effectuée par écrit, être datée et signée par un représentant autorisé de la partie accordant cette renonciation, et préciser le droit faisant l'objet de cette renonciation et l'étendue de cette renonciation.

3.7 Divisibilité

Si une quelconque disposition ou condition du Marché est interdite ou rendue invalide ou inapplicable, cette interdiction, invalidité ou inapplicabilité ne saurait affecter la validité ou le caractère exécutoire des autres clauses et conditions du marché.

3.8 Pays d'origine

« Origine » signifie le lieu où les matériaux, équipements et autres fournitures nécessités par les Installations sont extraits, produits ou fabriqués, et à partir duquel des services sont fournis.

4. Communications

4.1 Lorsque les présentes Clauses administratives mentionnent l'attribution ou l'émission d'une approbation, d'un certificat, d'un consentement, d'une décision, d'une notification, d'une demande ou d'une mainlevée, ces communications doivent être effectuées de la manière suivante:

- a) par écrit et remises contre reçu,; et
- b) remise, adressée ou transmise à l'adresse de la Partie concernée inscrite dans l'Acte d'Engagement.

Lorsqu'une notification est faite à une Partie par l'autre Partie ou par le Directeur de projet, une copie doit être adressée au Directeur de projet ou à l'autre Partie, selon le cas.

5. Droit applicable et Langue

- 5.1 Le Marché sera régi par et interprété conformément au droit du pays indiqué dans le CCAP.
- 5.2 La langue du Marché sera celle stipulée dans le CCAP.
- 5.3 La langue utilisée pour les communications sera celle stipulée dans le CCAP.

6. Fraude et corruption

- 6.1 L'ASECNA a pour politique de requérir des bénéficiaires (y compris les bénéficiaires de ses financements), ainsi que des soumissionnaires, fournisseurs, entreprises et consultants prenant part aux marchés qu'elle finance, d'observer les normes d'éthique les plus élevées lors de la passation et de l'exécution du Marché au titre de ces projets, programmes et études. A cet effet, l'Agence demande que les bénéficiaires incluent dans les dossiers d'appel d'offres des dispositions contre la corruption.
- 6.2 Les termes suivants sont définis comme suit :
 - a) « Corruption » signifie le fait d'offrir, de donner, d'agréer ou de solliciter toute chose ayant une valeur dans le but d'influencer l'action d'un responsable dans le processus de passation et d'exécution du Marché, et couvre notamment la subornation et l'extorsion ou la coercition qui implique les menaces d'atteinte à la personne, au bien ou à la réputation ;
 - b) « Manœuvres frauduleuses » signifie une représentation inexacte des faits dans le but d'influencer le processus de passation ou d'exécution du Marché au détriment du Bénéficiaire ;
 - c) « pratiques collusoires » désignent toute forme d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que le Maître d'Ouvrage en ait connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;
 - d) « pratiques coercitives » désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ; et
 - e) se livre à des « pratiques obstructives »
 - (aa) quiconque détruit, falsifie, altère ou dissimule délibérément les preuves sur lesquelles se base une enquête de l'Agence en matière de corruption ou de manœuvres frauduleuses, coercitives ou collusives, ou fait de fausses déclarations à ses enquêteurs destinées à entraver son enquête; ou bien menace, harcèle ou intimide quelqu'un aux fins de l'empêcher de faire part

d'informations relatives à cette enquête, ou bien de poursuivre l'enquête;
ou

(bb) celui qui entrave délibérément l'exercice par l'Agence de son droit d'examen tel que stipulé au paragraphe 6.5 ci-dessous.

- 6.3 L'ASECNA, à la suite de ses propres investigations et conclusions, conduites en conformité avec ses procédures, déclarera une société inéligible, soit indéfiniment soit pour une période déterminée, aux marchés financés par l'ASECNA si, à un moment quelconque, la société s'est livrée à la corruption, à des manœuvres frauduleuses ou à des pratiques collusoires ou coercitives, lors de la procédure de passation ou de l'exécution du Marché. Dans ce cas, la société se voit interdire toute participation aux marchés financés par l'Agence pour une période déterminée par l'ASECNA.
- 6.4 L'ASECNA se réserve le droit, lorsqu'il a été établi par un organisme national ou international qu'une société s'est livrée à la corruption ou à la fraude, de déclarer cette société inéligible, pour une période donnée, aux marchés financés par l'ASECNA.
- 6.5 Le Constructeur permettra à l'ASECNA d'inspecter les documents et pièces comptables relatifs à l'exécution du Marché et de les faire vérifier par des auditeurs désignés par l'ASECNA, si celle-ci le demande.

B. Objet du marché

7. Etendue des prestations

- 7.1 Sous réserve de limitations expressément contraires figurant dans les Spécifications techniques, les obligations du Constructeur couvrent la fourniture des matériels et équipements et l'exécution de la totalité des services de montage nécessaires à la conception, à la fabrication (y compris l'approvisionnement, les contrôles de qualité, la construction, le montage, la mise en service préliminaire et la livraison) des matériels et équipements, ainsi que le montage, l'achèvement et la mise en service des installations conformément aux plans, procédures, spécifications, dessins, codes et autres documents indiqués aux Spécifications techniques. Ces spécifications incluent, sans y être limitées, la fourniture de services de supervision et d'ingénierie, main-d'œuvre, matériel, équipements, pièces de rechange (tel qu'indiqué à la Clause 7.3 ci-dessous) et accessoires, équipements du Constructeur, services et fournitures accessoires de construction, matériels, ouvrages et équipements temporaires, transport (y compris déchargement et manutention à destination ou à partir du site et sur le site) et entreposage, à l'exception des fournitures, travaux et services qui seront fournis ou assurés par le Maître de l'ouvrage comme indiqué à l'annexe correspondante (étendue des travaux et fournitures du Maître de l'ouvrage) de l'Acte d'engagement.
- 7.2 Le Constructeur devra, à l'exception de ce qui pourrait être exclu par le Marché, exécuter les travaux et assurer la fourniture d'articles et de matériels non expressément mentionnés au Marché mais que l'on peut raisonnablement déduire, à la lecture du

Marché, comme nécessaires au bon achèvement des Installations, comme si ces travaux, articles et matériels étaient expressément mentionnés au Marché.

- 7.3 En plus de la fourniture des pièces de rechange obligatoires faisant partie du Marché, le Constructeur s'engage à fournir les pièces de rechange nécessaires au fonctionnement et à la maintenance des Installations pour la période indiquée dans le **CCAP**. Cependant, la définition, les spécifications et les quantités desdites pièces de rechange ainsi que les termes et conditions de leur fourniture restent à établir d'un commun accord entre le Maître de l'ouvrage et le Constructeur, et leurs prix, qui seront ceux du Bordereau de prix N° 6, seront ajoutés au montant du Marché. Les prix desdites pièces de rechange comprendront le prix d'achat et les autres frais et charges (rémunération du Constructeur incluse) relatifs à leur fourniture.

8. Dates de commencement et d'achèvement

- 8.1 Le Constructeur devra commencer les travaux des Installations dans la période fixée dans le **CCAP** et, sans préjudice de la Clause 26.2 du CCAG ; le Constructeur devra par la suite poursuivre l'exécution et le montage des Installations, conformément au calendrier d'exécution indiqué à l'annexe correspondante (Calendrier de l'exécution) de l'Acte d'engagement.
- 8.2 Le Constructeur devra achever les Installations (ou une partie des Installations si le Marché indique un délai d'Achèvement distinct pour cette partie) dans les délais fixés dans le **CCAP** ou dans les délais de prolongation du délai d'achèvement auquel le Constructeur aura droit en vertu de la Clause 40 du CCAG.

9. Responsabilités du constructeur

- 9.1 Le Constructeur devra concevoir, fabriquer (y compris les achats et les sous-traitances correspondantes), installer et achever les Installations avec toute la diligence et le soin requis conformément au Marché.
- 9.2 Le Constructeur confirme qu'il a conclu le présent Marché après avoir examiné les informations relatives aux Installations (y compris toutes les données concernant les tests de sondage) fournies par le Maître de l'ouvrage, et toutes les informations qu'il pourra avoir obtenues grâce à une inspection visuelle du site (si celui-ci était accessible) et toutes autres informations déjà disponibles relatives aux Installations vingt-huit jours (28) avant la date limite de dépôt des offres. Le Constructeur reconnaît qu'un manque de connaissance de sa part de ces données et informations ne le dégagera pas de la responsabilité qui lui incombe d'estimer correctement la difficulté ou le coût de la bonne exécution des Installations.
- 9.3 Le Constructeur devra obtenir tous les permis, autorisations et licences auprès de toutes les autorités locales, régionales ou nationales du pays d'emplacement du site, que le Constructeur doit obtenir en son nom propre auprès des administrations ou services publics et qui sont nécessaires pour l'exécution du Marché, y compris, cette liste

n'étant pas limitative, les visas du personnel du Constructeur et des sous-traitants et les autorisations d'importer les équipements du Constructeur. Il devra acquérir les autres permis, autorisations et licences dont la responsabilité n'incombe pas au Maître de l'ouvrage en vertu de la Clause 10.3 du CCAG et qui sont nécessaires à l'exécution du Marché.

- 9.4 Le Constructeur devra respecter le droit en vigueur dans le pays où les installations sont situées et où il exécute ses services de montage. Ce droit comprend les réglementations nationales, régionales, locales ou autres, relatives à l'exécution du Marché, et qui sont applicables au Constructeur. Le Constructeur devra indemniser et garantir le Maître de l'ouvrage contre toute responsabilité, dommage, réclamation, amende, pénalité et frais de toute nature entraînés par ou résultant de la violation par le Constructeur ou par son personnel, y compris les sous-traitants et leur personnel, de ces lois, mais sans préjudice de la Clause 10.1 du CCAG.
- 9.5 Les matériels, les équipements, matériaux et services qui seront incorporés dans ou sont nécessaires aux Installations et les fournitures, quels qu'ils soient, auront une origine conforme à la Clause 1 du CCAG.
- 9.6 Le Constructeur autorisera l'Agence et/ou toute personne désignée par elle à inspecter le Site et à examiner les documents et pièces comptables relatives à l'exécution du marché et à les faire vérifier par des auditeurs nommés par l'Agence, si la demande en est faite par l'Agence.
- 9.7 Si le Constructeur est un groupement d'entreprises de deux ou plusieurs entreprises, ces entreprises seront conjointement et solidairement tenues envers le Maître d'Ouvrage de respecter les dispositions du Marché, sauf disposition contraire du CCAP, et devront désigner une de ces entreprises pour agir en qualité de mandataire commun avec pouvoir d'engager le groupement. La composition ou la constitution du groupement ne pourra être modifiée sans le consentement préalable du Maître d'Ouvrage.

10. Responsabilités du Maître de l'ouvrage

- 10.1 Le Maître de l'ouvrage devra s'assurer de l'exactitude de toutes les informations et données qu'il convient de fournir au Constructeur ainsi qu'elles sont décrites à l'annexe correspondante (Etendue des travaux et fournitures du Maître de l'ouvrage) de l'Acte d'engagement, sous réserve de dispositions contraires figurant au Marché.
- 10.2 Le Maître de l'ouvrage sera responsable de l'acquisition et de la mise à disposition de la possession légale et physique du site ainsi que son accès, de la possession, de l'utilisation et de l'accès à toutes les autres zones raisonnablement nécessaires à la bonne exécution du Marché, y compris tous les droits de passage correspondants, comme l'indique l'annexe correspondante (Etendue des travaux et fournitures du Maître de l'ouvrage) de l'Acte d'engagement. Il devra donner totale possession et

accorder tout droit d'accès au site à ou avant la ou les dates fixées dans la même annexe.

- 10.3 Le Maître de l'ouvrage devra obtenir et payer les permis, autorisations, agréments et licences auprès des autorités locales, régionales ou nationales du pays d'emplacement du site, que le Maître de l'ouvrage doit obtenir au nom du Constructeur auprès des administrations et services publics et qui sont nécessaires à l'exécution du Marché (y compris ceux requis pour l'exécution par le Constructeur comme par le Maître de l'ouvrage des obligations qui leur incombent respectivement en vertu du Marché), précisés à l'annexe correspondante (Etendue des travaux et fournitures du Maître de l'ouvrage) de l'Acte d'engagement.
- 10.4 En cas de demande du Constructeur, le Maître de l'ouvrage fera tout son possible pour l'aider à obtenir à temps et avec toute la diligence requise auprès des administrations ou services publics locaux, régionaux, nationaux, les permis, autorisations et licences nécessaires à l'exécution du Marché requis par ces organismes pour le Constructeur, ses sous-traitants ou le personnel du Constructeur ou de ses sous-traitants selon les cas.
- 10.5 Sauf disposition expresse contraire du Marché ou convention entre le Constructeur et le Maître de l'ouvrage, le Maître de l'ouvrage devra fournir un personnel d'exploitation et de maintenance suffisamment qualifié ; fournir et mettre à disposition les matières premières, eau et combustibles, lubrifiants, produits chimiques, catalyseurs, autres matériaux et outils d'installation, et exécuter tous travaux et services de quelque nature que ce soit, y compris ceux requis par le Constructeur pour la bonne exécution de la Mise en service préliminaire, de la Mise en service définitive et des Essais de garantie, le tout conformément aux stipulations de l'annexe correspondante (Etendue des travaux et fournitures du Maître de l'ouvrage) de l'Acte d'engagement ou avant la date fixée dans le programme fourni par le Constructeur en vertu de la Clause 18.2 du CCAG, et de la manière indiquée ou convenue par ailleurs entre le Maître de l'ouvrage et le Constructeur.
- 10.6 Le Maître de l'ouvrage sera responsable de l'exploitation continue des Installations après l'achèvement, conformément à la Clause 24.8 du CCAG, et sera tenu de faciliter les Essais de garantie des Installations conformément à la Clause 25.2 du CCAG.
- 10.7 La responsabilité des frais et dépenses engagés dans l'exécution des obligations à remplir au titre de la présente Clause appartiendra au Maître de l'ouvrage, à l'exception des frais engagés par le Constructeur dans le cadre de l'exécution des Essais de garantie conformément à la Clause 25.2 du CCAG.
- 10.8 Dans le cas où le Maître d'Ouvrage ne se conforme pas à ses obligations dans le cadre de la présente Clause, le coût additionnel du Constructeur en résultant sera déterminé par le Directeur de Projet et ajouté au Montant du Marché.

C. Paiement

11. Montant du Marché

- 11.1 Le montant du Marché sera le prix fixé à l'Article 2 (Montant du Marché) de l'Acte d'engagement.
- 11.2 Sauf mention contraire dans le **CCAP**, le montant du Marché sera une somme forfaitaire fixe ne pouvant faire l'objet de modifications que dans le cas de modifications des Installations ou conformément aux dispositions spécifiques du Marché.
- 11.3 Sous réserve des Clauses 9.2, 10.1, et 35 du CCAG, le Constructeur sera réputé s'être assuré par lui-même de l'exactitude et du caractère suffisant du montant du Marché, lequel devra, sauf disposition contraire du Marché, couvrir toutes les obligations qui lui incombent en vertu du Marché.

12. Conditions de paiement

- 12.1 Le montant du Marché sera payé conformément à ce qui est prévu à l'annexe correspondante (Conditions de paiement) de l'Acte d'engagement. La procédure à suivre pour les demandes de paiement et les paiements sera celle indiquée dans la même annexe.
- 12.2 Aucun paiement effectué par le Maître de l'ouvrage en vertu des présentes ne sera réputé valoir acceptation par le Maître de l'ouvrage ou de toute(s) partie(s) de celui-ci.
- 12.3 Dans l'éventualité où le Maître de l'ouvrage n'effectuerait pas un paiement dû à sa date d'exigibilité, ou dans la période fixée par le Marché, le Maître de l'ouvrage sera tenu de payer au Constructeur des intérêts sur le montant de cet arriéré au taux figurant à l'annexe correspondante (Conditions de paiement) de l'Acte d'engagement. pour toute la période de retard jusqu'au paiement intégral du prix, que ce soit avant ou après un jugement ou une sentence arbitrale.
- 12.4 La ou les devises dans lesquelles le paiement doit être fait au Constructeur en vertu du Marché seront indiquées à l'annexe correspondante (Conditions de paiement) de l'Acte d'engagement, sous réserve du principe général que les paiements soient effectués dans la ou les monnaies(s) dans lesquelles le montant du Marché a été fixé dans l'offre du Constructeur.

13. Garanties

13.1 Emission des garanties

Le Constructeur devra fournir les garanties décrites ci-après en faveur du Maître de l'ouvrage dans les délais, pour le montant, selon la manière et sous la forme indiquées ci-après.

13.2 Garantie de restitution d'acompte

13.2.1 Dans les vingt-huit (28) jours suivant la notification de l'attribution du Marché, le Constructeur devra fournir une garantie d'un montant égal à l'avance calculée conformément à l'annexe correspondante (Conditions de paiement) de l'Acte d'engagement et dans la ou les mêmes monnaies.

13.2.2 La garantie devra suivre la forme prévue par le Dossier d'appel d'offres ou toute forme satisfaisant le Maître de l'ouvrage. Le montant de la garantie sera réduit à concurrence de la valeur des Installations exécutées par le Constructeur et réglée au Constructeur à tout moment ; elle sera nulle de plein droit lorsque le montant total de l'avance aura été recouvré par le Maître de l'ouvrage. La garantie sera retournée au Constructeur dès son expiration.

13.3 Garantie de bonne exécution

13.3.1 Dans les vingt-huit (28) jours à compter de la notification du Marché, le Constructeur devra fournir une garantie pour la bonne exécution du Marché pour le montant fixé dans le **CCAP**.

13.3.2 La garantie sera libellée dans la ou les monnaie(s) du Marché, ou dans une monnaie librement convertible satisfaisant le Maître de l'ouvrage, et devra suivre l'un des modèles fournis dans le Dossier d'appel d'offres, comme indiqué par le Maître de l'ouvrage dans le **CCAP**, ou tout autre document satisfaisant le Maître de l'ouvrage.

13.3.3 La garantie sera de plein droit réduite de moitié à la date de la Réception opérationnelle, et deviendra nulle dix-huit (18) mois après l'Achèvement des Installations ou douze (12) mois après la Réception opérationnelle des Installations, sous réserve toutefois que si la période de garantie a été prolongée pour une partie quelconque des Installations en vertu de la Clause 27.8 du CCAG. le Constructeur devra émettre une garantie supplémentaire d'un montant correspondant au prix du Marché pour cette partie. La garantie sera retournée au Constructeur dès après son expiration, sous réserve, toutefois, dans le cas où le Constructeur, suivant la Clause 27.10 du CCAG, a une obligation de garantie étendue, d'une possibilité de prolongation de la garantie de bonne exécution pour la durée et le montant précisé dans le **CCAP**.

14. **Impôts et taxes**

14.1 Sauf mention contraire figurant au Marché, le Constructeur devra supporter et payer tous droits, taxes, impôts et charges établis à la charge du Constructeur, de ses sous-traitants ou de leurs employés par toute autorité locale, régionale ou nationale en liaison avec les Installations dans le pays d'emplacement du site ou à l'étranger.

14.2 Nonobstant la Clause 14.1 du CCAG ci-dessus, le Maître de l'ouvrage prendra à charge et paiera rapidement tous les droits de douane et d'importation ainsi que les

autres taxes locales telles que, par exemple, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), applicables, en vertu des lois du pays d'emplacement du site, aux matériels et équipements indiqués aux Bordereaux de prix N° 1 et No 2 qui doivent être incorporés dans les Installations.

- 14.3 Si, dans le pays où se trouve le site, le Constructeur peut prétendre à des exemptions, réductions, abattements ou privilèges en matière fiscale, le Maître de l'ouvrage fera tous ses efforts pour lui permettre d'en bénéficier au maximum.
- 14.4 Pour les besoins du Marché, il est convenu que le montant du Marché indiqué à l'Article 2 (Montant du Marché) de l'Acte d'engagement est établi d'après les taxes, droits, impôts et charges (dénommé « Taxe » à la présente Clause 14.4 du CCAG) en vigueur vingt-huit (28) jours avant la date de soumission des offres dans le pays d'emplacement du site. Si le taux d'une taxe est augmenté ou réduit, qu'une nouvelle taxe est introduite, qu'une taxe existante est supprimée ou en cas de tout changement dans l'interprétation ou l'application de toute Taxe survenant pendant l'exécution du Marché, qui s'est appliqué ou s'appliquera au Constructeur, à ses sous-traitants ou à leurs employés dans le cadre de l'exécution du Marché, un ajustement équitable du prix du Marché sera effectué pour prendre totalement en compte toute modification de ce type par majoration ou minoration du montant du Marché selon le cas, conformément à la Clause 36 du CCAG.

D. Propriété intellectuelle

15. Licence et Usage des informations techniques

- 15.1 Pour les besoins du fonctionnement et de la maintenance des Installations, le Constructeur est réputé (en signant le Marché) avoir donné au Maître d'Ouvrage une licence non exclusive et non transférable (mais sans droit d'accorder une sous-licence) dans le cadre des droits de patente, modèles ou autres propriétés industrielles détenus par le Constructeur ou une tierce Partie de laquelle le Constructeur a obtenu le droit de donner des licences correspondantes, et donnera également au Maître d'Ouvrage le droit non exclusif et non transférable (mais sans droit d'accorder une sous-licence) d'utiliser le savoir-faire et toute autre information technique divulguée au Maître d'Ouvrage dans le cadre du Marché. Aucune disposition ci-incluse ne saurait être interprétée comme un transfert de la propriété de patente, modèles, marque commerciale, conception, droits d'auteur, savoir-faire, ou autres propriétés industrielles du Constructeur ou tierce Partie au Maître d'Ouvrage
- 15.2 Les droits de propriété intellectuelle attachés à tous les plans et autres documents contenant des données et informations fournies au Maître de l'ouvrage par le Constructeur en vertu du Marché demeureront la propriété du Constructeur ou, dans le cas où ils sont fournis au Maître de l'ouvrage, soit directement, soit par une quelconque tierce partie, y compris les fournisseurs de matériaux, par l'entremise du

Constructeur, ladite tierce partie conservera la propriété intellectuelle de ces documents.

16. Informations confidentielles

- 16.1 Le Maître de l'ouvrage et le Constructeur tiendront pour confidentiel et ne divulgueront pas, sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l'autre, les documents, données ou autres informations fournis, directement ou indirectement, par l'autre partie en relation avec le Marché, que ces informations aient été fournies avant, pendant ou après la fin du Marché. Nonobstant ce qui précède, le Constructeur a la faculté de communiquer à son ou ses sous-traitant(s) les documents, données et autres informations qu'il aura reçus du Maître de l'ouvrage dans la mesure où cela est nécessaire pour que ce(s) sous-traitant(s) exécute(nt) les travaux à sa charge en vertu du Marché, auquel cas le Constructeur obtiendra de ce(s) sous-traitant(s) un engagement de confidentialité analogue à celui qui est requis du Constructeur en vertu de la présente Clause 16 du CCAG.
- 16.2 Le Maître de l'ouvrage n'emploiera pas les documents, données et informations qu'il tient du Constructeur dans un but autre que l'exploitation et la maintenance des Installations. De même, le Constructeur n'emploiera pas les documents, données et informations qu'il tient du Maître d'Ouvrage dans un but autre que la conception, l'achat des matériels et équipements, le montage, ou tout autre objectif que les autres travaux et services requis pour l'exécution du Marché.
- 16.3 L'obligation incombant à chaque partie en vertu des Clauses 16.1 et 16.2 ci-dessus ne s'applique cependant pas aux informations :
- a) qui tombent dans le domaine public dès à présent ou par la suite indépendamment de la volonté de cette partie ; ou
 - b) dont on peut prouver qu'elles ont été en possession de cette partie au moment de leur divulgation et qui n'ont pas été précédemment obtenues, ni directement ni indirectement, de l'autre partie ; ou
 - c) qui sont, de façon licite, mises à la disposition de cette partie par une tierce partie non soumise à l'obligation de confidentialité.
- 16.4 Les dispositions de la présente Clause 16 n'affectent en aucune façon un quelconque engagement de confidentialité souscrit par l'une ou l'autre des parties avant la date du Marché en ce qui concerne les Installations ou une quelconque partie de celles-ci.
- 16.5 Les dispositions de la présente Clause 16 survivront à la fin du Marché quel qu'en soit le motif.

E. Montage des Installations

17. Représentants

17.1 Directeur de projet

Si le Directeur de projet n'est pas désigné dans le Marché, le Maître de l'ouvrage nommera un Directeur de projet dans les quatorze (14) jours suivant la date d'entrée en vigueur et avisera le Constructeur de son identité. Pendant la durée du Marché le Maître de l'ouvrage pourra à sa discrétion nommer une autre personne en qualité de Directeur de projet en lieu et place de la personne précédemment nommée à cette fonction et il avisera sans délai le Constructeur de son identité. Il ne pourra être procédé à une telle nomination que dans la mesure où la période et les modalités de cette nomination ne perturbent pas la progression des travaux de réalisation des installations. Cette nomination ne sera effective qu'à partir de la réception de cet avis par le Constructeur. Le Directeur de projet représentera le Maître de l'ouvrage et agira pour le compte de ce dernier en permanence durant la période de validité du Marché. Toutes les notifications, instructions, ordres, certificats, autorisations et autres communications donnés en vertu du Marché émaneront du Directeur de projet, sauf dans les cas où les présentes en disposent autrement.

Tous les avis, instructions, informations et autres communications donnés par le Constructeur au Maître de l'ouvrage en vertu du Marché seront remis au Directeur de projet, sauf dans les cas où les présentes en disposent autrement.

17.2 Représentant du Constructeur et Directeur des travaux

17.2.1 Si le Représentant du Constructeur n'est pas désigné dans le Marché, le Constructeur nommera alors ledit Représentant dans les quatorze (14) jours suivant la date d'entrée en vigueur et demandera au Maître de l'ouvrage d'approuver par écrit le choix de cette personne. Si le Maître de l'ouvrage n'oppose aucune objection à cette nomination dans un délai de quatorze (14) jours, le choix du Représentant du Constructeur sera réputé avoir été approuvé. Si le Maître de l'ouvrage s'oppose au choix du Représentant du Constructeur dans ce délai de quatorze (14) jours en précisant les motifs de sa décision, le Constructeur nommera un remplaçant dans les quatorze (14) jours suivant cette opposition, et cette nomination sera soumise aux dispositions de ce paragraphe 17.2.1.

17.2.2 Le Représentant du Constructeur représentera le Constructeur et agira pour le compte de ce dernier en permanence durant la période de validité du Marché et il donnera au Directeur de projet tous les avis, instructions, informations et autres communications du Constructeur en vertu du Marché.

Tous les avis, instructions, informations et autres communications donnés par le Maître de l'ouvrage ou le Directeur de projet au Constructeur en vertu du Marché seront remis au Représentant du Constructeur ou, en son absence, à son adjoint, sauf dans les cas où les présentes n'en disposent autrement.

Le Constructeur ne révoquera pas le Représentant du Constructeur sans le consentement écrit préalable du Maître de l'ouvrage, qui ne refusera pas son consentement sans motif valable. Si le Maître de l'ouvrage y consent, le Constructeur nommera une autre personne Représentant du Constructeur conformément à la procédure décrite dans le paragraphe 17.2.1 ci-dessus.

- 17.2.3 Le Représentant du Constructeur a la faculté, sous réserve du consentement du Maître de l'ouvrage, qui ne refusera pas son consentement sans motif valable, de déléguer à tout moment à toute personne tout pouvoir, fonction ou autorité dont il est investi. Cette délégation peut être révoquée à tout moment. Cette délégation ou révocation fera l'objet d'un avis préalable écrit signé par le Représentant du Constructeur, et qui spécifie les pouvoirs, fonctions et autorités ainsi délégués ou révoqués. Cette délégation ou révocation sera sans effet tant qu'une copie de l'avis notifiant ladite délégation ou révocation n'aura pas été remise au Maître de l'ouvrage et au Directeur de projet. Tout acte, ou l'exercice par une quelconque personne de pouvoirs, fonctions et autorités qui lui ont ainsi été délégués conformément à ce paragraphe 17.2.3, sera réputé avoir été effectué ou exercé par le Représentant du Constructeur.
- 17.2.4 A partir du commencement du montage des Installations sur le site et jusqu'à l'achèvement des Installations, le Représentant du Constructeur nommera une personne appropriée en qualité de directeur des travaux (ci-après désigné en tant que « Directeur des travaux »). Le Directeur des travaux supervisera tous les travaux effectués sur le site par le Constructeur et il sera présent sur le site pendant les heures de travail normales, sauf en cas de congé, de maladie ou d'absence pour des raisons liées à la bonne exécution du Marché. Toutes les fois où le Directeur des travaux serait absent du site, une personne appropriée sera nommée pour le remplacer en qualité d'adjoint.
- 17.2.5 Le Maître de l'ouvrage a la faculté, par notification au Constructeur, de contester le choix d'un quelconque représentant ou personne employé(e) par le Constructeur dans l'exécution du Marché et dont le Maître de l'ouvrage a raisonnablement lieu de penser qu'il se conduit mal, est incompetent, négligent ou commet une violation grave aux règlements du site édictés en vertu de la Clause 22.3 du CCAG. Le Maître de l'ouvrage en fournira la preuve et en conséquence le Constructeur retirera cette personne du chantier.
- 17.2.6 Si un représentant ou personne employé(e) par le Constructeur est retiré du chantier conformément aux dispositions du paragraphe 17.2.5 ci-dessus, le

Constructeur nommera rapidement un remplaçant, si le Maître de l'ouvrage l'estime nécessaire.

18. Programme des Travaux

18.1 Organisation du Constructeur

Dans les vingt et un (21) jours suivant la date d'entrée en vigueur, le Constructeur fournira au Maître de l'ouvrage et au Directeur de projet un organigramme montrant l'organisation proposée par le Constructeur pour la réalisation des Installations, y compris l'identité du personnel dirigeant ainsi que le curriculum vitae des personnes qui seront employées. Le Constructeur informera rapidement par écrit le Maître de l'ouvrage et le Directeur de projet de toute révision ou modification de cet organigramme.

18.2 Programme d'exécution

Dans les vingt-huit (28) jours suivant la date de signature du Marché, le Constructeur préparera et soumettra au Directeur de projet un programme détaillé d'exécution du Marché respectant la forme spécifiée par le Directeur de projet et montrant l'ordre selon lequel il propose de concevoir, fabriquer, transporter, assembler, monter et assurer la mise en service préliminaire des Installations, ainsi que la date à laquelle le Constructeur demande raisonnablement que le Maître de l'ouvrage se soit acquitté des obligations qui lui incombent en vertu du Marché de manière à permettre au Constructeur d'exécuter le Marché conformément au programme et de procéder à l'achèvement, à la mise en service opérationnelle et à la réception opérationnelle des Installations conformément au Marché. Le programme ainsi présenté par le Constructeur devra être conforme au Calendrier d'exécution joint à l'annexe correspondante (Calendrier d'exécution) de l'Acte d'engagement et aux autres dates et délais spécifiés dans le Marché. Le Constructeur devra actualiser et réviser le programme chaque fois que cela sera nécessaire, mais sans modifier le délai d'achèvement donné dans le CCAP et les extensions de délai décidées en vertu de la Clause 40 du CCAG, et soumettre toutes ces révisions au Directeur de projet.

18.3 Rapport d'avancement

Le Constructeur assurera le suivi de l'avancement de toutes les activités, spécifiées dans le programme visé à la Clause 18.2 ci-dessus, et il remettra tous les mois un rapport d'avancement au Directeur de projet. Le rapport d'avancement revêtira une forme satisfaisant le Directeur de projet et comportera les indications suivantes : a) une comparaison entre les pourcentages d'achèvement effectif et prévu pour chaque activité ; et b) en cas de retard sur le programme d'une activité quelle qu'elle soit, des commentaires et une description des conséquences probables de ce retard ainsi que des mesures correctives adoptées.

18.4 Avancement de l'exécution

Si, à un moment quelconque, la progression effective des travaux du Constructeur prend du retard sur le programme visé à la Clause 18.2 ci-dessus, ou s'il devient manifeste qu'elle prendra du retard, le Constructeur préparera et soumettra à la demande du Maître de l'ouvrage ou du Directeur de projet un programme révisé tenant compte des circonstances, et avisera le Directeur de projet des mesures prises pour hâter cette progression de manière à achever les Installations dans le délai d'achèvement imparti en vertu de la Clause 8.2 du CCAG, ou toute extension de ce délai qui résulterait de l'application de la Clause 40.1 du CCAG, ou dans le respect de tout délai supplémentaire qui pourra être convenu par ailleurs entre le Maître de l'ouvrage et le Constructeur.

18.5 Procédures de travail

Le Marché sera exécuté conformément aux documents contractuels et aux procédures spécifiés dans la section, Modèles de Documents et Procédures des documents contractuels. Le Constructeur peut exécuter le Marché selon ses propres plans et procédures standard d'exécution du projet dans la mesure où ceux-ci ne sont pas contraires aux stipulations du Marché.

19. Sous-traitance

- 19.1 L'annexe correspondante (Liste des sous-traitants et fournisseurs) de l'Acte d'engagement recense les principaux postes de services et fournitures et fait figurer en regard de chaque poste une liste des sous-traitants agréés, y compris les vendeurs. Dans le cas où aucun sous-traitant ou fournisseur n'est inscrit en regard de l'un quelconque de ces postes, le Constructeur établira une liste de sous-traitants pour ce poste afin qu'il soit inclus dans ladite liste. Le Constructeur pourra de temps à autre proposer des additions ou des retraites à cette liste. Le Constructeur soumettra au Maître de l'ouvrage cette liste ou les modifications s'y rapportant afin qu'il l'approuve dans des délais permettant de ne pas perturber l'avancement de la réalisation des Installations. Une telle approbation donnée par le Maître de l'ouvrage pour l'un des sous-traitants n'aura pas pour effet de dégager le Constructeur de l'un quelconque des devoirs, obligations ou responsabilités qui lui incombent en vertu du Marché.
- 19.2 Le Constructeur sélectionnera et emploiera pour les postes importants ses sous-traitants en les choisissant dans les listes auxquelles il est fait référence dans la Clause 19.1. ci-dessus.
- 19.3 Pour les postes ou parties des Installations qui ne figurent pas à l'annexe correspondante (Liste des sous-traitants) de l'Acte d'engagement, le constructeur pourra employer les sous-traitants qu'il jugera bon de choisir à sa seule discrétion.
- 19.4 Chaque contrat de sous-traitance devra inclure toute disposition permettant au Maître d'Ouvrage de reprendre à son compte ledit contrat en application de la Clause 19.5 du CCAG (si applicable), ou dans le cas de résiliation de Marché par le Maître d'Ouvrage en application de la Clause 42.2 du CCAG.

- 19.5 Dans le cas où les obligations du sous-traitant couvrent une période plus longue que la Période de garantie contractuelle et le Directeur de Projet, avant cette échéance, demande au Constructeur de céder au Maître d'Ouvrage le bénéfice de telles obligations du sous-traitant, le Constructeur devra y consentir.

20. Conception et ingénierie

20.1 Spécifications et plans

20.1.1 Le Constructeur se chargera des études détaillées de conception et d'exécution conformément aux stipulations du Marché ou, lorsque cela n'est pas précisé, conformément aux bons usages en matière d'ingénierie. Le Constructeur sera responsable de tout écart, erreur ou omission affectant les spécifications, plans et autres documents techniques élaborés par ses soins, indépendamment du fait que lesdits plans, spécifications et autres documents techniques aient été approuvés ou non par le Directeur de projet, sous réserve que lesdits écarts, erreurs ou omissions ne soient dus à des informations inexactes fournies par écrit au Constructeur par le Maître de l'ouvrage ou au nom de celui-ci.

20.1.2 Le Constructeur a le droit de décliner toute responsabilité pour toute étude de conception, données, dessin, spécification ou autre document, ou toute modification de ces éléments, qui lui serait fourni ou assigné par le Maître de l'ouvrage ou au nom de ce dernier, en faisant tenir au Directeur de projet un avis par lequel il décline sa responsabilité.

20.2 Codes et normes

Chaque fois que le Marché fait référence à des codes et des normes conformément auxquels le Marché doit être exécuté, l'édition ou la version révisée desdits codes et normes qui est en vigueur vingt-huit jours (28) avant la date limite de dépôt de l'offre prévaudra en l'absence de dispositions contraires. Pendant l'exécution du Marché, toute modification desdits codes et normes sera appliquée après que le Maître de l'ouvrage aura donné son accord et elle sera traitée conformément aux provisions de la Clause 39 du CCAG.

20.3 Approbation/examen des documents techniques par le Directeur de projet

20.3.1 Le Constructeur élaborera (ou fera en sorte que ses sous-traitants élaborent) et fournira au Directeur de projet les documents énumérés à l'annexe correspondante (Liste des documents soumis à approbation ou examen) de l'Acte d'engagement afin qu'il les approuve ou les examine dans les conditions prévues et conformément aux dispositions de la Clause 18.2 du CCAG. Toute partie des Installations décrite ou incluse dans les documents soumis au Directeur de projet pour accord ne sera réalisée qu'après approbation du Directeur de projet. Les dispositions des paragraphes 20.3.2 à 20.3.7 ci-après s'appliqueront à tous les documents soumis à l'approbation du Directeur de

projet, mais non à ceux qui sont fournis au Directeur de projet aux seules fins d'examen.

- 20.3.2 Dans les quatorze (14) jours suivant la réception par le Directeur de projet de tout document soumis à son approbation conformément au paragraphe 20.3.1 ci-dessus, le Directeur de projet en retournera une copie revêtue de son approbation signifiée par endos au Constructeur ou il avisera le Constructeur par écrit de sa décision de rejeter ledit document, des raisons qui ont motivé ce rejet et des modifications qu'il propose. Si le Directeur de projet ne prend pas une telle mesure dans le délai de quatorze (14) jours précité, ledit document sera réputé avoir été approuvé par le Directeur de projet.
- 20.3.3 Le Directeur de projet ne rejettera un document qu'aux seuls motifs de non-conformité du document en question à une quelconque disposition du Marché ou du fait qu'il est contraire aux bons usages en matière d'ingénierie.
- 20.3.4 Si le Directeur de projet rejette un document, le Constructeur modifiera ce document et le représentera au Directeur de projet pour approbation conformément au paragraphe 20.3.2 ci-dessus. Si le Directeur de projet approuve un document sous réserve de modification(s), le Constructeur procédera à la ou aux modification(s) requise(s), après quoi le document sera réputé avoir été approuvé.
- 20.3.5 En cas de litige ou de différend entre le Maître de l'ouvrage et le Constructeur provenant de ou en conséquence du rejet par le Directeur de projet d'un quelconque document et/ou modification(s) d'un quelconque document, et si ce litige ne peut être résolu entre les parties dans un délai raisonnable, ce litige ou ce différend pourra être soumis à la décision d'un Comité de Règlement des Différends conformément à la Clause 47 du CCAG. Si ce litige ou différend est soumis à un Comité de Règlement des Différends, le Directeur de projet recevra instructions sur le point de savoir s'il convient de poursuivre ou non l'exécution du Marché et, dans l'affirmative, sur la manière de poursuivre cette exécution. Le Constructeur poursuivra le Marché conformément aux instructions du Directeur de projet, sous réserve que si le Comité de Règlement des Différends soutient le point de vue du Constructeur sur le litige et qu'aucune notification n'est délivrée par le Maître de l'ouvrage au titre de la Clause 47, le Constructeur soit remboursé par le Maître de l'ouvrage de tous frais supplémentaires subis en raison de ces instructions, et soit libéré de toute responsabilité ou obligation en liaison avec ce litige ou avec l'exécution des instructions, au choix du Comité de Règlement des Différends, et sous réserve que le délai d'achèvement soit prolongé en conséquence.
- 20.3.6 L'approbation du Directeur de projet avec ou sans modification(s) du document fourni par le Constructeur ne libérera le Constructeur d'aucune des responsabilités ou obligations qui lui incombent en vertu des stipulations du

Marché, sauf dans la mesure où tout manquement ultérieur serait dû aux modifications exigées par le Directeur de projet.

20.3.7 Le Constructeur ne pourra modifier un document déjà approuvé sans avoir au préalable soumis au Directeur de projet la modification dudit document et obtenu l'approbation du Directeur de projet à cet égard en vertu des dispositions de la présente Clause 20.3. Si le Directeur de projet demande une modification quelconque sur un document déjà approuvé ou sur tout document basé sur ce document, les dispositions de la Clause 39 du CCAG s'appliqueront à cette demande.

21. Acquisition des Matériels et Equipements

21.1 Fournitures, Matériels et Equipements

Sous réserve des dispositions de la Clause 14.2 du CCAG, le Constructeur fabriquera ou se procurera et assurera le transport sur site de tous les matériels et équipements de manière diligente et en bon ordre.

21.2 Matériels et Equipements fournis par le Maître de l'ouvrage

Si l'annexe correspondante (Etendue des travaux et des fournitures du Maître de l'ouvrage) de l'Acte d'engagement prévoit que le Maître de l'ouvrage doit fournir au Constructeur des éléments ou pièces particulières de machine, d'équipement ou de matériaux, les dispositions ci-après s'appliqueront :

21.2.1 Le Maître de l'ouvrage devra transporter chaque élément ou pièce à ses propres risques et à ses propres frais sur ou près du site, selon ce dont les parties conviendront, et les mettre à disposition du Constructeur à la date fixée sur le programme fourni par le Constructeur, en vertu de la Clause 18.2 du CCAG sauf convention contraire.

21.2.2 Dès réception de cet élément ou pièce, le Constructeur en vérifiera l'aspect visuellement et avisera le Directeur de projet de tout manque, défaillance ou défaut, qu'il aurait détecté. Le Maître de l'ouvrage devra immédiatement remédier à ce manque, cette défaillance ou ce défaut, ou le Constructeur s'en chargera si cela est faisable et possible, sur demande du Maître de l'ouvrage et aux frais de ce dernier. Après cette inspection, la responsabilité du soin, de la garde et du contrôle de cet élément ou pièce appartiendra au Constructeur. Les dispositions de ce paragraphe 21.2.2 s'appliqueront à tout élément ou pièce fournis pour remédier à tout manquement ou défaut, ou pour substituer tout élément défaillant par un ou des élément(s) ayant été réparé(s).

21.2.3 Les responsabilités du Constructeur et ses obligations de soin, de garde et de contrôle définies dans le paragraphe précédent ne libéreront le Maître de l'ouvrage d'aucune responsabilité concernant tout manque, défaut ou défaillance non détecté, et ne placera pas le Constructeur en situation de

responsabilité à l'égard de ce manque, ce défaut ou cette défaillance en vertu de la Clause 27 du CCAG ni de toute autre clause du Marché.

21.3 Transport

21.3.1 Le Constructeur acheminera à ses propres risques et frais tous matériels et équipements, et tous les équipements du Constructeur par le mode de transport que le Constructeur jugera le plus approprié au vu des circonstances.

21.3.2 Sauf disposition contraire du Marché, le Constructeur sera en droit de choisir tout mode de transport sûr et transporteur pour acheminer les matériels et équipements et les équipements du Constructeur.

21.3.3 Dès l'expédition de chaque cargaison de matériels et équipements, et d'équipements du Constructeur, ce dernier devra avertir le Maître de l'ouvrage par télex, télécopie ou EDI de la désignation des matériels et équipements et des équipements du Constructeur, du point de départ, du mode d'expédition, et du point et du lieu d'arrivée dans le pays du site le cas échéant, ainsi que sur le site. Le Constructeur devra fournir au Maître de l'ouvrage tous bordereaux d'expédition appropriés, à convenir entre les parties.

21.3.4 Le Constructeur sera responsable de l'obtention, si nécessaire, des autorisations auprès des autorités compétentes pour le transport, sur le site, des matériels, équipements et équipements du Constructeur. Le Maître de l'ouvrage fera à temps et de manière diligente tout ce qui est en son pouvoir pour aider le Constructeur à obtenir ces autorisations, si le Constructeur le demande. Le Constructeur garantira et indemniserà le Maître de l'ouvrage contre toute réclamation pour dommages causés aux routes, ponts ou à toutes autres infrastructures de transport qui pourraient être causés par le transport, sur le site, des matériels, équipements et équipements du Constructeur.

21.4 Dédouanement

Le Constructeur devra à ses propres frais assurer la manutention de tous les matériels et équipements et de tous les équipements du Constructeur jusqu'au(x) point(s) d'importation, et effectuer toutes formalités de dédouanement, sous réserve des obligations du Maître de l'ouvrage prévues à la Clause 14.2 du CCAG, et si les lois ou règlements en vigueur exigent qu'une demande ou un acte soit fait par ou au nom du Maître de l'ouvrage, le Maître de l'ouvrage devra prendre toutes mesures nécessaires pour respecter ces lois ou règlements. Dans l'éventualité de délais de douane qui ne sont pas imputables au Constructeur, le Constructeur pourra obtenir une prolongation du délai d'achèvement, conformément à la Clause 40 du CCAG.

22. Montage

22.1 Montage des Installations, supervision, main-d'œuvre

22.1.1 *Repères topographiques* : Le Constructeur sera responsable d'assurer l'implantation correcte et précise des Installations, en respectant rigoureusement les repères topographiques, ainsi que tous les autres repères et bases d'implantation qui lui auront été communiqués par écrit par ou pour le compte du Maître de l'ouvrage. S'il apparaît, pendant le montage des Installations, qu'une erreur a été commise dans le positionnement, le niveau ou l'alignement des Installations, le Constructeur devra immédiatement notifier cette erreur au Directeur de projet et rectifier immédiatement cette erreur à ses propres frais, d'une manière jugée raisonnablement satisfaisante par le Directeur de projet, à moins que cette erreur n'ait pour cause des données incorrectes communiquées par écrit par le Maître de l'ouvrage ou pour son compte, auquel cas les frais de rectification de cette erreur seront à la charge du Maître de l'ouvrage.

22.1.2 *Supervision du chantier par le Constructeur* : Le Constructeur assurera ou fera assurer toutes les opérations de supervision et de contrôle nécessaires pendant le montage des Installations, et le Directeur des travaux ou son adjoint devra être constamment présent sur le site afin d'assurer la supervision à plein temps des travaux de montage. Le Constructeur devra uniquement fournir et employer sur le chantier du personnel technique qualifié et expérimenté dans chacun des corps de métier concernés, et un personnel d'encadrement compétent pour assurer la supervision appropriée des travaux de montage dont il a la charge.

22.2 Main-d'œuvre :

22.2.1 Sauf disposition contraire indiquée dans les Spécifications, le Constructeur sera responsable du recrutement de tout son personnel et sa main d'œuvre, localement ou autre, et pour sa rémunération, son logement, sa nourriture et son transport.

Le Constructeur devra fournir et employer sur le site, lors des montages des Installations, la main-d'œuvre qualifiée, semi qualifiée et non qualifiée nécessaire afin d'assurer la bonne exécution du Marché dans les délais. Le Constructeur est encouragé à faire appel à la main-d'œuvre locale, dans la mesure où celle-ci dispose des compétences nécessaires.

Le Constructeur aura la responsabilité d'obtenir tous les permis et/ou visas nécessaires de la part des autorités compétentes, afin que toute la main-d'œuvre et tout le personnel devant être employés sur le site puissent entrer et séjourner en situation régulière dans le pays où le site est situé.

Le Constructeur devra fournir à ses propres frais les moyens nécessaires afin de rapatrier tous les membres de son personnel et du personnel de ses sous-traitants travaillant sur le site, dans les pays où ils ont été respectivement recrutés pour l'exécution du Marché ; il devra également pourvoir, à ses

propres frais, à leur séjour temporaire sur place, entre la date à laquelle ils cesseront d'être employés à l'exécution du Marché et la date programmée pour leur rapatriement. Si le Constructeur s'abstient de fournir ces moyens de transport et de séjour temporaire, le Maître d'Ouvrage pourra les fournir à sa place au personnel concerné, et être remboursé des frais correspondants auprès du Constructeur.

22.2.2 Personnel au service du Maître d'Ouvrage :

Le Constructeur ne recrutera pas, ni ne tentera de recruter du personnel ou de la main d'œuvre parmi le personnel du Maître d'Ouvrage.

22.2.3 Législation du Travail

Le Constructeur devra se conformer à la législation du travail applicable à son Personnel, incluant la législation relative à l'embauche, la santé, la sécurité, la protection sociale, l'immigration et l'émigration, et devra leur accorder tous leurs droits légaux.

Le Constructeur devra déployer toute la diligence requise, pendant toute la durée d'exécution du Marché, afin d'empêcher une conduite ou des agissements illégaux, séditieux ou contraires à la morale et aux bonnes mœurs de la part de ses employés ou de ceux de ses sous-traitants.

Dans les relations avec son personnel et le personnel de ses sous-traitants, qui seront employés ou participeront à l'exécution du Marché, le Constructeur devra respecter les fêtes nationales, jours fériés légaux, fêtes religieuses ou autres coutumes nationales, ainsi que toutes les lois et toutes les réglementations locales applicables en matière de droit du travail.

22.3.4 Taux de rémunération et conditions de travail

Le Constructeur doit pratiquer des taux de rémunération et respecter des conditions de travail qui ne sont pas inférieurs à ceux établis pour le commerce ou l'industrie au lieu où les travaux sont exécutés. Si aucun taux n'est fixé et si aucune condition n'est applicable, le Constructeur doit pratiquer des taux de rémunération et respecter des conditions qui ne sont pas plus bas que le niveau général des taux et conditions observés localement par des employeurs dont le commerce ou l'industrie est comparable à celui du Constructeur.

Le Constructeur doit informer son Personnel de son obligation de payer l'impôt sur le revenu des personnes physiques dans le Pays en relation avec les salaires, rémunérations, et autre rétributions, légalement dû et à tout moment, et le Constructeur doit effectuer toutes retenues à ce titre qui pourrait lui être imposé par le droit applicable.

22.2.5 Horaires de travail

Aucun travail ne doit être exécuté sur le Site les jours reconnus localement comme jours de repos, ou hors des heures normales de travail mentionnées dans le CCAP, à moins :

- (a) que le Marché n'en dispose autrement,
- (b) que le Directeur de Projet donne son accord, ou
- (c) que le travail soit inévitable, ou nécessaire pour la protection des Installations, le Constructeur devant immédiatement en aviser le Directeur de Projet.

Lorsque le Constructeur considère qu'il est nécessaire de réaliser du travail de nuit ou lors d'un jour férié afin de respecter le Délai d'achèvement et présente une demande de consentement au Directeur de Projet, celui-ci ne doit pas refuser son consentement sans raison.

La présente Clause du CCAG ne s'applique pas à tout travail qui est normalement réalisé par roulement ou en 2x8.

22.2.6 Hébergement du Personnel et de la Main d'œuvre

Sauf si les Spécifications en disposent autrement, le Constructeur doit fournir et entretenir les logements et les installations nécessaires au bien-être de son Personnel. Le Constructeur doit également fournir les installations pour le Personnel du Maître d'Ouvrage tel que mentionné dans les Spécifications.

Le Constructeur ne doit pas permettre à son Personnel de conserver leurs quartiers de manière temporaire ou permanente à l'intérieur des structures constituant une partie des Installations définitives.

22.2.7 Santé et sécurité

Le Constructeur doit, en tout temps, prendre toutes les précautions appropriées pour préserver la santé et la sécurité de son Personnel. En collaboration avec les autorités sanitaires locales, le Constructeur doit garantir que le personnel médical, les installations de premiers secours, l'infirmerie et les services d'ambulance sont à tous moments disponibles sur le Site et dans les quartiers de logement du Personnel du Constructeur ou du Maître d'Ouvrage et que des dispositions utiles ont été prises pour les besoins d'hygiène et de bien-être et pour la prévention des épidémies.

Le Constructeur doit désigner un responsable pour la prévention des accidents sur le Site, chargé du maintien de la sécurité et de la protection contre les accidents. Cette personne doit être qualifiée pour assumer cette responsabilité et doit avoir le pouvoir de donner des instructions et de prendre les mesures de protection contre les accidents. Pendant l'exécution du Marché, le Constructeur

doit fournir tout ce qui est nécessaire à cette personne pour exercer une telle responsabilité et assumer un tel pouvoir.

Le Constructeur doit adresser au Directeur de Projet les détails de tout accident aussi tôt que possible après la survenance. Le Constructeur doit tenir un registre et établir des comptes-rendus relatifs à la santé, à la sécurité, au bien-être des personnes et, aux dommages à la propriété, selon ce que le Directeur de Projet peut raisonnablement demander.

Le Constructeur doit, pendant la durée du Marché (y compris la période de garantie): (i) mener des campagnes d'information, éducation et communication, au minimum chaque mois pour les personnels et la main d'œuvre sur Site (incluant les employés du Constructeur, les employés des sous-traitants et Consultants travaillant sur le Site, les chauffeurs et les équipes effectuant des livraisons sur le Site aux fins des Equipements et Services objet du Marché) et pour les communautés riveraines, concernant les risques, les dangers et les conséquences, et les comportements préventifs appropriés concernant les maladies sexuellement transmissibles (MST) – ou les infections sexuellement transmissibles (IST) en général et le VIH/SIDA en particulier ; (ii) fournir des préservatifs masculins et féminins à tous les personnels et main d'œuvre présents sur le Site, selon les besoins ; et (iii) assurer le dépistage du VIH/SIDA, le diagnostic, le conseil et la référence au programme spécialisé IST et VIH/SIDA (sauf si accord différent) pour tout le personnel et la main d'œuvre du Site.

Le Constructeur doit inclure dans le programme d'exécution des installations et services à fournir dans le cadre de la Clause 4.2.2, un programme destiné au personnel, à la main d'œuvre du Site, et à leurs familles, en rapport avec les maladies sexuellement transmissibles (MST) et les infections sexuellement transmissibles (IST) incluant le VIH/SIDA. Le programme d'atténuation des IST, MST et VIH/SIDA doit indiquer quand, comment et à quel coût le Constructeur prévoit de satisfaire aux exigences de la présente clause et de la spécification correspondante. Pour chaque composante, le programme comprendra le détail des ressources à fournir ou utiliser, et des sous-traitants proposés à cet effet. Le programme devra également fournir une évaluation de coût détaillée avec toute documentation pertinente à l'appui. Le paiement au Constructeur pour la préparation et la mise en œuvre de ce programme n'excédera pas le Montant de la somme provisionnelle prévu à cet effet.

22.2.8 Funérailles

En cas de décès d'un personnel du Constructeur ou d'un membre de leur famille l'accompagnant, le Constructeur doit prendre en charge toutes dispositions pour leur rapatriement ou leur inhumation, sauf disposition contraire du CCAP.

22.2.9 Etats du Personnel du Constructeur

Le Constructeur doit maintenir des états à jour de son Personnel faisant apparaître le nombre de membres de chaque catégorie professionnelle présent sur le Site et leur âge, sexe, heures travaillées et les rémunérations versées à tous les personnels. Les états sont présentés chaque mois du calendrier, sous une forme approuvée par le Directeur de Projet et doivent être disponibles pour inspection par le Directeur de Projet jusqu'à l'achèvement des travaux par le Constructeur.

22.2.10 Fournitures de denrées alimentaires

Le Constructeur doit organiser l'approvisionnement en denrées alimentaires en quantité suffisante selon les exigences des Spécifications et à un prix raisonnable, pour son Personnel utilisé dans le cadre du Marché ou en relation avec celui-ci.

22.2.11 Fourniture d'eau

Le Constructeur doit organiser l'approvisionnement en eau potable et pour tout autre usage, en quantité suffisante pour son Personnel, en tenant compte des conditions locales.

22.2.12 Mesures contre les insectes et autres nuisibles

Le Constructeur doit en tous temps, prendre les précautions nécessaires afin de protéger son Personnel employé sur le Site des insectes et autres nuisibles, et de réduire son exposition aux risques sanitaires. Le Constructeur doit se conformer à toute réglementation locale des autorités sanitaires, y compris concernant l'usage des insecticides.

22.2.13 Boissons alcooliques et narcotiques

Le Constructeur ne doit pas importer, vendre, échanger ni disposer en aucune manière de boissons alcooliques ou de narcotiques, ni permettre l'importation, la vente, l'échange ou la mise à disposition de tels produits par son Personnel, sauf lorsque cela est effectué en conformité avec la législation du Pays.

22.2.15 Armes et munitions

Le Constructeur ne doit donner à quiconque, ni échanger avec quiconque, ni disposer en aucune manière d'armes ou de munitions d'aucune sorte, ni permettre à son Personnel de mener de telles activités.

22.2.16 Prohibition de toute forme de travail forcé ou obligatoire

Le Constructeur n'aura pas recours au travail forcé, consistant à faire effectuer une tâche ou un service non volontairement réalisé, obtenu d'une personne sous la menace d'usage de la force ou de sanction.

22.2.17 Prohibition du travail des enfants

Le Constructeur n'aura pas recours au travail des enfants d'une manière qui les exploite sur le plan économique, ou qui soit susceptible de les mettre en danger, ou d'interférer avec leur éducation, ou d'être dommageable à la santé physique, ou à leur développement mental, spirituel, moral ou social.

22.3 Equipements du Constructeur

22.3.1 Tous les équipements du Constructeur amenés par le Constructeur sur le site seront réputés être exclusivement destinés à l'exécution du Marché. Le Constructeur ne devra pas les enlever du site sans que le Directeur de projet n'ait reconnu au préalable que ces équipements ne sont plus nécessaires à l'exécution du Marché.

22.3.2 Sauf stipulation contraire du Marché, le Constructeur devra enlever du site tous les équipements qu'il aura apportés sur le site, ainsi que tous les surplus de matériaux qui resteront sur le site, lors de l'achèvement des Installations.

22.3.3 Si le Constructeur le lui demande, le Maître de l'ouvrage devra déployer toute la diligence requise pour l'aider à obtenir toutes les autorisations que le Constructeur devra se faire délivrer par les autorités administratives compétentes, au niveau local, régional ou national, afin de pouvoir réexporter les équipements importés par le Constructeur pour l'exécution du Marché, et qui ne sont plus nécessaires à cette exécution.

22.4 Règlement de chantier : hygiène et sécurité

Le Maître de l'ouvrage et le Constructeur devront établir un règlement de chantier imposant les règles à observer dans l'exécution du Marché sur le site, et auxquelles ils devront se conformer. Le Constructeur devra préparer un projet de règlement de chantier, qu'il soumettra pour approbation au Maître de l'ouvrage, avec copie au Directeur de projet, étant entendu que cette approbation ne devra pas lui être refusée sans motif valable. Ce règlement de chantier comprendra notamment des règles en matière de sécurité générale, sécurité des Installations, contrôle des accès au site, hygiène, soins médicaux, prévention-incendie.

22.5 Interventions d'autres entrepreneurs

22.5.1 Sur demande écrite du Maître de l'ouvrage ou du Directeur de projet, et dans toute la mesure où il le peut raisonnablement, le Constructeur devra donner aux autres entrepreneurs engagés par le Maître de l'ouvrage, travaillant sur le site ou à proximité de celui-ci, la possibilité d'exécuter leurs propres travaux.

22.5.2 Si, accédant à une demande écrite du Maître de l'ouvrage ou du Directeur de projet, le Constructeur met à la disposition de ces autres entrepreneurs des routes ou voies que le Constructeur a la responsabilité d'entretenir, ou s'il permet à ces autres entrepreneurs d'utiliser des équipements du Constructeur, ou si le Constructeur fournit d'autres prestations à ces autres entrepreneurs, le Maître de l'ouvrage devra indemniser intégralement le Constructeur de toute perte ou de tout dommage causé ou occasionné par ces autres entrepreneurs, à l'occasion de cette utilisation ou de ces prestations, et il devra payer au Constructeur une rémunération raisonnable pour l'utilisation de ces équipements ou la fourniture de ces prestations.

22.5.3 Le Constructeur devra de même veiller à exécuter ses travaux de manière à gêner le moins possible l'exécution des travaux confiés à d'autres entrepreneurs. Le Directeur de projet tranchera tout différend ou conflit qui pourrait s'élever entre le Constructeur et d'autres entrepreneurs, ou entre le Constructeur et le personnel du Maître de l'ouvrage, à propos de l'exécution de leurs travaux respectifs.

22.5.4 Le Constructeur devra notifier sans délai au Directeur de projet les défauts qu'il aura constatés dans les travaux d'autres entrepreneurs et qui pourraient affecter les travaux du Constructeur. Le Directeur de projet devra déterminer les mesures correctives à prendre, le cas échéant, afin de remédier à cette situation, après inspection des Installations. Les décisions prises par le Directeur de projet s'imposeront au Constructeur.

22.6 Travaux d'urgence

Dans le cas où une situation d'urgence survenant au cours ou à l'occasion de l'exécution du Marché imposerait d'effectuer des travaux d'urgence, à titre préventif, correctif ou conservatoire, pour éviter que les Installations soient endommagées, le Constructeur devra immédiatement exécuter ces travaux. Si le Constructeur est dans l'incapacité ou refuse d'exécuter ces travaux immédiatement, le Maître de l'ouvrage pourra exécuter ou faire exécuter les travaux qu'il jugera nécessaires, afin d'empêcher que les Installations soient endommagées. Dans ce cas, et dès qu'il le pourra pratiquement après que cette situation d'urgence se soit manifestée, le Maître de l'ouvrage devra notifier par écrit au Constructeur de cette situation d'urgence, les travaux exécutés et les motifs pour lesquels ils l'ont été. Si les travaux exécutés par ou pour le compte du Maître de l'ouvrage constituent des travaux que le Constructeur devait exécuter à ses frais en vertu du Marché, le Constructeur devra payer au Maître de l'ouvrage le coût raisonnable encouru par le Maître de l'ouvrage pour exécuter ou faire exécuter ces travaux. Dans tous les autres cas, le Maître de l'ouvrage assurera les frais de ces travaux à sa charge.

22.7 Nettoyage du chantier

22.7.1 *Nettoyage en cours de chantier* : Pendant l'exécution du Marché, le Constructeur devra veiller à ce que le site ne soit pas inutilement obstrué, et il devra stocker ou enlever les matériaux en surplus, enlever les décombres, déchets et ouvrages provisoires, et enlever tous les équipements du Constructeur qui ne sont plus exigés pour l'exécution du Marché.

22.7.2 *Nettoyage du chantier après achèvement* : Après achèvement complet des Installations, le Constructeur devra débayer et enlever du site tous les décombres, déchets et débris de toute sorte, et laisser le site et les Installations en parfait état de propreté et de sécurité.

22.8 Gardiennage et éclairage

Le Constructeur devra fournir, maintenir et entretenir à ses propres frais tous les éclairages, clôtures et gardiennage nécessaires à la bonne exécution et la protection appropriée des Installations, et à la sécurité des propriétaires et occupants des immeubles adjacents et du public.

23. Essais et inspection

Directeur de projet

- 23.1 Le Constructeur devra réaliser à ses propres frais, au lieu de fabrication et/ou sur le site, tous les essais et/ou inspections des matériels et équipements et de toute partie des Installations, dans les conditions spécifiées par le Marché.
- 23.2 Le Maître de l'ouvrage et le Directeur de projet ou leurs représentants désignés seront en droit d'assister aux essais et/ou inspections précités, étant entendu que le Maître de l'ouvrage supportera tous les frais et dépenses encourus pour y assister, y compris, sans caractère limitatif, tous les frais de voyage, de restauration et d'hébergement.
- 23.3 Chaque fois qu'il sera prêt à réaliser l'un quelconque de ces essais et/ou l'une quelconque de ces inspections, le Constructeur devra en prévenir le Directeur de projet raisonnablement à l'avance, en lui indiquant le lieu, la date et l'heure de cet essai et/ou de cette inspection. Le Constructeur devra obtenir de tout tiers, constructeur ou fabricant concerné toutes les autorisations ou les permis nécessaires pour permettre au Maître de l'ouvrage et au Directeur de projet d'assister à l'essai et/ou à l'inspection en question.
- 23.4 Le Constructeur devra fournir au Directeur de projet un rapport certifié des résultats de chacun de ces essais et/ou de chacune de ces inspections. Dans le cas où le Maître de l'ouvrage et le Directeur de projet s'abstiendraient d'assister à un essai et/ou à une inspection, ou encore si les parties conviennent qu'ils n'y assisteront pas, le Constructeur pourra procéder à l'essai et/ou à l'inspection en l'absence du Maître de l'ouvrage et/ou du Directeur de projet (selon le cas) et fournir au Directeur de projet un rapport certifié des résultats de cet essai et/ou de cette inspection.

- 23.5 Le Directeur de projet pourra exiger du Constructeur qu'il réalise des essais et/ou inspections non exigés par le Marché, étant entendu que les coûts et dépenses raisonnables encourus par le Constructeur pour la réalisation de cet essai et/ou de cette inspection seront ajoutés au montant du Marché. En outre, si cet essai et/ou cette inspection empêche l'avancement des travaux de montage des Installations et/ou l'exécution par le Constructeur des autres obligations mises à sa charge par le Marché, il en sera tenu compte dans le délai d'achèvement et le délai d'exécution des autres obligations ainsi affectées.
- 23.6 Si l'un des matériels et équipements ou une partie des Installations ne subit pas avec succès un essai et/ou une inspection quelconque, le Constructeur devra soit rectifier soit remplacer ce matériel, cet équipement ou cette partie de l'ouvrage, et répéter cet essai et/ou cette inspection, en en prévenant le Directeur de projet conformément à la Clause 23.3 ci-dessus.
- 23.7 S'il surgit un différend ou une divergence d'opinion entre les parties à propos d'un essai et/ou d'une inspection des matériels et équipements ou d'une partie des Installations, que les parties ne parviennent pas à résoudre dans un délai raisonnable, ce différend pourra être soumis pour décision à un Comité de Règlement des Différends, conformément à la Clause 47 du CCAG.
- 23.8 Le Constructeur devra donner au Maître de l'ouvrage et au Directeur de projet, aux frais du Maître de l'ouvrage, l'accès à tout lieu où les matériels et équipements sont fabriqués ou aux Installations en cours de montage, afin qu'ils puissent inspecter l'avancement des travaux et le mode de fabrication ou de montage d'installations, à tous moments et heures raisonnables, sous réserve que le Directeur de projet en informe le Constructeur suffisamment à l'avance.
- 23.9 Le Constructeur convient qu'il ne sera délié de ses responsabilités aux termes du Marché ni par la réalisation des essais et/ou des inspections des matériels et équipements ou de toute partie de l'ouvrage, ni du fait de l'assistance du Maître de l'ouvrage ou du Directeur de projet à des essais et/ou inspections ni encore du fait de l'établissement d'un rapport sur les résultats de ces essais et/ou inspections, conformément à la Clause 23.4 ci-dessus.
- 23.10 Aucune partie des Installations ou des fondations ne devra être recouverte sur le site, sans qu'il ait été procédé aux essais et/ou inspections exigés par le Marché, et le Constructeur devra prévenir le Directeur de projet, suffisamment à l'avance, dès que cette partie des Installations ou des fondations sera prête ou pratiquement prête à subir cet essai et/ou cette inspection ; cet essai et/ou cette inspection et les formalités de notification dont ils feront l'objet doivent satisfaire aux exigences du Marché.
- 23.11 Le Constructeur devra dégager toute partie des Installations ou des fondations, ou y pratiquer toutes les ouvertures que le Directeur de projet pourra exiger de temps à autre sur le site, et il devra ensuite recouvrir et remettre cette ou ces parties dans leur état antérieur. S'il s'avère qu'une partie des Installations ou des fondations, recouverte sur

le site après qu'il a été satisfait aux exigences posées par la Clause 23.10 ci-dessus, a été exécutée en parfaite conformité avec le Marché, le Maître de l'ouvrage prendra à sa charge les frais encourus afin de dégager et pratiquer des ouvertures dans cette partie des Installations ou des fondations, conformément à la demande du Directeur de projet, et afin de la recouvrir et la remettre ensuite en état, et le délai d'achèvement sera raisonnablement ajusté pour tenir compte du retard ou de la gêne en résultant pour l'exécution des obligations mises à la charge du Constructeur aux termes du Marché.

24. Achèvement

- 24.1 Dès que le Constructeur estimera que les Installations ou toute partie de celles-ci sont achevées, sur le plan du gros-œuvre, du second-œuvre et des installations mécaniques, et se trouvent en parfait état de propreté et de conformité aux Spécifications techniques, exception faite de certains aspects mineurs n'ayant aucune incidence importante sur le fonctionnement ou la sécurité des Installations, le Constructeur devra en aviser le Maître de l'ouvrage, en lui adressant une notification écrite à cet effet.
- 24.2 Dans les sept (7) jours qui suivront la réception de la notification du Constructeur, donnée en vertu de la Clause 24.1 ci-dessus, le Maître de l'ouvrage devra fournir le personnel d'exploitation et d'entretien indiqué à l'annexe correspondante (Etendue des travaux et fournitures du Maître de l'ouvrage) de l'Acte d'engagement pour la mise en service provisoire des Installations ou d'une partie de celles-ci. Conformément à cette même annexe, le Maître de l'ouvrage fournira également, dans les sept (7) jours susmentionnés, l'ensemble des matières premières, eau et électricité, lubrifiants, produits chimiques, catalyseurs et autres matériaux et ouvrages que nécessite la mise en service provisoire de tout ou partie des Installations.
- 24.3 Dès que cela sera pratiquement possible après que le Maître de l'ouvrage aura mis à disposition le personnel d'exploitation et d'entretien, et fourni les matières premières, eau et électricité, combustibles, lubrifiants, produits chimiques, catalyseurs et autres matériaux et ouvrages que nécessite la mise en service provisoire de toute ou partie des Installations conformément à la Clause 24.2 ci-dessus, le Constructeur commencera la mise en service provisoire des Installations ou de la partie des Installations, en préparation de la mise en service opérationnelle, sous réserves de la Clause 25.5 du CCAG.
- 24.4 Dès que tous les travaux de mise en service provisoire auront été achevés, et dès que le Constructeur estimera que la mise en service opérationnelle des Installations ou d'une partie de celles-ci peut commencer, le Constructeur devra adresser une notification écrite à cet effet au Directeur de projet.
- 24.5 Dans les quatorze (14) jours suivant la réception de la notification donnée par le Constructeur en vertu de la Clause 24.4 ci-dessus, le Directeur de projet devra soit émettre un certificat d'achèvement dans la forme spécifiée à la Section Modèles de documents et procédures, indiquant que les Installations ou la partie en question ont été

achevées à la date de la notification donnée par le Constructeur en vertu de la Clause 24.4 ci-dessus, soit notifier par écrit au Constructeur tous les défauts et/ou insuffisances qu'il aura constatés.

Si le Directeur de projet notifie l'existence de défauts et/ou insuffisances au Constructeur, ce dernier devra les corriger, y remédier et réitérer la procédure décrite à la Clause 24.4 ci-dessus.

Si le Directeur de projet est satisfait de l'Achèvement correct des Installations ou de la partie en question, le Directeur de projet devra, dans les sept (7) jours suivant la réception de la notification réitérée du Constructeur, émettre un certificat d'achèvement attestant de l'achèvement des Installations ou de la partie en question, à la date de la notification réitérée du Constructeur.

Si le Directeur de projet n'est pas satisfait, il devra notifier par écrit au Constructeur tous les défauts et/ou insuffisances qu'il aura constatés, dans les sept (7) jours suivant la seconde notification du Constructeur, moyennant quoi la procédure ci-dessus devra être de nouveau répétée.

- 24.6 Si le Directeur de projet émet le certificat d'achèvement et n'informe pas le Constructeur des défauts et/ou insuffisances qu'il a constatés, dans les quatorze (14) jours suivant la réception de la notification donnée par le Constructeur conformément à la Clause 24.4 ci-dessus, ou dans les sept (7) jours suivant la réception de la seconde notification faite par le Constructeur conformément à la Clause 24.5 ci-dessus, ou encore si le Maître de l'ouvrage utilise les Installations ou une partie de celles-ci, les Installations ou la partie en question de celles-ci seront réputées avoir été en état d'achèvement à la date de la notification ou de la notification réitérée du Constructeur, ou de l'utilisation des Installations par le Maître de l'ouvrage, selon le cas.
- 24.7 Le Constructeur devra achever tous les petits travaux restant en suspens, dès que possible après l'achèvement, de telle sorte que les Installations soient parfaitement conformes aux exigences du Marché, à faute de quoi le Maître de l'ouvrage procédera lui-même à l'exécution de ces travaux et déduira le coût correspondant de toutes sommes restant dues au Constructeur.
- 24.8 L'achèvement aura pour effet de transférer au Maître de l'ouvrage la responsabilité de veiller aux Installations ou à la partie en question et d'en assurer la garde ; il aura également pour effet de lui transférer les risques de pertes ou de dommages des Installations ou de la partie en question. Le Maître de l'ouvrage prendra possession des Installations ou de la partie en question dès son achèvement.

25. Mise en services et réceptions opérationnelles

25.1 Mise en service opérationnelle

25.1.1 Le Constructeur entreprendra la mise en service opérationnelle des Installations ou de toute partie de celles-ci immédiatement après l'établissement par le

Directeur de projet du certificat d'achèvement visé à la Clause 24.5 du CCAG, ou immédiatement après que les Installations ou la partie en question auront été réputées achevées conformément à la Clause 24.6 du CCAG.

25.1.2 Le Maître de l'ouvrage fournira son propre personnel, ainsi que l'ensemble des matières premières, eau et électricité, combustibles lubrifiants, produits chimiques, catalyseurs et autres matériaux et ouvrages que nécessite la mise en service opérationnelle.

25.2 Essai de conformité et de garanties opérationnelles (« Essai de garantie »)

25.2.1 L'essai de garantie (et ses répétitions) devra être réalisé par le Constructeur pendant la mise en service opérationnelle des Installations ou de la partie en question, afin de déterminer si les Installations ou sa partie en question peuvent atteindre les garanties opérationnelles spécifiées dans les Spécifications techniques. Le personnel du Constructeur et celui du Directeur de projet devront être présents à la réalisation de cet essai de garantie et conseiller et assister le Maître de l'ouvrage. Le Maître de l'ouvrage devra fournir sans délai au Constructeur toutes les informations que ce dernier pourra raisonnablement exiger en relation avec la conduite et les résultats de l'essai de garantie (et de ses répétitions).

25.2.2 Dans le cas où, pour des raisons non imputables au Constructeur, l'essai de garantie ne pourrait pas être achevé avec succès dans le délai requis à compter de l'achèvement, qu'il s'agisse du délai stipulé dans le **CCAP** ou de tel autre délai défini d'un commun accord entre le Maître de l'ouvrage et le Constructeur, le Constructeur sera réputé avoir rempli ses obligations en matière de garanties opérationnelles et les dispositions des Clauses 28.2 et 28.3 du CCAG ne seront pas d'application.

25.3 Réception opérationnelle

25.3.1 Sous réserve des dispositions de la Clause 25.4 ci-dessous, la réception opérationnelle des Installations ou de la partie en question interviendra lorsque :

- a) l'essai de garantie aura été réalisé avec succès et les garanties opérationnelles auront été satisfaites ; ou
- b) l'essai de garantie n'aura pas été réalisé avec succès ou n'aura pas pu être réalisé pour des raisons non imputables au Constructeur, dans le délai suivant l'achèvement spécifié dans le **CCAP** ou dans tout autre délai convenu, ainsi qu'il est spécifié au paragraphe 25.2.2 ci-dessus ; ou
- c) le Constructeur aura payé la pénalité forfaitaire spécifiée à la Clause 28.3 du CCAG ; et

- d) tous les travaux mineurs, relatifs à l'ouvrage ou à sa partie concernée, tels qu'ils sont visés à la Clause 24.7 ci-dessus, auront été achevés.

25.3.2 Dès que l'un quelconque des événements visés au paragraphe 25.3.1 ci-dessus se sera produit, le Constructeur pourra donner à tout moment au Directeur de projet une notification demandant l'établissement d'un certificat de réception opérationnelle, revêtant la forme prévue dans le Dossier d'appel d'offres ou toute autre forme jugée acceptable par le Maître de l'ouvrage, au titre des Installations ou de la partie en question spécifiée dans cette notification, et établi à la date de cette notification.

25.3.3 Le Directeur de projet devra établir ce certificat de réception opérationnelle dans les sept (7) jours suivant la réception de cette notification du Constructeur, après s'être dûment concerté avec le Maître de l'ouvrage.

25.3.4 Si, dans les sept (7) jours suivant la réception de la notification du Constructeur, le Directeur de projet s'abstient d'établir le certificat de réception opérationnelle ou d'informer le Constructeur par écrit des motifs justifiables pour lesquels le Directeur de projet n'a pas établi le certificat de réception opérationnelle, les Installations ou la partie en question de celles-ci seront réputées avoir été réceptionnées à la date de cette notification du Constructeur.

25.4 Réception partielle

25.4.1 Si le Marché spécifie que l'achèvement et la mise en service doivent avoir lieu de manière échelonnée pour certaines parties des Installations, les dispositions relatives à l'achèvement et à la mise en service (y compris celles qui s'appliquent à l'essai de garantie) s'appliqueront individuellement à chacune de ces parties des Installations, et le certificat de réception opérationnelle sera par conséquent établi pour chacune de ces parties des Installations.

25.4.2 Dans le cas où une partie des Installations comprendrait des ouvrages, des bâtiments par exemple, pour lesquels aucune mise en service ni aucun essai de garantie ne sont nécessaires, le Directeur de projet devra établir le certificat de réception opérationnelle de cet ouvrage lorsqu'il aura atteint le stade de l'achèvement, étant entendu que le Constructeur devra ensuite achever tous les travaux mineurs restés en suspens, tels qu'ils seront énumérés dans le certificat de réception opérationnelle.

25.5.

25.5.1 Dans l'éventualité où le Constructeur ne peut pas procéder à la mise en service provisoire des Installations conformément aux dispositions de la Clause 24.3 du CCAG, ou à l'Essai de garantie conformément aux dispositions de la Clause 25.2 du CCAG, pour des raisons attribuables au Maître de l'ouvrage soit du fait

de la non-disponibilité d'autres installations sous la responsabilité d'autre(s) entrepreneur(s), ou pour des raisons en dehors du contrôle du Maître de l'ouvrage, les dispositions relatives aux conditions à remplir pour que soient « réputées » achevées les activités telles que l'Achèvement conformément aux dispositions de la Clause 24.6 du CCAG, la réception opérationnelle, conformément à la Clause 25.3.4 du CCAG, et la période de garantie, conformément à la Clause 27.2 du CCAG, les garanties opérationnelles, conformément à la Clause 28 du CCAG, l'entretien et la garde des Installations, conformément à la Clause 32 du CCAG, et la supervision, conformément à la Clause 41.1 du CCAG, ne seront pas d'application. Dans ces circonstances, les dispositions qui suivent seront d'application.

25.5.2 Lorsque le Constructeur reçoit notification du Directeur de projet qu'il ne lui sera pas possible de procéder aux activités et obligations reprises dans la Clause 13.1 ci-dessus, les dispositions suivantes s'appliqueront en faveur du Constructeur :

- a) le délai d'achèvement sera prolongé pour la période de supervision sans application des pénalités de retard spécifiées à la Clause 26.2 du CCAG ;
- b) les paiements dus au Constructeur en conformité avec les provisions spécifiées dans l'annexe correspondante (Conditions et procédures de paiement) de l'Acte d'engagement, qui auraient dû être effectués dans des circonstances normales liées à l'achèvement des activités correspondantes, seront versés au Constructeur contre remise d'une garantie sous la forme d'une garantie bancaire d'un montant équivalent acceptable par le Maître de l'ouvrage, laquelle deviendra nulle et non avenue lorsque le Constructeur aura satisfait à ses obligations concernant ces paiements, sous réserve des dispositions de la Clause 25.5.3 ci-dessous ;
- c) les dépenses encourues pour l'obtention de la garantie mentionnée ci-dessus et l'extension d'autres garanties contractuelles, dont la validité devra être prolongée, seront remboursées au Constructeur par le Maître de l'ouvrage ;
- d) les frais supplémentaires encourus pour l'entretien et la garde des Installations conformément à la Clause 32.1 du CCAG seront remboursés au Constructeur par le Maître de l'ouvrage pour la période entre la notification mentionnée ci-dessus et la notification mentionnée dans la Clause 25.5.4 ci-dessous. Les dispositions de la Clause 33.2 du CCAG s'appliqueront aux Installations durant la même période.

25.5.3 Dans l'éventualité où la période de suspension considérée dans la Clause 25.5.1 ci-dessus dépassera cent quatre-vingts (180) jours, le Maître de l'ouvrage et le Constructeur devraient se mettre d'accord sur le montant des compensations supplémentaires dues au Constructeur.

25.5.4 Lorsque le Constructeur reçoit la notification par le Directeur de projet que les Installations doivent être prêtes pour la réception provisoire, le Constructeur devra procéder sans délai à l'exécution de toutes les activités et obligations spécifiées à la Clause 24 du CCAG.

F. Garanties et responsabilités

26. Garantie de délai d'achèvement

26.1 Le Constructeur garantit qu'il parviendra à l'achèvement des Installations (ou de toute partie de celles-ci pour laquelle un délai d'achèvement séparé est spécifié dans le CCAP) dans le délai d'achèvement spécifié dans le CCAP conformément à la Clause 8.2 du CCAG, ou dans tel délai prolongé auquel le Constructeur pourra prétendre en vertu de la Clause 40 du CCAG.

26.2 Si le Constructeur ne parvient pas à l'achèvement des Installations ou de toute partie de celles-ci dans le délai d'achèvement ou le délai prolongé en application de la Clause 40 du CCAG, le Constructeur devra payer au Maître de l'ouvrage une pénalité de retard forfaitaire du montant spécifié dans le **CCAP**. Le montant total de cette pénalité de retard ne saurait en aucun cas excéder le montant spécifié sous la rubrique « Maximum » du **CCAP**. Lorsque le « Maximum » est atteint, le Maître de l'ouvrage peut envisager de résilier le Marché, conformément à la Clause 42.2.2 du CCAG.

L'exécution de ce paiement vaudra pleine et entière satisfaction de l'obligation faite au Constructeur de réaliser l'achèvement des Installations ou de la partie concernée de celles-ci dans le délai d'achèvement ou le délai prolongé en application de la Clause 40 du CCAG, et le Constructeur n'aura plus aucune autre responsabilité envers le Maître de l'ouvrage à ce titre.

Cependant, le paiement de cette pénalité de retard forfaitaire ne libérera aucunement le Constructeur de ses obligations d'achever les Installations ni de toutes ses autres obligations et responsabilités aux termes du Marché.

Exception faite de son obligation de payer la pénalité de retard forfaitaire visée à la Clause 26.2 ci-dessus, le Constructeur ne répondra pas envers le Maître de l'ouvrage de toute perte ou de tout dommage que ce dernier subirait du fait que le Constructeur ne respecterait pas toute date-charnière, ou n'accomplirait pas tout acte, toute opération ou toute formalité d'ici l'une des dates spécifiées à l'annexe correspondante (Calendrier d'exécution) de l'Acte d'engagement et/ou l'une des dates indiquées dans tout autre programme de travail préparé en vertu de la Clause 18 du CCAG.

26.3 Si le Constructeur parvient à l'achèvement des Installations ou de toute partie de celles-ci avant la fin du délai d'achèvement ou du délai prolongé en application de la Clause 40 du CCAG, le Maître de l'ouvrage devra payer au Constructeur une prime du montant spécifié dans le **CCAP**. Le montant total de cette prime ne saurait en aucun cas excéder le montant spécifié sous la rubrique « Maximum » du **CCAP**.

27. Garantie

27.1 Le Constructeur garantit que les Installations ou toute partie de celles-ci seront exemptes de tous défauts de conception, d'ingénierie, de matériaux et de construction, à la fois en ce qui concerne les matériels et équipements installés et les travaux exécutés.

27.2 Sauf stipulation contraire du **CCAP**, la période de garantie sera égale à la plus courte des périodes suivantes : dix-huit (18) mois à compter de la date d'achèvement des Installations (ou de toute partie de celles-ci) ou douze (12) mois à compter de la date de la réception opérationnelle des Installations (ou de toute partie de celles-ci).

Dans le cas où un défaut de conception, d'ingénierie, des matériaux ou de construction entachant les matériels et équipements installés ou les travaux exécutés par le Constructeur apparaîtrait pendant la période de garantie, le Constructeur devra réparer, remplacer ou remettre en état à ses frais (au choix discrétionnaire du Constructeur) les matériels et équipements ou les travaux en question, et remédier à tout dommage que ce défaut aurait causé aux Installations, après s'être concerté et entendu avec le Maître de l'ouvrage sur le moyen le plus approprié de remédier à ce défaut. Il est cependant entendu que le Constructeur n'aura pas la responsabilité de réparer, remplacer ou remettre en état tous défauts ou dommages causés aux Installations, dès lors qu'ils découleraient ou résulteraient de l'une quelconque des causes suivantes :

- a) l'exploitation ou l'entretien inapproprié des Installations par le Maître de l'ouvrage, ou
- b) l'exploitation des Installations dans des conditions en dehors des spécifications du Marché, ou
- c) l'usure normale.

27.3 Les obligations mises à la charge du Constructeur en vertu de la présente Clause 27 ne s'appliquent pas :

- a) aux matériels et équipements fournis par le Maître de l'ouvrage en vertu de la Clause 21.2 du CCAG ou qui sont normalement consommés dans le cadre de l'exploitation, ou qui ont une durée de vie inférieure à celle de la période de garantie stipulée au Marché ;
- b) aux études, spécifications ou autres données respectivement réalisées, fournies ou imposées par ou pour le compte du Maître de l'ouvrage ou tout autre élément à l'égard duquel le Constructeur a dégagé sa responsabilité ;
- c) aux autres matériaux fournis, aux autres travaux exécutés par ou pour le compte du Maître de l'ouvrage, exception faite des travaux exécutés par le Maître de l'ouvrage en vertu de la Clause 27.7 ci-dessous.

27.4 Le Maître de l'ouvrage devra adresser au Constructeur une notification précisant la nature du défaut, accompagnée de toutes les preuves disponibles établissant son existence, et ce sans aucun délai. Dès la découverte de ce défaut, le Maître de l'ouvrage devra donner au Constructeur toute latitude raisonnable pour inspecter ce défaut.

27.5 Le Maître de l'ouvrage devra donner au Constructeur l'accès nécessaire aux Installations et au site pour lui permettre d'exécuter les obligations mises à sa charge par la présente Clause 27.

Le Constructeur pourra, avec le consentement du Maître de l'ouvrage, enlever du site les matériels et équipements défectueux ou toute partie défectueuse des Installations, si la nature du défaut et/ou du dommage causé par ce défaut aux Installations est telle que les réparations nécessaires ne peuvent pas être réalisées rapidement sur le site.

27.6 Si la nature de la réparation, du remplacement ou de la remise en état est telle qu'elle peut affecter le rendement des Installations ou d'une partie de celles-ci, le Maître de l'ouvrage pourra adresser au Constructeur une notification exigeant qu'il réalise des essais sur les Installations défectueuses, immédiatement après avoir achevé ces travaux correctifs, moyennant quoi le Constructeur devra réaliser ces essais.

Dans le cas où la partie en question des Installations ne subirait pas ces essais avec succès, le Constructeur devra réaliser les travaux supplémentaires de réparation, de remplacement ou de remise en état (selon le cas) qui pourront être nécessaires, jusqu'à ce que cette partie des Installations subisse ces essais avec succès. Les essais seront définis d'un commun accord entre le Maître de l'ouvrage et le Constructeur.

27.7 Si le Constructeur n'entreprend pas les travaux nécessaires afin de remédier à ce défaut ou à tout dommage que ce défaut aurait causé aux Installations dans un délai raisonnable (qui ne saurait en aucun cas être inférieur à quinze (15) jours), le Maître de l'ouvrage pourra procéder lui-même à ces travaux, après avoir adressé une notification au Constructeur, et, dans une limite raisonnable, les coûts encourus par le Maître de l'ouvrage en relation avec ces travaux devront lui être payés par le Constructeur ou pourront être déduits par le Maître de l'ouvrage de toutes sommes dues au Constructeur ou réclamées en vertu de la garantie de bonne exécution.

27.8 Si les Installations ou une partie de celles-ci ne peuvent pas être utilisées en raison de ce défaut et/ou des travaux destinés à remédier à ce défaut, la période de garantie des Installations ou de cette partie, selon le cas, sera prolongée d'une période égale à celle pendant laquelle les Installations ou cette partie ne pourra pas être utilisée par le Maître de l'ouvrage, pour l'une ou l'autre des raisons précitées.

27.9 Excepté dans les conditions stipulées par la présente Clause 27 et par la Clause 33 du CCAG, le Constructeur n'assumera aucune responsabilité, que ce soit en vertu du Marché ou du droit applicable, au titre des défauts entachant les Installations ou une de ses parties ou les matériels et équipements, la conception, l'ingénierie ou les travaux

exécutés par lui, qui apparaîtraient après l'achèvement des Installations ou d'une de ses parties, à moins que ces défauts n'aient été causés par une négligence coupable, une fraude, un acte délictueux ou une faute lourde du Constructeur.

- 27.10 En outre, les parties des installations identifiées dans le **CCAP** seront couvertes par une garantie étendue durant la période indiquée dans le **CCAP**. Ces obligations du Constructeur sont additionnelles aux obligations résultant de la période de garantie définie à la Clause 27.2 du CCAG.

28. Garanties opérationnelles

- 28.1 Le Constructeur garantit que les Installations et toutes ses parties atteindront les garanties de performance spécifiées dans l'annexe correspondante (Garanties opérationnelles) de l'Acte d'engagement, lors de la réalisation de l'essai de garantie, dans les conditions stipulées dans le Marché.
- 28.2 Si, pour des raisons imputables au Constructeur, les garanties opérationnelles spécifiées dans l'annexe correspondante (Garanties opérationnelles) de l'Acte d'engagement n'atteignent pas le niveau garanti, en totalité ou en partie, le Constructeur devra, à ses frais, apporter aux Installations ou ses parties les changements, modifications et/ou adjonctions qui pourront être nécessaires pour atteindre au minimum le niveau garanti de ces garanties opérationnelles. Le Constructeur devra adresser une notification au Maître de l'ouvrage lorsqu'il aura fini d'apporter les changements, modifications et/ou adjonctions nécessaires, et il demandera au Maître de l'ouvrage de procéder à un nouvel essai de garantie, jusqu'à ce que le niveau garanti ait été atteint. Si le Constructeur n'arrive pas à atteindre le niveau minimum de garanties opérationnelles, le Maître de l'ouvrage peut envisager de résilier le Marché, conformément à la Clause 42.2.2 du CCAG.
- 28.3 Si, pour des raisons imputables au Constructeur, les garanties opérationnelles spécifiées dans l'annexe correspondante (Garanties opérationnelles) de l'Acte d'engagement du Marché ne sont pas atteintes, en totalité ou en partie, mais que le niveau minimum des garanties opérationnelles spécifiées dans la même annexe est atteint, le Constructeur devra, au choix du Constructeur :
- a) soit apporter aux Installations ou à toute partie de celles-ci, à ses frais, les changements, modifications et/ou adjonctions qui pourront être nécessaires pour atteindre les garanties opérationnelles, et demander au Maître de l'ouvrage de procéder à un nouvel essai de garantie ;
 - b) soit payer au Maître de l'ouvrage une indemnité forfaitaire pour non-respect des garanties opérationnelles, conformément à l'annexe mentionnée ci-dessus.

- 28.4 Le paiement de l'indemnité forfaitaire visée à la Clause 28.3 ci-dessus, à concurrence du plafond indiqué dans l'annexe (Garanties opérationnelles) de l'Acte d'engagement, satisfera intégralement les obligations de garantie mises à la charge du Constructeur en vertu de la Clause 28.1 ci-dessus et de toute autre disposition correspondante ou équivalente du Marché, moyennant quoi le Constructeur n'aura plus aucune responsabilité envers le Maître de l'ouvrage à ce titre. Dès le paiement de cette indemnité forfaitaire par le Constructeur, le Directeur de projet devra établir le certificat de réception opérationnelle pour les Installations ou la partie en question ayant donné lieu au paiement de cette indemnité forfaitaire.

29. Obligation d'indemnisation en cas de contrefaçon de brevet

- 29.1 Sous réserve que le Maître de l'ouvrage se conforme aux dispositions de la Clause 29.2 ci-dessous, le Constructeur devra indemniser et garantir le Maître de l'ouvrage et ses employés et dirigeants contre toute poursuite, action judiciaire, procédure administrative, réclamation, demande, action en dommages-intérêts, frais et dépenses de toute nature, y compris les frais et honoraires d'avocat, qui pourraient être dirigés contre le Maître de l'ouvrage, être subis par lui ou être mis à sa charge en conséquence de toute contrefaçon réelle ou alléguée d'un brevet, d'un dessin ou modèle déposé, d'une marque, d'un droit d'auteur (« copyright ») ou de tout autre droit de propriété intellectuelle enregistré ou existant autrement à la date du Marché, dès lors que cette contrefaçon réelle ou alléguée aurait pour cause : a) le montage des Installations par le Constructeur ou l'utilisation des Installations dans le pays où le site est implanté ; et b) la vente, dans un pays quelconque, des produits fabriqués dans les Installations.

Il est entendu que cette obligation d'indemnisation ne couvrira aucune utilisation des Installations ou d'une de leurs parties à des fins autres que celles indiquées dans le Marché ou pouvant en être raisonnablement déduites, et qu'elle ne couvrira aucune contrefaçon qui serait due à l'utilisation des Installations ou d'une de ses parties ou des produits fabriqués dans l'Installations, en association ou en combinaison avec tous autres équipements, matériels ou matériaux non fournis par le Constructeur en vertu du Marché.

- 29.2 Dans le cas où une procédure serait intentée ou une réclamation dirigée contre le Maître de l'ouvrage, dans le contexte de la Clause 29.1 ci-dessus, le Maître de l'ouvrage devra en aviser le Constructeur sans délai, en lui adressant une notification à cet effet, et le Constructeur pourra, à ses propres frais et au nom du Maître de l'ouvrage, assurer la conduite de cette procédure ou le règlement de cette réclamation, et de toutes négociations destinées à régler à l'amiable cette procédure ou cette réclamation.

Si le Constructeur s'abstient de notifier au Maître de l'ouvrage, dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de cette notification, qu'il entend assurer la conduite de cette procédure ou le règlement de cette réclamation, le Maître de l'ouvrage sera libre de conduire cette procédure en son propre nom. A moins que le Constructeur ne se soit

ainsi abstenu de notifier son intention au Maître de l'ouvrage dans ce délai de vingt-huit (28) jours, le Maître de l'ouvrage ne devra faire aucune déclaration qui puisse être préjudiciable à la défense de cette procédure ou de cette réclamation.

Le Maître de l'ouvrage devra, si le Constructeur le lui demande, donner à ce dernier toute l'assistance possible pour assurer la conduite de cette procédure ou le règlement de cette réclamation, auquel cas le Constructeur devra rembourser au Maître de l'ouvrage tous les frais encourus, dans une limite raisonnable, pour lui apporter cette assistance.

- 29.3 Le Maître de l'ouvrage devra indemniser et garantir le Constructeur et ses employés, dirigeants et sous-traitants contre toute poursuite, action judiciaire, procédure administrative, réclamation, demande, action en dommages-intérêts, frais et dépenses de toute nature, y compris les frais et honoraires d'avocat, qui pourraient être dirigés contre le Constructeur, être subis par lui ou être mis à sa charge en conséquence de toute contrefaçon réelle ou alléguée d'un brevet, d'un dessin ou modèle déposé, d'une marque, d'un droit d'auteur (« copyright ») ou de tout autre droit de propriété intellectuelle enregistré ou existant autrement à la date du Marché, dès lors que cette contrefaçon réelle ou alléguée découlerait directement ou indirectement d'études, dessins, plans, spécifications ou autres documents ou matériels fournis ou conçus par ou pour le compte du Maître de l'ouvrage.

30. Limite de responsabilité

- 30.1 Excepté en cas de dol ou de faute lourde :

- a) le Constructeur n'encourra aucune responsabilité envers le Maître de l'ouvrage, que ce soit sur le fondement de la responsabilité contractuelle, quasi délictuelle ou autrement, à raison des pertes ou dommages indirects, tels que perte d'usage, perte de production, perte de profits, ou de frais financiers, étant entendu que cette exclusion de responsabilité ne s'appliquera pas à l'obligation du Constructeur de payer une pénalité de retard au Maître de l'ouvrage ; et
- b) la responsabilité totale que le Constructeur peut assumer envers le Maître de l'ouvrage en vertu du Marché ne saurait excéder le Montant du Marché, étant entendu que cette limitation de responsabilité ne s'appliquera pas aux frais de réparation ou de remplacement des équipements défectueux, ni à l'obligation du Constructeur d'indemniser le Maître de l'ouvrage en cas de contrefaçon de brevet.

G. Partage des risques

31. Transfert de propriété

- 31.1 La propriété des matériels et équipements (y compris les pièces de rechange) devant être importés dans le pays où le site des Installations est implanté sera transférée au

Maître de l'ouvrage au moment de leur chargement à bord du mode de transport choisi pour transporter ces matériels et équipements de leur pays d'origine dans ce pays.

- 31.2 La propriété des matériels et équipements (y compris les pièces de rechange) achetés dans le pays où le site des Installations est implanté sera transférée au Maître de l'ouvrage au moment où ces matériels et équipements seront livrés sur le site.
- 31.3 Le Constructeur ou ses sous-traitants, selon le cas, conserveront la propriété des équipements leur appartenant et qu'ils utiliseront pour les besoins de l'exécution du Marché.
- 31.4 Le Constructeur redeviendra propriétaire des matériels et Equipements fournis en quantités excédant les besoins de l'ouvrage, et ce dès l'Achèvement des Installations ou à telle date antérieure à laquelle le Maître de l'ouvrage et le Constructeur conviendraient que les Matériels et Equipements en question ne sont plus nécessaires à la réalisation des Installations.
- 31.5 Nonobstant le transfert de propriété des Matériels et équipements, le Constructeur conservera la responsabilité d'en assurer le soin et la garde, ainsi que le risque de perte ou d'endommagement de ces matériels et équipements, conformément à la Clause 32 du CCAG jusqu'à l'achèvement des Installations ou de la partie à laquelle ces matériels et équipements sont incorporés.

32. Entretien et garde des installations

- 32.1 Le Constructeur aura la responsabilité d'assurer l'entretien et la garde des Installations ou de toute partie de celles-ci, jusqu'à la date d'Achèvement des Installations, ainsi qu'il est dit à la Clause 24 du CCAG ou, si le Marché prévoit l'achèvement des Installations par parties successives, jusqu'à la date d'achèvement de la partie en question ; le Constructeur devra remédier à ses propres frais à toute perte ou à tout dommage qui pourra être subi par des Installations ou la partie en question pendant cette période, quelle qu'en soit la cause. Le Constructeur sera également responsable de toute perte ou de tout dommage subi par les Installations et qui serait causé par le Constructeur ou ses sous-traitants pendant l'exécution des travaux effectués en vertu de la Clause 27 du CCAG. Nonobstant les dispositions qui précèdent, le Constructeur ne sera responsable d'aucune perte ni d'aucun dommage causé aux Installations ou à une de ses parties, par l'un des événements ou l'une des circonstances énumérés ou visés aux alinéas a), b) et c) de la Clause 32.2 ci-dessous et de la Clause 38.1 du CCAG.
- 32.2 En cas de perte ou de dommage causé aux Installations, ou à l'une de ses parties, ou aux ouvrages provisoires du Constructeur, en raison de ce qui suit :
 - a) (dans la mesure où ces événements ont touché le pays d'implantation des Installations) réaction nucléaire, radiation nucléaire, contamination radioactive ou de compression provoquée par un aéronef ou tout objet aérien, ou tous autres événements qu'un constructeur expérimenté ne pourrait pas

raisonnablement prévoir ou contre lesquels, s'ils étaient prévisibles, il n'aurait pas pu raisonnablement se prémunir ou s'assurer, dans la mesure où ces risques ne sont généralement pas assurables et sont mentionnés dans les exclusions générales de la police d'assurance contractée en vertu de la Clause 34 du CCAG, y compris dans les exclusions relatives aux risques de guerre et aux risques politiques, ou

- b) toute utilisation ou occupation d'une partie des Installations par le Maître de l'ouvrage ou un tiers (autre qu'un sous-traitant) autorisé par le Maître de l'ouvrage, ou
- c) le fait d'avoir utilisé, ou de s'être fondé sur des études, données ou spécifications fournies ou désignées par ou pour le compte du Maître de l'ouvrage, ou tout autre fait ou circonstance pour lequel le Constructeur a décliné sa responsabilité en vertu du Marché,

le Maître de l'ouvrage devra payer au Constructeur toutes les sommes payables au titre des Installations réalisées, nonobstant le fait que celles-ci auraient été perdues, détruites ou endommagées, et il devra payer au Constructeur la valeur de remplacement de toutes les Installations provisoires ou de celles de ses parties qui auraient été perdues, détruites ou endommagées. Si le Maître de l'ouvrage demande par écrit au Constructeur de remédier aux pertes ou aux dommages ainsi causés aux Installations, le Constructeur devra y remédier aux frais du Maître de l'ouvrage, conformément à la Clause 39 du CCAG. Si le Maître de l'ouvrage ne demande pas par écrit au Constructeur de remédier aux pertes ou dommages ainsi causés aux Installations, le Maître de l'ouvrage devra soit demander une modification conformément à la Clause 39 du CCAG excluant la partie des Installations ainsi perdue, détruite ou endommagée, soit, si la perte ou le dommage affecte une partie substantielle des Installations, résilier le Marché en application de la Clause 42.1 du CCAG.

- 32.3 Le Constructeur répondra de toute perte ou de tout dommage causé aux équipements du Constructeur, ou à tout autre bien du Constructeur utilisé ou destiné à être utilisé pour les besoins des Installations, excepté a) dans les cas visés à la Clause 32.2 ci-dessus (en ce qui concerne les Installations provisoires du Constructeur), et b) lorsque cette perte ou ce dommage a pour cause l'un des événements visés aux alinéas b) et c) de la Clause 32.2 ci-dessus et à la Clause 38.1 du CCAG.
- 32.4 Les dispositions de la Clause 38.3 du CCAG s'appliqueront à toute perte ou à tout dommage causé aux Installations ou à une partie de celles-ci, ou aux équipements du Constructeur, en raison de l'un des événements ou circonstances spécifiés à la Clause 38.1 du CCAG.

33. Pertes ou dommages matériels ; accidents du travail ; indemnisation

33.1 Sous réserve des dispositions de la Clause 33.3 ci-dessous, le Constructeur devra indemniser et garantir le Maître de l'ouvrage et ses employés et dirigeants contre toute poursuite, toute action judiciaire, procédure administrative, réclamation, demande, et action en dommages-intérêts, frais et dépenses de toute nature, y compris les frais et honoraires d'avocat, qui seraient la conséquence d'un décès, de dommages corporels, de la perte de biens ou de dommages matériels (autres que la perte ou l'endommagement des Installations, qu'elles aient ou non été réceptionnées), et découleraient de la fourniture et du montage des Installations, dès lors qu'ils auraient pour cause une négligence du Constructeur, de ses sous-traitants ou de leurs employés, dirigeants ou agents respectifs, exception faite du décès ou des dommages corporels ou matériels qui auraient pour cause une négligence du Maître de l'ouvrage, de ses sous-traitants, de ses employés, de ses dirigeants ou de ses agents.

33.2 Dans le cas où une procédure intentée ou une réclamation dirigée contre le Maître de l'ouvrage serait susceptible de faire jouer la responsabilité du Constructeur en vertu de la Clause 33.1 ci-dessus, le Maître de l'ouvrage devra en aviser le Constructeur sans délai, en lui adressant une notification à cet effet, et le Constructeur pourra, à ses propres frais et au nom du Maître de l'ouvrage, assurer la conduite de cette procédure ou le règlement de cette réclamation, et de toutes négociations destinées à régler cette procédure ou cette réclamation de manière transactionnelle.

Si le Constructeur s'abstient de notifier au Maître de l'ouvrage, dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de cette notification, qu'il entend assurer la conduite de cette procédure ou le règlement de cette réclamation, le Maître de l'ouvrage sera libre de conduire cette procédure en son propre nom. A moins que le Constructeur ne se soit ainsi abstenu de notifier son intention au Maître de l'ouvrage dans ce délai de vingt-huit (28) jours, le Maître de l'ouvrage ne devra faire aucune déclaration qui puisse être préjudiciable à la défense de cette procédure ou de cette réclamation.

Le Maître de l'ouvrage devra, si le Constructeur le lui demande, donner à ce dernier toute l'assistance possible pour assurer la conduite de cette procédure ou le règlement de cette réclamation, auquel cas le Constructeur devra rembourser au Maître de l'ouvrage tous les frais raisonnables encourus pour lui apporter cette assistance.

33.3 Le Maître de l'ouvrage devra indemniser et garantir le Constructeur et ses employés, dirigeants et sous-traitants contre toute responsabilité pour perte ou dommage causé à des biens du Maître de l'ouvrage, autres que les Installations ou leurs parties qui n'auraient pas encore été réceptionnées par ce dernier, du fait d'un incendie, d'une explosion ou de tout autre sinistre, dans la mesure où le préjudice excéderait le montant récupérable en vertu des assurances souscrites en application de la Clause 34 du CCAG, sous réserve que cet incendie, cette explosion ou cet autre sinistre n'ait pas été causé par un acte ou une défaillance du Constructeur.

33.4 La partie pouvant prétendre au bénéfice d'une indemnité en vertu de la présente Clause 33 devra prendre toutes les mesures raisonnables pour atténuer l'ampleur de la perte ou

du dommage ayant pu survenir. Si cette partie s'abstient de prendre ces mesures, les responsabilités de l'autre partie seront réduites en conséquence.

34. Assurances

34.1 En application de l'annexe correspondante (Assurances obligatoires) de l'Acte d'engagement, le Constructeur devra, à ses propres frais, contracter et maintenir en vigueur, ou faire contracter et maintenir en vigueur, les assurances énumérées ci-dessous, pour les montants, avec les franchises et sous les autres conditions stipulées dans cette même annexe, et ce pendant toute la durée d'exécution du Marché. L'identité des assureurs et la forme des polices seront soumises à l'approbation du Maître de l'ouvrage, étant entendu que cette approbation ne devra pas être refusée sans motif légitime.

a) Assurance du fret en cours de transport

Couvrant la perte ou les dommages causés aux matériels et équipements (y compris les pièces de rechange) et aux Equipements du Constructeur devant être fournis par le Constructeur ou ses sous-traitants, et survenant en cours de transport entre les usines ou dépôts de leur fournisseur, fabricant ou constructeur, jusqu'à leur arrivée sur le site.

b) Assurance tous risques des travaux de montage

Couvrant la perte ou les dommages causés aux Installations sur le site, survenant avant l'achèvement des Installations, avec une extension de garantie couvrant la responsabilité du Constructeur au titre de la perte ou des dommages survenant pendant la période de garantie, aussi longtemps que le Constructeur restera sur le site pour exécuter ses obligations pendant la période de garantie.

c) Assurance de responsabilité civile vis-à-vis des tiers

Couvrant les risques de dommages corporels causés à des tiers ou les risques de décès de tiers (y compris le personnel du Maître de l'ouvrage) et les risques de perte ou de dommages causés à des biens, survenant en relation avec la fourniture et le montage des Installations.

d) Assurance de responsabilité automobile

Couvrant l'utilisation de tous les véhicules utilisés par le Constructeur ou ses sous-traitants (qu'ils en soient ou non propriétaires) en relation avec l'exécution du Marché.

e) Assurance contre les accidents du travail

Conformément aux exigences légales applicables dans tout pays où tout ou partie du Marché doit être exécuté.

f) Assurance de responsabilité civile du Maître de l'ouvrage

Conformément aux exigences légales applicables dans tout pays où tout ou partie du Marché doit être exécuté.

g) Autres assurances

Toutes autres assurances qui pourront être spécifiquement convenues entre les parties au Marché présentes, telles qu'énumérées dans l'annexe mentionnée ci-dessus.

- 34.2 Le Maître de l'ouvrage devra être nommément désigné comme co-assuré au titre des polices d'assurance contractées par le Constructeur en vertu de la Clause 34.1 ci-dessus, exception faite de l'assurance de responsabilité civile vis-à-vis des tiers, de l'assurance contre les accidents du travail et de l'assurance de responsabilité civile du Maître de l'ouvrage. En outre, les sous-traitants du Constructeur devront être nommément désignés comme co-assurés au titre des polices d'assurance contractées par le Constructeur en vertu de la Clause 34.1 ci-dessus, exception faite de l'assurance du fret en cours de transport, de l'assurance contre les accidents du travail et de l'assurance de responsabilité civile du Maître de l'ouvrage. Par ailleurs, les assureurs devront renoncer, aux termes de ces polices, à tous leurs droits de subrogation à l'encontre de ces co-assurés, du fait de sinistres ou de demandes d'indemnités résultant de l'exécution du Marché.
- 34.3 Conformément aux dispositions de l'annexe correspondante (Assurances obligatoires) de l'Acte d'engagement, le Constructeur devra fournir au Maître de l'ouvrage des certificats d'assurance (ou des copies des polices d'assurance) prouvant que les polices exigées sont pleinement en vigueur et effectives. Les certificats devront stipuler que les assureurs seront tenus de donner un préavis de vingt et un (21) jours au moins au Maître de l'ouvrage, avant de pouvoir résilier une police ou de lui apporter une modification importante.
- 34.4 Le Constructeur devra veiller à ce que son ou ses sous-traitants souscrivent et maintiennent en vigueur, dans toute la mesure nécessaire, des polices d'assurance appropriées couvrant leur personnel, leurs véhicules et les travaux exécutés par eux en vertu du Marché, à moins que ces sous-traitants ne soient couverts par les polices contractées par le Constructeur.
- 34.5 Le Maître de l'ouvrage devra contracter et maintenir en vigueur à ses propres frais les assurances spécifiées dans l'annexe correspondante (Assurances obligatoires) de l'Acte d'engagement, pour les montants, avec les franchises et dans les conditions stipulées dans cette même annexe. Le Constructeur et les sous-traitants du Constructeur devront être nommément désignés en tant que co-assurés au titre de toutes ces polices. Les assureurs devront renoncer, aux termes de ces polices, à tous leurs droits de subrogation à l'encontre de ces co-assurés, du fait de tous les sinistres ou de toutes les

demandes d'indemnités résultant de l'exécution du Marché. Le Maître de l'ouvrage devra fournir au Constructeur une preuve satisfaisante que les assurances exigées sont pleinement en vigueur et effectives. Les polices devront stipuler que tous les assureurs seront tenus de donner un préavis de vingt et un (21) jours au moins au Constructeur, avant de pouvoir résilier une police ou de lui apporter une modification importante. Si le Constructeur le lui demande, le Maître de l'ouvrage devra lui fournir des copies des polices souscrites par le Maître de l'ouvrage en vertu de la présente Clause 34.5.

- 34.6 Si le Constructeur s'abstient de contracter et/ou de maintenir en vigueur les assurances visées à la Clause 34.1 ci-dessus, le Maître de l'ouvrage pourra contracter ces assurances et les maintenir en vigueur, et déduire de temps à autre de toute somme due au Constructeur en vertu du Marché, toute prime que le Maître de l'ouvrage aura payée à l'assureur, ou recouvrer autrement le montant de la prime ainsi payée, comme si c'était une dette due par le Constructeur.

Si le Maître de l'ouvrage s'abstient de contracter et/ou de maintenir en vigueur les assurances visées à la Clause 34.5 ci-dessus, le Constructeur pourra contracter ces assurances et les maintenir en vigueur, et déduire de temps à autre de toute somme due au Maître de l'ouvrage en vertu du Marché, toute prime que le Constructeur aura payée à l'assureur, ou recouvrer autrement le montant de la prime ainsi payée, comme une dette due par le Maître de l'ouvrage. Cependant, si le Constructeur s'abstient ou est dans l'incapacité de contracter et de maintenir ces assurances en vigueur, il n'encourra aucune responsabilité envers le Maître de l'ouvrage, et le Constructeur pourra exercer tous les recours qui lui sont ouverts à l'encontre du Maître de l'ouvrage, au titre des responsabilités du Maître de l'ouvrage aux termes du Marché.

- 34.7 Sauf stipulation contraire du Marché, le Constructeur devra assurer la préparation et le suivi de tous les dossiers de demandes d'indemnisation présentés en vertu des polices qu'il aura contractées en application de la présente Clause 34 et toutes les sommes payables par des assureurs devront être payées au Constructeur. Le Maître de l'ouvrage devra fournir au Constructeur l'assistance qui pourra être exigée par le Constructeur. Dans tous les cas où des réclamations effectuées au titre d'assurance mettraient en jeu les intérêts du Maître de l'ouvrage, le Constructeur ne devra donner aucune décharge ni conclure aucun règlement transactionnel avec l'assureur, sans avoir obtenu le consentement préalable et écrit du Maître de l'ouvrage. Dans tous les cas où des réclamations d'assurance mettraient en jeu les intérêts du Constructeur, le Maître de l'ouvrage ne devra donner aucune décharge ni conclure aucun règlement transactionnel avec l'assureur, sans avoir obtenu le consentement préalable et écrit du Constructeur.

35. Conditions imprévisibles

- 35.1 Si, pendant l'exécution du Marché, le Constructeur rencontre sur le site des conditions physiques (autres que climatiques) ou des obstacles artificiels qu'un constructeur expérimenté n'aurait pas pu raisonnablement prévoir avant la date de conclusion du

Marché, sur la base d'un examen raisonnable des données fournies par le Maître de l'ouvrage à propos de l'ouvrage (y compris les données sur les sondages), et sur la base des informations qu'il aurait pu obtenir à la suite d'une inspection du site, ou encore sur la base d'autres données sur le site auxquelles il aurait pu aisément accéder, et si le Constructeur détermine qu'il encourra des coûts et dépenses supplémentaires ou aura besoin d'un délai supplémentaire pour exécuter ses obligations aux termes du Marché, en raison de ces conditions ou obstacles, qu'il n'aurait pas encourus ou dont il n'aurait pas eu besoin s'il ne les avait pas rencontrés, le Constructeur devra en aviser sans délai le Directeur de projet par une notification écrite à cet effet, avant d'exécuter des travaux supplémentaires ou d'utiliser des matériels et équipements supplémentaires ou des équipements supplémentaires du Constructeur ; cette notification devra indiquer :

- a) les conditions physiques ou les obstacles artificiels rencontrés sur le site et qui ne pouvaient raisonnablement être prévus ;
- b) les travaux supplémentaires et/ou les matériels et équipements supplémentaires et/ou les équipements supplémentaires du Constructeur qui sont nécessaires, y compris les mesures que le Constructeur prendra ou proposera de prendre afin de surmonter ces conditions ou obstacles ;
- c) l'importance du retard prévu ; et
- d) les coûts et dépenses supplémentaires que le Constructeur est susceptible d'encourir.

A la réception de la notification donnée par le Constructeur en vertu de la présente Clause 35.1, le Directeur de projet devra se concerter sans délai avec le Maître de l'ouvrage et le Constructeur et décider des mesures à prendre pour surmonter les conditions physiques ou les obstacles artificiels rencontrés. A la suite de ces consultations, le Directeur de projet devra donner au Constructeur ses instructions sur les mesures à prendre, en adressant copie de ces instructions au Maître de l'ouvrage.

- 35.2 Le Maître de l'ouvrage devra payer au Constructeur, en supplément du montant du Marché, tous les coûts et dépenses supplémentaires raisonnablement encourus par le Constructeur pour se conformer aux instructions du Directeur de projet, afin de surmonter les conditions physiques ou les obstacles artificiels visés à la Clause 35.1 ci-dessus.
- 35.3 Si le Constructeur est retardé dans l'exécution du Marché ou empêché d'exécuter le Marché en raison de conditions physiques ou d'obstacles artificiels de la nature visée à la Clause 35.1 ci-dessus, le délai d'achèvement sera prolongé conformément à la Clause 40 du CCAG.

36. Modifications des législations et réglementations

- 36.1 Si, au cours des vingt-huit (28) jours qui précèdent la date de dépôt de l'offre, dans le pays où est situé le site, la promulgation, l'abrogation ou la modification (qui sera

réputée inclure toute modification d'interprétation ou d'application par les autorités compétentes) de toute loi, réglementation, ordonnance, ou de tout décret ou réglementation locale ayant force de loi, affecte ultérieurement les frais et dépenses du Constructeur et/ou le délai d'achèvement, le montant du Marché sera augmenté ou réduit en conséquence et/ou le délai d'achèvement sera modifié en conséquence en raison de l'atteinte portée au Constructeur relativement à l'exécution de ses obligations aux termes du Marché. Nonobstant ce qui précède, l'augmentation ou la réduction des coûts ne pourra pas être payée ou créditée séparément si elle a déjà été prévue dans les dispositions de révision de prix, conformément au CCAP en application de la Clause 11.2.

37. Force majeure

37.1 Aux fins du présent Marché, « force majeure » signifie tout événement qui est en dehors du contrôle d'une des parties et qui rend impossible la bonne exécution de ses obligations ou la rend si difficile qu'elle peut être tenue pour impossible dans de telles circonstances. Les événements de force majeure incluent, mais ne sont pas limités aux :

- a) guerres, hostilités et opérations s'apparentant à des guerres (qu'il y ait ou non déclaration de guerre), invasion, acte de guerre civile ou due à un ennemi extérieur ;
- b) rébellion, révolution, insurrection, mutinerie, usurpation par des gouvernements civils ou militaires, complot, émeutes, troubles civils et actes terroristes ;
- c) confiscation, nationalisation, mobilisation, réquisition par ou suivant les ordres d'un gouvernement ou d'une autorité de droit ou de fait, ou suite à un autre acte ou absence d'action d'une autorité locale ou nationale ;
- d) grève, sabotage, lock-out, embargo, restriction des importations, congestion portuaire, manque des moyens habituels de transport publics et de communication, dispute de nature industrielle, naufrage, coupure ou restriction de l'alimentation électrique, épidémies, quarantaine et peste ;
- e) tremblement de terre, glissement de terrain, activité volcanique, feu, inondations, raz de marée, typhon ou cyclone, ouragan, tempête, foudre, ou autre circonstance climatique adverse, onde de choc ou nucléaire ou autre désastre naturel ou physique ;
- f) pénurie de main-d'œuvre, matériaux, eaux ou électricité lorsque cela est du à des causes considérées elles-mêmes comme relevant de la force majeure.

37.2 Si l'une ou l'autre des parties est empêchée, entravée ou retardée dans l'exécution de l'une de ses obligations au titre du Marché par un événement de force majeure, elle devra notifier par écrit à l'autre partie cet événement de force majeure et ses circonstances dans les quatorze (14) jours suivant l'événement.

- 37.3 La partie ayant notifié à l'autre partie un événement de force majeure sera dispensée de l'exécution ou de l'exécution de ses obligations spécifiquement mises en cause au titre du Marché pendant toute la durée de l'événement de force majeure et dans la mesure où l'exécution de ses obligations est empêchée, entravée ou retardée par cet événement. Le délai d'achèvement sera prolongé conformément à la Clause 40 du CCAG.
- 37.4 La partie ou les parties affectée(s) par l'événement de force majeure devra (devront) faire ce qui est en son (leur) pouvoir pour atténuer les effets de cet événement sur son (leur) exécution du Marché et sur ses (leurs) obligations au titre du Marché, sans préjudice, pour l'une ou l'autre des parties, du droit de résilier le Marché conformément aux Clauses 37.6 et 38.5 du CCAG.
- 37.5 Aucun retard ni aucun défaut d'exécution de l'une des parties pour cause d'événement de force majeure ne pourra :
- a) constituer une défaillance ou une rupture du Marché ; ou
 - b) (sous réserve des Clauses 32.2, 38.3 et 38.4 du CCAG) donner lieu à une action en dommages-intérêts ou à une demande de remboursement des coûts supplémentaires occasionnés par l'événement de force majeure ;
- si et dans la mesure où le retard ou le défaut d'exécution en question est causé par un événement de force majeure.
- 37.6 Si l'exécution du Marché est substantiellement empêchée, entravée ou retardée pendant une période de plus de soixante (60) jours consécutifs ou une période globale de plus de cent vingt (120) jours par suite d'un ou de plusieurs événements de force majeure pendant la durée du Marché, les parties tenteront de mettre en place une solution mutuellement satisfaisante, faute de quoi l'une ou l'autre des parties pourra résilier le Marché en avisant l'autre partie, sans préjudice du droit de l'une ou l'autre des parties de résilier le Marché conformément à la Clause 38.5 du CCAG.
- 37.7 En cas de résiliation conformément à la Clause 37.6 ci-dessus, les droits et obligations du Maître de l'ouvrage et du Constructeur seront ceux spécifiés aux Clauses 42.1.2 et 42.1.3 du CCAG.
- 37.8 Nonobstant la Clause 37.5, ci-dessus la force majeure ne pourra s'appliquer à aucune des obligations du Maître de l'ouvrage de payer le Constructeur ci-après.

38. Risques de guerre

- 38.1 Les « risques de guerre » englobent tout événement mentionné aux alinéas a) et b) de la Clause 37.1 du CCAG et toute explosion ou impact de mine, bombe, obus, grenade ou de tout autre projectile, missile, munitions ou explosif de guerre, se produisant ou se trouvant dans ou à proximité du (des) pays où se trouve le site.

38.2 Nonobstant toute autre clause du présent Marché, le Constructeur n'aura aucune responsabilité en ce qui concerne :

- a) la destruction ou l'endommagement des Installations, des matériels et équipements, ou d'une partie de ceux-ci ;
- b) la destruction ou l'endommagement de biens appartenant au Maître de l'ouvrage ou à un tiers ;
- c) les blessures ou décès ;

si la destruction, le dommage, la blessure ou le décès est causé par un risque de guerre, et le Maître de l'ouvrage devra indemniser et mettre le Constructeur à couvert de toute réclamation, responsabilité, action en justice, procès, dommages, et intérêts, coûts, frais ou dépenses survenant en conséquence de ou en relation avec l'événement.

38.3 Si les Installations, ou les matériels et équipements, ou les équipements du Constructeur, ou toute autre propriété du Constructeur utilisée ou devant être utilisée pour réaliser les Installations subissent une destruction ou un dommage à la suite d'un risque de guerre, le Maître de l'ouvrage devra payer le Constructeur pour :

- a) toute partie des Installations ou des matériels et équipements détruite ou endommagée (dans la mesure où la destruction ou le dommage n'est pas déjà payé par le Maître de l'ouvrage) ;
- b) le remplacement ou la remise en état de tout équipement du Constructeur ou de toute autre propriété du Constructeur ayant subi la destruction ou le dommage ; et
- c) le remplacement ou la remise en état des Installations ou des matériels et équipements totalement ou partiellement détruits ou endommagés ; dans la mesure où le Maître de l'ouvrage l'exige et où cela s'avère nécessaire pour l'achèvement des Installations.

Si le Maître de l'ouvrage n'exige pas du Constructeur le remplacement ou la remise en état des Installations détruites ou endommagées, le Maître de l'ouvrage devra soit demander une modification conformément à la Clause 39 du CCAG excluant l'exécution de la partie des Installations détruites ou endommagées ou, lorsque la perte, la destruction ou le dommage affecte une partie importante des Installations, résilier le Marché conformément à la Clause 42.1 du CCAG.

38.4 Nonobstant toute autre clause du présent Marché, le Maître de l'ouvrage devra payer au Constructeur toute augmentation de coût résultant de l'exécution du Marché et, en tout état de cause, imputable à, consécutive à, résultant de ou associée, de quelque façon que ce soit, à un risque de guerre, à condition que le Constructeur informe le Maître de l'ouvrage dès que possible et par écrit de l'augmentation de coût en question.

- 38.5 Si, au cours de l'exécution du Marché, un risque de guerre quelconque se produit et affecte financièrement ou matériellement l'exécution du Marché par le Constructeur, le Constructeur devra faire tout ce qui est en son pouvoir pour exécuter le Marché en accordant la considération nécessaire à la sécurité de son personnel et de celui de ses sous-traitants travaillant sur les Installations, à la condition, toutefois, que si le montage des Installations devenait impossible ou était sérieusement empêché pendant une période de soixante (60) jours consécutifs ou une période globale de cent vingt (120) jours par suite de risque de guerre, les parties devraient essayer de trouver une solution mutuellement satisfaisante, à défaut de quoi l'une ou l'autre des parties pourra résilier le Marché en avisant l'autre partie.
- 38.6 Dans l'éventualité d'une résiliation conformément à la Clause 38.3 ou à la Clause 38.5 ci-dessus, les droits et obligations du Maître de l'ouvrage et du Constructeur seront ceux spécifiés aux Clauses 42.1.2 et 42.1.3. du CCAG.

H. Modification des éléments du marché

39. Modifications des installations

39.1 Introduction des modifications

- 39.1.1 Conformément aux paragraphes 39.2.5 et 39.2.7, ci-dessous le Maître de l'ouvrage disposera du droit de proposer et, ultérieurement, de demander au Directeur de projet de donner instruction au Constructeur, au cours de l'exécution du Marché, de procéder à toute modification de, ou ajout, ou suppression aux Installations (ci-après désignée « modification »), à condition que ladite modification soit conforme à la définition générale des Installations, ne constitue pas un travail sans rapport et soit techniquement possible, compte tenu à la fois de l'état d'avancement des Installations et de la compatibilité technique de la modification envisagée avec la nature des Installations spécifiées aux termes du Marché.
- 39.1.2 Le Constructeur pourra, à différentes reprises au cours de l'exécution du Marché, proposer au Maître de l'ouvrage (avec une copie au Directeur de projet) toute modification que le Constructeur estimera nécessaire ou souhaitable pour améliorer la qualité, l'efficacité ou la sécurité des Installations. Le Maître de l'ouvrage pourra, à sa discrétion, approuver ou rejeter toute modification proposée par le Constructeur, à condition que le Maître de l'ouvrage approuve les modifications proposées par le Constructeur pour garantir la sécurité des Installations.
- 39.1.3 Nonobstant les paragraphes 39.1.1 et 39.1.2, ci-dessus, aucun changement imposé par une défaillance du Constructeur dans l'exécution de ses obligations aux termes du Marché ne pourra être considéré comme une modification, et cette modification ne devra en aucun cas entraîner un ajustement du montant du Marché ou du délai d'achèvement.

39.1.4 La procédure à suivre pour mettre en œuvre les modifications est précisée dans les Clauses 39.2 et 39.3 du CCAG, et de plus amples détails et modèles de document sont fournis dans la Section modèles de documents et procédures du Dossier d'appel d'offres.

39.2 Modification à l'initiative du Maître de l'ouvrage

39.2.1 Si le Maître de l'ouvrage propose une modification conformément au paragraphe 39.1.1 ci-dessus, il adressera au Constructeur une demande pour proposition de modification, demandant au Constructeur de préparer et fournir au Directeur de projet, dès que possible, une « proposition de modification » incluant les éléments suivants :

- a) brève description de la modification
- b) effet sur le délai d'achèvement
- c) estimation du coût de la modification
- d) effet sur les garanties de performance (s'il y en a)
- e) effet sur les installations
- f) effet sur toute autre disposition du Marché

39.2.2 Avant de préparer et de soumettre la proposition de modification, le Constructeur soumettra au Directeur de projet une estimation de la proposition de modification, qui sera une estimation du coût que représente la préparation et soumission de la proposition de modification. Après avoir reçu l'estimation du Constructeur pour la proposition de modification, le Maître de l'ouvrage :

- a) acceptera l'estimation du Constructeur et donnera des instructions au Constructeur pour que celui-ci entame la préparation de la proposition de modification ;
- b) indiquera au Constructeur les parties de l'estimation qu'il considère inacceptables, et demandera au Constructeur de revoir son estimation ;
ou
- c) indiquera au Constructeur que le Maître de l'ouvrage n'a pas l'intention de procéder à cette modification.

39.2.3 Lorsqu'il recevra les instructions du Maître de l'ouvrage d'entamer la préparation de la proposition de modification, conformément à l'alinéa a) de la Clause 39.2.2(a) ci-dessus, le Constructeur le fera diligemment, et préparera cette modification comme indiqué au paragraphe 39.2.1. ci-dessus.

39.2.4 Le montant devant éventuellement être ajouté à ou déduit du montant du Marché si une modification est effectuée doit, dans la mesure du possible, être

calculé conformément aux taux et aux prix inclus dans le Marché. Si ces taux et ces prix ne sont pas équitables, les parties devront se mettre d'accord sur des taux spécifiques pour établir la valeur de la modification.

- 39.2.5 Le Constructeur pourra s'opposer à toute modification requise par le Maître de l'ouvrage lorsque il apparaîtra, avant ou pendant la préparation de la proposition de modification, que le respect de ladite modification et de tous les autres ordres de modification déjà devenus obligatoires pour le Constructeur aux termes de cette Clause 39 aura pour effet, globalement, d'augmenter ou de réduire de plus de quinze pour cent (15 %) le Montant du Marché tel qu'il a été défini à l'Article 2 (Prix du Marché) de l'Acte d'engagement. Le Constructeur pourra notifier son objection avant de fournir la proposition de modification comme décrit ci-dessus. Si le Maître de l'ouvrage accepte l'objection du Constructeur, le Maître de l'ouvrage devra retirer la modification proposée et en aviser le Constructeur par écrit.

Le défaut d'objection par le Constructeur n'affectera ni son droit d'objecter à toute modification ou tout ordre de modification requis ultérieurement, ni son droit de tenir compte, lors d'une éventuelle objection ultérieure, du pourcentage d'augmentation ou de réduction du montant du Marché occasionné par toute modification à laquelle le Constructeur ne s'est pas opposé.

- 39.2.6 Dès réception de la proposition de modification, le Maître de l'ouvrage et le Constructeur se mettront d'accord sur toutes les données qu'elle contiendra. Dans les quatorze (14) jours qui suivront un tel accord, le Maître de l'ouvrage, s'il a l'intention de poursuivre cette modification, émettra à l'intention du Constructeur un ordre de modification.

Si le Maître de l'ouvrage est dans l'impossibilité de prendre une décision dans les quatorze (14) jours, il l'indiquera au Constructeur, en précisant quand le Constructeur peut s'attendre à une décision.

Si le Maître de l'ouvrage décide de ne pas donner suite à cette modification pour quelque raison que ce soit, il le notifiera au Constructeur dans cette même période de quatorze (14) jours. Dans ce cas de figure, le Constructeur aura droit au remboursement de tous les frais qu'il aura raisonnablement encourus dans la préparation de l'ordre de modification, dans la mesure où ces frais ne dépassent pas la somme que le Constructeur aura indiquée dans son estimation de proposition de modification soumise conformément au paragraphe 39.2.2. ci-dessus.

- 39.2.7 Si le Maître de l'ouvrage et le Constructeur sont en désaccord avec l'estimation de l'ajustement de prix, de l'ajustement du délai d'achèvement ou de toute autre donnée indiquée dans la proposition de modification, le Maître de l'ouvrage peut néanmoins donner instruction au Constructeur de poursuivre la modification en émettant un ordre de modification dans l'attente d'un accord.

Dès réception d'un ordre de modification dans l'attente d'un accord, le Constructeur commencera immédiatement à mettre en œuvre la modification faisant l'objet d'un tel ordre. Les parties tenteront ensuite de se mettre d'accord sur les points de désaccord de la proposition de modification.

Si les parties ne parviennent pas à un accord dans les soixante (60) jours suivant la date d'émission d'un ordre de modification dans l'attente d'un accord, elles pourront en référer au Comité de Règlement des Différends conformément à la Clause 47 du CCAG.

39.3 Modification à l'initiative du Constructeur

39.3.1 Si le Constructeur propose une modification, conformément au paragraphe 39.1.2 ci-dessus, le Constructeur proposera par écrit au Directeur de projet une demande de proposition de modification, donnant les raisons pour une telle proposition de modification, et incluant les informations indiquées dans le paragraphe 39.2.1. ci-dessus.

Dès réception de la demande de proposition de modification, les parties suivront la procédure décrite dans les paragraphes 39.2.6 et 39.2.7. ci-dessus. Toutefois, si le Maître de l'ouvrage décidait de ne pas donner suite, le Constructeur ne serait pas en droit de récupérer les frais de préparation de la demande de proposition de modification.

40. Prolongation du délai d'achèvement

40.1 Le(s) délai(s) d'achèvement spécifié(s) dans le CCAP sera (seront) prolongé(s) si le Constructeur est retardé ou empêché dans l'exécution de l'une de ses obligations au titre du Marché pour l'un des motifs suivants :

- a) modification des Installations aux conditions décrites à la Clause 39 du CCAG ;
- b) événement de force majeure stipulé à la Clause 37 du CCAG, circonstance imprévue conformément à la Clause 35 du CCAG, ou autre événement de l'un des points spécifiés ou auxquels il est fait référence aux alinéas a), b) et c) de la Clause 32.2 du CCAG ;
- c) demande de suspension ordonnée par le Maître de l'ouvrage conformément à la Clause 41 du CCAG, ou réduction du rythme d'avancement conformément à la Clause 41.2 du CCAG ;
- d) modification de législation ou de réglementation conformément à la Clause 36 du CCAG ;

- e) défaillance ou rupture de ses obligations contractuelles par le Maître de l'ouvrage, et spécifiquement manquement à fournir les éléments ou fournitures spécifiés à l'annexe correspondante (Définition des travaux et fournitures incombant au Maître de l'ouvrage) de l'Acte d'engagement, ou toute activité, acte ou omission de tout entrepreneur employé par le Maître de l'ouvrage ; ou
- f) retard d'un sous-traitant, à la condition que le retard a pour cause un événement qui aurait donné droit à une prolongation de délai pour le Constructeur lui-même ; ou
- g) tout retard dont la cause est attribuable au Maître d'Ouvrage ou provoqué par les procédures douanières ; ou
- h) tout autre événement spécifiquement mentionné aux termes du Marché ;

cette prolongation sera d'une durée raisonnable quelles que soient les circonstances et reflétera équitablement le retard ou l'empêchement subi par le Constructeur.

40.2 Sauf mention spécifique contraire dans d'autres dispositions du Marché, le Constructeur devra soumettre au Directeur de projet une demande de prolongation du délai d'achèvement, accompagnée des renseignements nécessaires sur l'événement ou la circonstance justifiant cette prolongation, le plus tôt possible après le début de l'événement ou de la circonstance en question. Le plus tôt possible après réception de cette demande et compte tenu des états justificatifs de la demande, le Maître de l'ouvrage et le Constructeur décideront ensemble de la durée de la prolongation. Si le Constructeur n'accepte pas la proposition de prolongation faite par le Maître de l'ouvrage, il aura le droit d'en référer au Comité de Règlement des Différends, conformément à la Clause 47 du CCAG.

40.3 Le Constructeur devra à tout moment faire son possible pour minimiser tout retard dans l'exécution de ses obligations aux termes du Marché.

40.4 Dans les cas où le Constructeur aura soumis au Directeur de Projet une demande de prolongation du Délai d'achèvement conformément à la Clause 40.2 du CCAG, le Constructeur devra consulter le Directeur de Projet afin de déterminer les mesures qui peuvent être prises, le cas échéant, afin de surmonter ou réduire le retard réel ou anticipé. Le Constructeur devra ensuite se conformer à toutes instructions motivées que le Directeur de Projet aura données afin de minimiser ce retard. Si le fait de se conformer à ces instructions entraîne des coûts supplémentaires pour le Constructeur et que celui-ci a droit à une prolongation de délai conformément à la Clause 40.1 du CCAG, le montant de ces coûts supplémentaires sera ajouté au Montant du Marché.

41. Suspension

41.1 Le Maître de l'ouvrage peut demander au Directeur de projet, par notification au Constructeur, d'ordonner au Constructeur de suspendre, totalement ou partiellement, l'exécution de ses obligations au titre du Marché. Cette notification devra spécifier

quelle obligation devra être suspendue, date d'effet et les motifs de la suspension. Le Constructeur devra en conséquence suspendre l'exécution de l'obligation en question (à l'exception des obligations nécessaires à l'entretien ou à la préservation des Installations) jusqu'à ce que le Directeur de projet lui ait demandé par écrit d'en reprendre l'exécution.

Si, en vertu d'un ordre de suspension donné par le Directeur de projet, pour toute raison autre qu'une défaillance ou manquement du Constructeur à ses obligations contractuelles, l'exécution de l'une des obligations du Constructeur est suspendue pendant une période globale de plus de quatre-vingt-dix (90) jours, le Constructeur pourra, à tout moment ultérieur et à condition que la suspension en question soit toujours effective, adresser une notification au Directeur de projet exigeant du Maître de l'ouvrage, dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la notification, qu'il ordonne la reprise de l'exécution ou qu'il demande et, ultérieurement, ordonne, une modification conformément à la Clause 39 du CCAG excluant du Marché l'exécution des obligations suspendues.

Si le Maître de l'ouvrage n'agit pas dans le délai imparti, le Constructeur pourra, au moyen d'une nouvelle notification au Directeur de projet, choisir de considérer la suspension, si elle affecte uniquement une partie des Installations, comme une suppression de la partie des Installations conformément à la Clause 39 du CCAG ou, si elle affecte la totalité des Installations, comme une résiliation du contrat conformément à la Clause 42.1 du CCAG.

41.2 Si :

- a) Le Maître de l'ouvrage n'a pas payé au Constructeur une somme due au titre du Marché dans le délai imparti ou a refusé sans motif suffisant d'approuver une facture ou des pièces justificatives conformément à l'annexe correspondante (Conditions et procédures de paiement) de l'Acte d'engagement, ou commet une importante rupture de Marché, le Constructeur peut adresser au Maître de l'ouvrage une notification exigeant le paiement de ladite somme, et des intérêts correspondants, conformément à la Clause 12.3 du CCAG, ou exigeant l'approbation de la facture ou des pièces justificatives ou spécifiant la rupture et exigeant du Maître de l'ouvrage qu'il y remédie, selon le cas. Si le Maître de l'ouvrage ne règle pas la somme avec les intérêts, ou n'approuve pas la facture ou les pièces justificatives ou ne communique les raisons de son refus, ou ne remédie pas au manquement à ses obligation contractuelles ou ne prend pas les mesures nécessaires pour remédier à cette rupture dans un délai de quatorze (14) jours après réception de la notification du Constructeur ; ou
- b) Le Constructeur est dans l'incapacité d'exécuter l'une de ses obligations au titre du Marché pour une raison attribuable au Maître de l'ouvrage, incluant, de façon non limitative, le fait que le Maître de l'ouvrage ne soit pas en possession

du site ou qu'il ne puisse pas y avoir accès conformément à la Clause 10.2 du CCAG, ou le défaut d'obtention d'une autorisation gouvernementale nécessaire au montage et/ou à l'achèvement des Installations, le Constructeur peut, après avoir donné un préavis de quatorze (14) jours au Maître de l'ouvrage, suspendre l'exécution de ses obligations ou d'une partie de ses obligations au titre du Marché, ou ralentir le rythme d'avancement des travaux.

- 41.3 Si l'exécution des obligations du Constructeur est suspendue ou si le rythme d'avancement des travaux est ralenti conformément à la présente Clause 41, le Délai d'achèvement devra être prolongé conformément à la Clause 40.1 du CCAG et tous les coûts et dépenses supplémentaires engagés par le Constructeur en raison de cette suspension ou de ce ralentissement seront payés au Constructeur par le Maître de l'ouvrage en plus du montant du Marché, sauf dans le cas d'un ordre de suspension ou de ralentissement du rythme d'avancement des travaux motivé par une défaillance du Constructeur ou d'un manquement du Constructeur à ses obligations contractuelles.
- 41.4 Pendant la durée de la suspension, le Constructeur ne pourra retirer du site aucun matériel ou équipement, aucune partie des Installations et aucun équipement du Constructeur, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation par écrit du Maître de l'ouvrage.

42. Résiliation

42.1 Résiliation à l'initiative du Maître de l'ouvrage

- 42.1.1 Le Maître de l'ouvrage pourra à tout moment résilier le Marché pour quelque raison que ce soit en adressant une notification au Constructeur par référence à la présente Clause 42.1.
- 42.1.2 A réception de cette notification, le Constructeur devra, soit immédiatement, soit à la date spécifiée dans la notification :
- a) interrompre tout travail à venir, à l'exception des travaux que le Maître de l'ouvrage aura spécifié dans sa notification dans le seul but de protéger la partie des Installations déjà exécutée ou de tout travail nécessaire pour que le site soit laissé propre et sans danger ;
 - b) résilier tous les contrats de sous-traitance, à l'exception de ceux devant être cédés au Maître de l'ouvrage conformément à l'alinéa d) ii) ci-dessous ;
 - c) retirer du site tous les équipements du Constructeur et rapatrier le personnel du Constructeur et de ses sous-traitant présents sur le site, retirer du site les décombres, ordures et débris de toute sorte et laisser le site propre et sans danger ;

- d) de plus, sous réserve du paiement spécifié au paragraphe 42.1.3 ci-dessous, le Constructeur devra :
 - i) livrer au Maître de l'ouvrage les parties des Installations exécutées par le Constructeur à la date de résiliation ;
 - ii) dans la mesure où cela est juridiquement possible, transférer au Maître de l'ouvrage tout droit, titre et avantage du Constructeur sur les Installations et sur les matériels et équipements à la date de la résiliation et, si le Maître de l'ouvrage l'exige, tout contrat de sous-traitance entre le Constructeur et ses sous-traitants ; et
 - iii) remettre au Maître de l'ouvrage tous les dessins, spécifications et autres documents en rapport avec le site, préparés par le Constructeur ou ses sous-traitants à la date de résiliation.

42.1.3 Dans le cas d'une résiliation du Marché conformément au paragraphe 42.1.1 ci-dessus, le Maître de l'ouvrage devra payer au Constructeur les montants suivants :

- a) Le montant du Marché correctement attribuable aux parties des Installations exécutées par le Constructeur à la date de résiliation ;
- b) les coûts raisonnablement engagés par le Constructeur pour enlever les équipements du Constructeur du site et rapatrier le personnel du Constructeur et de ses sous-traitants présents sur le site ;
- c) toutes les sommes devant être payées par le Constructeur à ses sous-traitants à la suite de la résiliation de tous les contrats de sous-traitance, y compris les frais d'annulation ;
- d) les coûts supportés par le Constructeur pour assurer la protection des Installations et laisser le site propre et sans danger conformément à l'alinéa a) de la Clause 42.1.1 du CCAG ;
- e) le montant nécessaire pour remplir toutes les autres obligations et engagements que le Constructeur aura contractés de bonne foi auprès de tiers, en rapport avec le Marché et non couverts par les alinéas a) à d) ci-dessus.

42.2 Résiliation pour défaillance du Constructeur

42.2.1 Le Maître de l'ouvrage, sans préjudice de tout autre droit ou recours, peut résilier le Marché sur le champ dans les circonstances suivantes par notification à cet effet au Constructeur faisant référence à la présente Clause 42.2 du CCAG et mentionnant les motifs de résiliation :

- a) si le Constructeur fait faillite ou devient insolvable, ou ses biens ont été mis sous séquestre, ou, si étant une société, il est mis en liquidation judiciaire par résolution ou par ordonnance (autre que liquidation volontaire pour cause de fusion ou de restructuration), ou si un administrateur judiciaire est nommé pour administrer une partie quelconque de son entreprise ou de ses actifs, ou si le Constructeur fait l'objet de toute autre action en justice similaire pour cause de dette ;
- b) si le Constructeur cède ou transfère le Marché ou tout droit ou intérêt y afférents en violation des dispositions de la Clause 43 du CCAG ;
- c) si le Constructeur, au jugement du Maître de l'ouvrage, s'est livré à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, collusives, coercitives ou obstructives telles que définies à la Clause 6 du CCAG, au cours de l'attribution ou de l'exécution du Marché.

42.2.2 Si le Constructeur :

- a) a délaissé ou refusé de poursuivre l'exécution du Marché ;
- b) sans motif valable, n'a pas commencé les travaux promptement ou a suspendu (dans des conditions autres que celles prévues à la Clause 41.2 du CCAG) l'avancement de l'exécution du Marché pendant plus de vingt-huit (28) jours après réception de l'ordre écrit du Maître de l'ouvrage d'exécuter le Marché ;
- c) manque, continuellement, à l'exécution de ses obligations contractuelles conformément au Marché ou néglige, de façon persistante, de respecter ses obligations au titre du Marché ;
- d) refuse ou est dans l'incapacité de fournir les matériaux, les services ou la main-d'œuvre nécessaires au montage et à l'achèvement des Installations ainsi qu'il est spécifié au programme fourni à la Clause 18.2 du CCAG et à un rythme d'avancement offrant au Maître de l'ouvrage l'assurance que le Constructeur parviendra à l'achèvement des Installations à la fin du délai d'achèvement ;

le Maître de l'ouvrage peut, sans préjudice de ses autres droits contractuels, notifier au Constructeur la nature de sa défaillance et exiger de celui-ci qu'il y remédie. Si le Constructeur ne remédie pas à cette défaillance ou ne prend pas les mesures nécessaires pour y remédier dans les quatorze (14) jours qui suivent la réception de la notification, le Maître de l'ouvrage peut résilier le Marché sur le champ en notifiant le Constructeur par référence à la présente Clause 42.2.

42.2.3 A réception de la notification conformément aux paragraphes 42.2.1 ou 42.2.2 ci-dessus, le Constructeur doit, soit immédiatement, soit à la date notifiée :

- a) cesser tout travail à venir, à l'exception du travail spécifié par le Maître de l'ouvrage dans le seul but de protéger la partie des Installations déjà exécutée ou des travaux nécessaires à la remise en état du site.
- b) résilier tous les contrats de sous-traitance, à l'exception de ceux devant être cédés au Maître de l'ouvrage conformément à l'alinéa d) ci-dessous ;
- c) livrer au Maître de l'ouvrage les parties des Installations exécutées par le Constructeur à la date de la résiliation ;
- d) dans la mesure où cela est juridiquement possible, céder au Maître de l'ouvrage tout droit, titre et avantage que le Constructeur détient au titre de l'ouvrage et sur les matériels et les équipements à la date de résiliation et, si le Maître de l'ouvrage le demande, sur tous les contrats de sous-traitance entre le Constructeur et ses sous-traitants ; et
- e) livrer au Maître de l'ouvrage tous les plans, spécifications et autres documents en rapport avec les Installations préparés par le Constructeur et ses sous-traitants à la date de résiliation.

42.2.4 Le Maître de l'ouvrage peut pénétrer sur le site, en expulser le Constructeur et achever les Installations lui-même ou en employant un tiers. Le Maître de l'ouvrage peut, à l'exclusion de tout droit du Constructeur sur les équipements en question, reprendre et utiliser tout équipement du Constructeur appartenant au Constructeur et se trouvant sur le site pour la réalisation des Installations, pendant la durée que le Maître de l'ouvrage jugera nécessaire pour la fourniture et le montage des Installations, contre paiement d'un juste prix de location au Constructeur, les coûts de maintenance étant à la charge du Maître de l'ouvrage, et le Maître de l'ouvrage indemnise sans réserve le Constructeur pour toute responsabilité, dégât ou accident découlant de l'utilisation desdits équipements par le Maître de l'ouvrage.

A l'achèvement des Installations ou à toute autre date antérieure laissée à la discrétion du Maître de l'ouvrage, ce dernier notifiera au Constructeur sa décision de lui rendre les équipements du Constructeur sur le site ou à proximité du site, et les lui rendra conformément à cette notification. Le Constructeur devra alors, sans délai et à ses frais, enlever ou faire enlever ces équipements du site.

42.2.5 Conformément au paragraphe 42.2.6 ci-dessous, le Constructeur sera habilité à se faire payer le montant du Marché imputable aux Installations exécutées à la date de la résiliation, la valeur de tout matériel ou équipement inutilisé ou partiellement utilisé et, le cas échéant, les coûts supportés pour protéger les Installations et remettre le site en état conformément à l'alinéa a) de la Clause

42.2.3 du CCAG. Toute somme due par le Constructeur au Maître de l'ouvrage à la date de résiliation sera déduite du montant à payer au Constructeur au titre du Marché.

42.2.6 Si le Maître de l'ouvrage achève les Installations, le coût de l'achèvement des Installations par le Maître de l'ouvrage devra être déterminé.

Si la somme que le Constructeur est habilité à se faire payer conformément au paragraphe 42.2.5 ci-dessus, plus les coûts raisonnables supportés par le Maître de l'ouvrage pour achever les Installations est supérieure au montant du Marché, le Constructeur sera responsable de ce dépassement.

Si ce dépassement est supérieur aux sommes dues au Constructeur aux termes du paragraphe 42.2.5 ci-dessus, le Constructeur versera la différence au Maître de l'ouvrage, et si ce dépassement est inférieur aux sommes dues au Constructeur aux termes dudit paragraphe 42.2.5, le Maître de l'ouvrage versera la différence au Constructeur.

Le Maître de l'ouvrage et le Constructeur conviendront par écrit du calcul mentionné ci-dessus et de la façon dont les sommes seront payées.

42.3 Résiliation par le Constructeur

42.3.1 Si :

- a) le Maître de l'ouvrage n'a pas effectué les paiements dus au Constructeur au titre du Marché dans les délais qui lui étaient impartis ; ou n'a pas approuvé une facture ou des pièces justificatives sans motif valable conformément à l'annexe correspondante (Conditions de paiement) de l'Acte d'engagement ; ou contrevient à une obligation contractuelle essentielle, le Constructeur peut adresser au Maître de l'ouvrage une notification l'enjoignant de payer ladite somme et les intérêts qui s'y appliquent conformément à la Clause 12.3 du CCAG, ou l'enjoignant d'approuver la facture ou les pièces justificatives, ou stipulant qu'il y a manquement à une obligation contractuelle et enjoignant le Maître de l'ouvrage d'y remédier, selon le cas. Si le Maître de l'ouvrage ne paie pas la somme et les intérêts, n'approuve pas la facture ou les pièces justificatives et ne communique pas les raisons justifiant son refus d'approbation, ou ne remédie pas à ce manquement ou ne prend aucune mesure pour y remédier dans les quatorze (14) jours suivant réception de la notification par le Constructeur ; ou
- b) le Constructeur est dans l'incapacité de remplir l'une de ses obligations au titre du Marché pour une raison quelconque imputable au Maître de l'ouvrage, y compris, de façon non limitative, le fait que le Maître de l'ouvrage ne lui donne pas possession du ou accès au site ou d'autres

lieux, ou ne puisse pas obtenir une autorisation gouvernementale nécessaire à l'exécution et à l'achèvement de l'ouvrage ;

le Constructeur peut en aviser le Maître de l'ouvrage et, si le Maître de l'ouvrage n'a pas payé la somme à régler ou n'a pas approuvé la facture ou les pièces justificatives ni fourni les motifs de son refus d'approbation ou n'a pas remédié au manquement de ses obligations contractuelles dans les vingt-huit (28) jours suivant cette notification, ou si le Constructeur est toujours dans l'incapacité de remplir l'une de ses obligations aux termes du Marché, pour une raison imputable au Maître de l'ouvrage, dans les vingt-huit (28) jours suivant la notification, le Constructeur peut immédiatement résilier le Marché en adressant au Maître de l'ouvrage une seconde notification faisant référence à ce paragraphe 42.3.1. du CCAG.

42.3.2 Le Constructeur peut immédiatement résilier le Marché en adressant au Maître de l'ouvrage une notification à cet effet, faisant référence au présent paragraphe 42.3.2, si le Maître de l'ouvrage fait faillite ou devient insolvable, ou fait l'objet d'une ordonnance de mise sous séquestre, ou, si le Maître de l'ouvrage est une société, s'il est mis en liquidation judiciaire par ordonnance (autre que liquidation volontaire pour cause de fusion ou de restructuration), ou si un administrateur judiciaire est nommé pour administrer une partie quelconque de son entreprise ou de ses actifs, ou si le Maître de l'ouvrage fait l'objet de toute autre action en justice similaire.

42.3.3 Si le Marché est résilié aux termes des paragraphes 42.3.1 ou 42.3.2 ci-dessus, le Constructeur devra immédiatement :

- a) cesser tout travail à venir, à l'exception des travaux nécessaires à la protection de la partie des Installations déjà exécutée et à la remise en état du site ;
- b) résilier les contrats de sous-traitance, à l'exception de ceux devant être cédés au Maître de l'ouvrage conformément à l'alinéa d) ii) ci-dessous ;
- c) retirer du site tous les équipements du Constructeur et rapatrier le personnel du Constructeur et des sous-traitants présents sur le site ; et
- d) de plus, le Constructeur, sous réserve du paiement spécifié au paragraphe 42.3.4 ci-dessous, devra :
 - i) livrer au Maître de l'ouvrage les parties des Installations exécutées par le Constructeur à la date de résiliation ;
 - ii) dans la mesure où cela est juridiquement possible, céder au Maître de l'ouvrage tout droit, titre et avantage détenu par le Constructeur sur les Installations et sur les matériels et les équipements à la date de résiliation, et, si le Maître de l'ouvrage

l'exige, sur tous les contrats de sous-traitance entre le Constructeur et ses sous- traitants ; et

- iii) livrer au Maître de l'ouvrage tous les dessins, spécifications, et autres documents se rapportant aux Installations, préparés par le Constructeur ou ses sous-traitants à la date de résiliation.

42.3.4 Si le Marché est résilié aux termes des paragraphes 42.3.1 et 42.3.2 ci-dessus, le Maître de l'ouvrage devra verser au Constructeur les montants spécifiés à la Clause 42.1.3 du CCAG, et une compensation raisonnable pour toute perte ou dommage, à l'exclusion d'une perte de profit, subi par le Constructeur par suite de, en relation avec, ou en conséquence de cette résiliation.

42.3.5 La résiliation par le Constructeur conformément à la présente Clause 42.3 est sans préjudice à d'autres droits et recours que le Constructeur peut exercer à la place de ou en plus des droits conférés par la présente Clause 42.3.

42.4 En ce qui concerne la présente Clause 42, l'expression « Installations réalisées » doit comprendre tous les travaux exécutés, les services de montage fournis et l'ensemble des matériels et équipements acquis (ou sujet à une obligation légale d'achat) par le Constructeur et utilisés ou devant être utilisés pour les Installations, jusqu'à la date de résiliation incluse.

42.5 En ce qui concerne la présente Clause 42 et pour le calcul des sommes dues par le Maître de l'ouvrage au Constructeur, toute somme précédemment payée par le Maître de l'ouvrage au Constructeur au titre du Marché devra être dûment comptabilisée, y compris toute avance versée conformément à l'annexe correspondante (Conditions de paiement) de l'Acte d'engagement.

43. Cession

43.1 Ni le Maître de l'ouvrage ni le Constructeur ne pourront, sans le consentement écrit formel de l'autre partie (consentement qui ne pourra pas être refusé sans motif valable) céder à un tiers le Marché, ou une partie de celui-ci, ou tout droit, avantage, obligation ou intérêt inclus dans celui-ci, excepté que le Constructeur sera autorisé à céder soit absolument soit par imputation toutes sommes qui lui sont dues ou susceptibles de lui être dues au titre du Marché.

44. Restrictions d'exportations

Nonobstant toute obligation d'entreprendre les formalités d'exportation dans le cadre du Marché, toute restriction d'exportation imputable au Maître d'Ouvrage, vers le pays du Maître d'Ouvrage, ou à l'usage des Equipements et Services de montage à fournir, lorsque de telles restrictions d'exportation résultent de l'application de la réglementation du commerce d'un pays qui fournit ces Equipements et Services de montage, et si une telle restriction fait entrave au Constructeur dans l'accomplissement de ses obligations

contractuelles le Constructeur ne sera pas tenu de satisfaire à ses obligations de fournir les Equipements ou Services de montage. Cependant ceci est à la condition expresse que le Constructeur soit en mesure de démontrer, à la satisfaction du Maître d’Ouvrage et de l’Agence, qu’il a accompli toutes les formalités requises avec diligence, y compris la demande de tout permis, autorisation(s) et licence(s) nécessaires à la livraison des Equipements et Services de montage dans le cadre du Marché. La résiliation du Marché à ce titre sera réputée être à la convenance du Maître d’Ouvrage, en application de la Clause 42.1 du CCAG.

I. Règlements des différends

45. Désignation et Constitution du Comité de Règlements de différends

- 45.1 Les différends seront soumis à un Comité de Règlement des Différends (CRD) conformément aux dispositions de l’Article 47 du CCAG. Les Parties nommeront le ou les membres du CRD au plus tard à la date figurant au CCAP.
- 45.2 Conformément aux dispositions du CCAP, le CRD comprendra soit une, soit trois personnes qualifiées (les « membres » ou « les membres du Comité »), qui devront parler couramment la langue de communication définie au Marché et posséder une expérience professionnelle dans le domaine des activités exécutées au titre du Marché et dans l’interprétation des documents du Marché. Si le nombre des personnes constituant le Comité n’est pas défini au CCAP et que les Parties n’en conviennent autrement, le Comité sera constitué de trois personnes dont une exercera les fonctions de président du Comité.
- 45.3 Si les Parties n’ont pas conjointement nommé les membres du Comité dans les 21 jours précédant la date stipulée au CCAP, et si le CRD doit comprendre trois personnes, chacune des Parties désignera un membre du Comité, dont la nomination devra être approuvée par l’autre Partie. Les deux membres ainsi nommés devront en proposer un troisième qui sera nommé conjointement par les Parties et remplira les fonctions de président du Comité.
- 45.4 Toutefois, si le CCAP contient une liste de membres éventuels du Comité, les membres du CRD seront choisis sur cette liste, à l’exception des personnes qui se trouveraient dans l’impossibilité d’accepter leur désignation ou n’y consentiraient pas.
- 45.5 L’accord passé entre les Parties et le ou les membres du CRD incorporera par référence les Conditions Générales du CRD figurant en annexe A au CCAG, modifiées comme convenu entre les Parties et le ou les membres du Comité.
- 45.6 Les conditions de rémunération du ou des membres du Comité ainsi que celle de tout expert que le CRD consultera le cas échéant seront déterminé conjointement par les Parties dans l’accord passé avec le ou les membres du CRD ou, le cas échéant, les experts. Chacune des Parties sera responsable du règlement de la moitié de la rémunération.

- 45.7 Si un membre du Comité refuse de remplir ses fonctions ou ne peut le faire par suite de décès, maladie ou incapacité, ou s'il a donné sa démission, ou s'il a été mis fin à ses fonctions, son remplaçant sera nommé dans les mêmes conditions que celles ayant régi sa propre nomination, telles qu'elles figurent au présent article.
- 45.8 Il peut être mis fin aux fonctions du ou des membres du Comité par accord entre les Parties, et non par décision unilatérale du Maître de l'Ouvrage ou de le Constructeur. A moins qu'il n'en soit convenu autrement entre les Parties, la constitution du Comité (et la nomination de chacun de ses membres) prendra fin lorsque le Certificat de Réception Opérationnelle aura été établi conformément à l'Article 25 du CCAG.

46. Absence d'accord sur la composition du CRD

Dans les circonstances suivantes :

- (a) si les Parties ne parviennent pas à s'entendre sur la nomination du membre unique du CRD au plus tard à la date figurant à l'article 45 du CCAG ; ou
- (b) si l'une des deux Parties s'abstient de désigner un des membres du CRD (pour approbation par l'autre Partie) au plus tard à cette date ; ou
- (c) si les Parties ne parviennent pas à s'entendre sur la nomination du troisième membre du CRD au plus tard à cette date; ou
- (d) si les Parties ne parviennent pas à s'entendre sur la nomination d'une personne en remplacement du membre unique ou d'un des trois membres du Comité dans les 42 jours suivant la date à laquelle le membre en question refuse de remplir ses fonctions ou se trouve dans l'impossibilité de le faire par suite de décès, maladie, incapacité ou démission, ou s'il a été mis fin à ses fonctions,

l'Autorité de Nomination ou la personne désignée au CCAP, à la demande de l'une ou des deux Parties nommera le nouveau membre du CRD, après consultation de chacune d'entre elles. Chaque Partie sera responsable du règlement de la moitié de la rémunération de l'Autorité de Nomination ou de la personne désignée au CCAP.

47. Décision du Comité de Règlement des Différends

- 47.1 Si un différend, de quelque nature que ce soit, s'élève entre les Parties en relation avec l'exécution du Marché, qu'il s'agisse d'un différend relatif à un certificat, une constatation, instruction, opinion ou évaluation, ou tout autre différend, chacune des Parties peut référer au CRD le différend par écrit avec copie à l'autre Partie et au Chef de Projet, et ce par référence expresse au présent article. Si le CRD comprend trois membres, la date de réception de cette demande sera considérée comme étant celle où elle est parvenue au président du CRD.

- 47.2 Chacune des Parties mettra à la disposition du CRD toute information complémentaire, donnera accès au Site, et mettra à la disposition du CRD les moyens que celui-ci pourra requérir afin de régler le différend en question. Le CRD ne sera pas considéré comme intervenant en tant qu'arbitre.
- 47.3 Dans les 84 jours suivant la date de la demande présentée au CRD, ou dans tout autre délai proposé par le CRD et accepté par les deux Parties, le CRD formulera sa décision, qui sera motivée et fera expressément référence au présent article. Cette décision engagera les Parties, qui la mettront sur le champ à exécution moins qu'elle ne soit modifiée par accord amiable ou décision arbitrale ainsi qu'indiqué ci-après. A moins que le Marché n'ait été dissout ou résilié, le Constructeur devra poursuivre l'exécution des Installations conformément aux termes du Marché.
- 47.4 Si l'une des Parties n'est pas satisfaite de la décision du CRD, elle pourra dans les 28 jours suivant la réception de la décision en question, en informer l'autre Partie et lui notifier son intention de soumettre le différend à l'arbitrage. Si le CRD ne parvient pas à atteindre une décision dans les 84 jours (ou toute autre délai convenu entre les Parties) suivant sa saisine, chacune des Parties pourra, à l'issue d'une période additionnelle de 28 jours, informer l'autre Partie de son désaccord et lui notifier son intention de soumettre le différend à l'arbitrage.
- 47.5 Dans les deux cas, la notification de ce désaccord mentionnera qu'elle est soumise conformément au présent article, et détaillera l'objet du différend ainsi que les motifs de désaccord. Excepté comme il en est disposé aux Articles 50 et 51, aucune Partie ne pourra soumettre un différend à l'arbitrage à moins que le désaccord en question n'ait été notifié conformément au présent article.
- 47.6 Si le CRD a atteint une décision relative à un différend et l'a soumise à chacune des Parties, et qu'aucune des deux Parties n'a notifié son désaccord dans les 28 jours suivant la réception de la décision du CRD, cette décision deviendra définitive et engagera les Parties.

48. Règlement amiable des Différends

Lorsqu'un désaccord a été notifié par écrit conformément aux dispositions de l'Article 47 ci-dessus, les deux Parties devront s'efforcer de régler leur différend à l'amiable avant le commencement de la procédure d'arbitrage. Toutefois, à moins que les deux Parties n'en conviennent autrement, la procédure d'arbitrage pourra commencer à partir du 56^{ième} jour suivant la date où le désaccord et l'intention d'engager l'arbitrage ont été notifiés, même si aucune tentative de règlement amiable n'a été effectuée.

49. Arbitrage

- 49.1 A moins que le CCAP n'en dispose autrement, tout différend qui n'a pas été réglé à l'amiable et pour lequel la décision du CRD (le cas échéant) n'est pas devenue

définitive et obligatoire sera tranché en dernier ressort par arbitrage. A moins qu'il n'en soit convenu autrement entre les Parties, l'arbitrage se déroulera de la façon suivante :

(a) Marchés passés avec un Constructeur étranger:

- (i) Le différend sera soumis à l'arbitrage international selon une procédure administrée par l'institution d'arbitrage internationale désignée dans le CCAP, et selon le règlement d'arbitrage de cette institution;
- (ii) Le lieu de l'arbitrage sera la ville où l'institution d'arbitrage désignée a son siège, ou tout autre lieu retenu conformément au règlement d'arbitrage de cette institution désignée;
- (iii) L'arbitrage sera conduit dans la langue de communication stipulée à l'Article 5.2 du CCAP.

(b) Marchés passés avec un Constructeur national:

La procédure d'arbitrage sera conduite conformément au droit applicable dans le pays du Maître de l'Ouvrage.

49.2 L'arbitre (s) aura tout pouvoir pour considérer, examiner ou modifier tout certificat, constatation, instruction, opinion, ou évaluation du Chef de Projet ainsi que toute décision du CRD afférents au différend. Rien ne pourra disqualifier le Chef de Projet d'être appelé ou entendu comme témoin devant le tribunal arbitral sur quelque point que ce soit ayant trait au différend.

49.3 Au cours de la procédure arbitrale, aucune des Parties ne sera limitée aux preuves et aux arguments précédemment invoqués devant le CRD lorsque celui a été invité à statuer, ou aux motifs qu'elle a soulevés lorsqu'elle a notifié son désaccord. Les décisions du CRD constitueront un élément recevable au cours de la procédure d'arbitrage.

49.4 La procédure d'arbitrage pourra être engagée avant, pendant ou après l'achèvement des Installations. Les obligations des Parties, du PM et du CRD ne seront pas modifiées en raison de l'arbitrage conduit en cours d'exécution des Installations.

50. Carence à exécuter une décision du Comité de règlement des Différends

S'il s'avère qu'une des Parties ne se conforme pas à une décision à caractère définitif et obligatoire du CRD, sans préjudice de tout autre droit qui lui est imparti, l'autre Partie pourra, soumettre cette carence à l'arbitrage conformément à l'Article 49 du CCAG , auquel cas les dispositions des Articles 47 et 48 du CCAG ne s'appliqueront pas.

51. Fin du mandat du Comité de règlement des Différends

Si un différend s'élève entre les Parties en relation avec l'exécution du marché, et qu'aucun CRD n'est alors constitué, soit que le mandat du CRD soit arrivé à expiration, ou bien pour toute raison,

- a) les Articles 47 et 48 du CCAG ne s'appliqueront pas;
- b) le différend sera directement soumis à arbitrage conformément à l'Article 49 du CCAG.

Section VII : Cahier de Clauses Administratives Particulières

Table des matières

1.	Définitions (clause 1 du CCAG)	161
2.	Droit applicable et Langue (clause 5 du CCAG)	161
3.	Etendue des prestations (pièce de rechange) (clause 7 du CCAG).....	161
4.	Date de commencement et d'achèvement (clause 8 du CCAG).....	162
5.	Montant du Marché (clause 11 du CCAG)	162
6.	Garantie (clause 13 du CCAG)	162
7.	Montage (clause 22 du CCAG)	163
8.	Mise en service et réception opérationnelles (clause 25 du CCAG)	163
9.	Garantie de délai d'achèvement (clause 26 du CCAG).....	164
10.	Garantie (clause 27 du CCAG)	164
11.	Règlement des différends (clause 45,46 et 49 du CCAG)	165

Cahier des clauses administratives particulières

Le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) qui suit précise le Cahier des clauses administratives générales (CCAG). Lorsqu'il y a contradiction, les clauses ci-après prévalent par rapport aux clauses du CCAG. Les numéros des clauses correspondantes du CCAG sont indiqués entre parenthèses

1. Définitions (clause 1 du CCAG)

Le Maître de l'ouvrage est : *[Nom, adresse, numéros de téléphone, télex et télécopie]*

Le Directeur de projet est : *[Nom, adresse, numéros de téléphone, télex et télécopie]*

Le Constructeur est : *[Nom, adresse, numéros de téléphone, télex et télécopie]*

Le Représentant du Constructeur est : *[Nom, adresse, numéros de téléphone, télex et télécopie]*

Pays d'origine: L'utilisation de fournitures et services provenant de pays sous embargo de de l'Union européenne, de l'Union Africaine, des Nations Unies, est prohibée.

2. Droit applicable et Langue (clause 5 du CCAG)

Clause type

Clause 5.1 du CCAG :	Le Marché sera interprété conformément au droit applicable dans le pays du Maître de l'ouvrage
Clause 5.2 du CCAG :	La Langue est le français
Clause 5.3 du CCAG :	La Langue de communication est le français

3. Etendue des prestations (pièce de rechange) (clause 7 du CCAG)

2) Clause 7.3 du CCAG :	Le Constructeur convient de fournir des pièces de rechange pendant une période (exprimée en années) de : (conforme aux CCTP)
-------------------------	--

Clause type

Clause 7.4 du CCAG :	Le Constructeur aura des stocks suffisants pour fournir à partir du stock des pièces détachées consommables pour les matériels et équipements. Les autres pièces détachées et éléments seront fournis aussi rapidement que possible, dans un délai n'excédant pas six (6) mois après l'émission de l'ordre et l'ouverture de la
----------------------	---

lettre de crédit. De plus, dans le cas où la production de pièces détachées serait arrêtée, notification préalable sera faite au Maître de l'ouvrage de cet arrêt de production, suffisamment de temps à l'avance pour que le Maître de l'ouvrage puisse se procurer les éléments nécessaires. Après un tel arrêt de production, le Constructeur fournira dans la mesure du possible et gratuitement au Maître de l'ouvrage les dessins et spécifications des pièces détachées, si on le lui demande.

4. Date de commencement et d'achèvement (clause 8 du CCAG)

Clause type

Clause 8.1 du CCAG : Le Constructeur commencera les fabrications et travaux concernant les Installations à partir de la date d'entrée en vigueur servant à déterminer la date d'achèvement précisée dans l'Acte d'engagement.

Clause 8.2 du CCAG : Les ouvrages seront terminés dans les délais suivants :
.

5. Montant du Marché (clause 11 du CCAG)

Clause type

Clause 11.2 du CCAG : Le montant du Marché est ferme

6. Garantie (clause 13 du CCAG)

Clause 13.3.1 du CCAG : Le montant de la garantie de bonne exécution pour les Installations ou pour la partie des Installations pour laquelle une Date d'achèvement différente a été spécifiée est de : dix pour cent (10%)

Après la réception provisoire, elle sera réduite de **cinq pour cent (5%)**.

Clause 14.1 du CCAG : Les prix du Marché sont hors taxes et hors douane

Clause 13.3.2 du CCAG : La garantie opérationnelle sera fournie sous la forme d'une **garantie inconditionnelle**, dont le modèle figure dans ce Dossier d'appel d'offres dans la section VII Modèles de documents et procédures.

~~Clause 13.3.3 du CCAG :~~ ~~La garantie opérationnelle sera réduite à dix pour cent (10 %) de la valeur de la partie couverte par la garantie étendue, pour couvrir la garantie étendue du Constructeur, en accord avec les dispositions du CCAP, et conformément à la Clause 27.10 du CCAG.~~

7. Montage (clause 22 du CCAG)

Clause 22.2.5 du CCAG : Heures de travail
Les heures normales de travail sont :

Clause 22.2.8 du CCAG : Dispositions relatives aux funérailles :

8. Mise en service et réception opérationnelles (clause 25 du CCAG)

Clause 25.2.2 du CCAG : L'essai de garantie des Installations devra être réalisé avec succès dans les ____ jours suivant la date d'achèvement.

9. Garantie de délai d'achèvement (clause 26 du CCAG)

- 5) Clause 26.2 du CCAG : Pénalité de retard applicable : En cas de retard exclusivement imputable au Constructeur dans l'exécution du présent marché, ce dernier encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités sur le montant des prestations en retard à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, exclusives de toute autre réparation du fait du retard.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \cdot R / 1\,000$$

Dans cette formule, P = le montant de la pénalité, V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable et R = le nombre de jours de retard.

Dans tous les cas de retard entraînant des pénalités, les empêchements résultant de la force majeure peuvent être invoqués avant l'expiration des délais contractuels par le Fournisseur à qui il incombe d'en apporter la preuve ; l'ASECNA appréciera la valeur des excuses alléguées et pourra prononcer l'exonération totale ou partielle de la pénalité.

Le montant des pénalités est plafonné à dix pour cent (10%) du montant total du marché. Lorsque ce plafond sera atteint l'ASECNA pourra d'office procéder à la résiliation du marché.

- Clause 26.3 du CCAG : Taux applicable pour la prime versée en cas d'achèvement des Installations avant la date contractuelle :

- Clause 26.3 du CCAG : Aucune prime ne sera accordée en cas d'achèvement des Installations avant la date contractuelle.

10. Garantie (clause 27 du CCAG)

- Clause 27.10 du CCAG : Les parties couvertes par la garantie étendue sont _____, et la période de garantie étendue sera de ____ mois.

11. Règlement des différends (clause 45,46 et 49 du CCAG)

Clause 45 du CCAG : L'arbitrage sera privilégié

Clause 46 du CCAG :

Clause 49 du CCAG :

Dispositions supplémentaires relatives au nantissement et au paiement direct des sous-traitants

A. Nantissement

Le nantissement des marchés publics est une mesure destinée à faciliter leur financement.

Il permet au titulaire d'un marché et à ses sous-traitants admis au bénéfice du paiement direct d'obtenir des prêts ou des avances sous certaines conditions.

A cet effet, un acte ayant pour objet le nantissement du Marché est passé entre le Constructeur titulaire du Marché et l'institution qui consent cette facilité. En outre l'exemplaire unique du Marché est remis par le titulaire à cette institution à titre de garantie.

Cette institution, le créancier, notifie alors ou fait signifier le nantissement au Maître de l'Ouvrage, lequel lui règle directement, sauf empêchement à paiement, les sommes dues par le Maître de l'Ouvrage au titre de l'exécution du Marché.

Les dispositions suivantes viennent compléter le CCAG et se réfèrent à la numération des articles du CCAG :

- 3.31 De plus, le Constructeur peut céder ou déléguer au profit des banquiers du Constructeur tout ou partie des sommes dues ou à devoir au titre du Marché.
- 4.5 Pièces à délivrer au Constructeur en cas de nantissement du marché.
- 4.51 Dès la notification du marché, le Maître de l'Ouvrage délivre sans frais au Constructeur, contre reçu, une expédition certifiée conforme de l'Acte d'engagement et des autres pièces que mentionne le 11 du présent Article à l'exclusion du CCAG. Il en est de même, dès leur signature, pour les pièces que mentionne le 2 du présent Article.
- 4.52 Le Maître de l'Ouvrage délivre également, sans frais, au Constructeur, aux cotraitants et aux sous-traitants payés directement les pièces qui leur sont nécessaires pour le nantissement de leurs créances.

B. Paiement direct aux sous-traitants

Le paiement direct par le Maître de l’Ouvrage des prestations exécutées par les entrepreneurs sous-traitants permet à ces derniers d’avoir la certitude d’être payés “au même titre que le Constructeur principal” - dès lors qu’ils accomplissent les prestations dont ils sont responsables. Les prestations faisant l’objet de paiement direct peuvent être connues dès le dépôt de l’offre. Lorsque les sous-traitants ont déclarés postérieurement à la conclusion du Marché leur acceptation et l’agrément des conditions de leurs conditions de paiement doivent figurer dans un avenant ou dans un acte spécial.

Les dispositions suivantes viennent compléter le CCAG et se réfèrent à la numérotation des articles du CCAG :

- 3.33 Le sous-traitant agréé peut obtenir directement du Maître de l’Ouvrage si celui-ci et les autorités dont l’approbation est nécessaire à l’entrée en vigueur du Marché en sont d’accord ou si la réglementation applicable l’impose, le règlement des travaux, fournitures ou services dont il a assuré l’exécution et qui n’ont pas déjà donné lieu à paiement au profit du titulaire du Marché.

Dans ce cas, le Constructeur remet au Directeur de Projet, avant tout commencement d’exécution du contrat de sous-traitance, une déclaration mentionnant:

- (a) la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue,
- (b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l’adresse du sous-traitant proposé,
- (c) les conditions de paiements prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant prévisionnel de chaque sous-traité, notamment la date d’établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités.

Le Chef du Projet doit revêtir de son visa toutes les pièces justificatives servant de base au paiement direct. Il dispose d’un délai d’un (1) mois pour signifier son acceptation ou son refus motivé. Passé ce délai, le Directeur de Projet est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives qu’il n’a pas expressément refusées.

Lorsque le sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d’acceptation, d’établir que la cession ou le nantissement de créances résultant du Marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

11.9 Rémunération des entrepreneurs sous-traitants payés directement.

Les travaux exécutés par des sous-traitants ayant droit au paiement direct sont payés dans les conditions stipulées par le Marché, un avenant ou un acte spécial.

13.5 Règlement en cas de sous-traitants payés directement

13.51 Lorsqu’un sous-traitant bénéficie d’un paiement direct, le Constructeur joint au projet de décompte une attestation indiquant la somme à prélever, sur celles

qui lui sont dues, pour la partie de la prestation exécutée, et que le Chef de Projet devra faire régler à ce sous-traitant. Lorsque le sous-traitant est de nationalité étrangère, le projet de décompte distinguera les montants payables en monnaies nationale et étrangères.

Les paiements du sous-traitant intéressé sont effectués dans la limite du montant des états d'acomptes et de solde ainsi que des attestations prévues à l'alinéa précédent.

Le montant total des paiements effectués au profit d'un sous-traitant ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du Marché ne peut excéder le montant à sous-traiter qui est stipulé dans le Marché.

13.52 Le Constructeur est seul habilité à présenter les projets de décomptes et à accepter le décompte général; sont seules recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

13.53 Les paiements à faire au sous-traitant sont effectués sur la base des pièces justificatives et de l'acceptation du Constructeur donnée sous la forme d'une attestation, transmises par celui-ci conformément aux stipulations de l'Article 13.51.

Dès réception de ces pièces, le Maître de l'Ouvrage avise directement le sous-traitant de la date de réception du projet de décompte et de l'attestation envoyés par le Constructeur, et lui indique les sommes dont le paiement à son profit a été accepté par le Constructeur.

Le paiement des sommes dues au sous-traitant doit intervenir dans les délais prévus aux Articles 13.23 et 13.43.

Un avis de paiement est adressé au Constructeur et au sous-traitant.

Le Constructeur dispose d'un délai de quinze (15) jours, comptés à partir de la réception des pièces justificatives servant de base au paiement direct, pour les accepter ou pour signifier au sous-traitant son refus motivé d'acceptation. Passé ce délai, le Constructeur est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties des pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées.

Dans le cas où le Constructeur n'a, dans le délai de quinze (15) jours suivant la réception du projet de décompte du sous-traitant, ni opposé un refus motivé, ni transmis celui-ci au Maître de l'Ouvrage, le sous-traitant envoie directement au Maître de l'Ouvrage une copie du projet de décompte. Il y joint une copie de l'avis de réception de l'envoi du projet de décompte au Constructeur.

Le Maître de l'Ouvrage met aussitôt en demeure le Constructeur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, de lui faire la preuve

dans un délai de quinze jours à compter de la réception de cette lettre qu'il a opposé un refus motivé à son sous-traitant dans le délai prévu au cinquième alinéa ci-dessus. Dès réception de l'avis, le Maître de l'Ouvrage informe le sous-traitant de la date de cette mise en demeure.

A l'expiration de ce délai, et au cas où le Constructeur ne serait pas en mesure d'apporter cette preuve, le Maître de l'Ouvrage dispose du délai prévu à l'Article 13.23 pour mandater les sommes à régler au sous-traitant, à due concurrence des sommes restant dues au Constructeur au titre des projets de décompte qu'il a présentés.

13.6 Réclamation ou action directe d'un sous-traitant

Si un sous-traitant du Constructeur met en demeure le Maître de l'Ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le Constructeur au titre du contrat de sous-traitance, le Directeur de Projet peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au Constructeur, à condition que le sous-traitant ait été un sous-traitant agréé et que son droit à paiement direct ait été reconnu préalablement dans le cadre du Marché ou qu'il résulte de la réglementation en vigueur. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le Directeur de Projet paie le sous-traitant et les sommes dues au Constructeur sont réduites en conséquence.

Section VIII : Formulaires du Marché

Liste des Formulaires

Modèle de Lettre de marché	170
Modèle d'Acte d'engagement.....	171
Modèle de garantie de bonne exécution (garantie bancaire)	187
Modèle de garantie de couverture d'avance (garantie bancaire)	189

Modèle de Lettre de marché

[papier à en-tête du Maître de l'Ouvrage]

Date : *[date]*

A : *[nom et adresse du Soumissionnaire retenu]*

Messieurs,

La présente a pour but de vous notifier que votre offre en date du *[date]* pour l'exécution des Travaux de *[nom du projet et travaux spécifiques tels qu'ils sont présentés dans les Instructions aux soumissionnaires]* pour le montant du Marché de _____, rectifié et modifié conformément aux Instructions aux soumissionnaires, est acceptée par nos services.

Il vous est demandé de fournir la garantie de bonne exécution dans les 28 jours, conformément au CCAG, en utilisant le formulaire de garantie de bonne exécution de la Section VIII, Formulaires du marché.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de notre considération distinguée.

[Signature, nom et titre du signataire habilité à signer au nom du Maître de l'Ouvrage]

Modèle d'Acte d'engagement

MARCHE conclu le _____ jour du _____ 19_____.

ENTRE

1) *[nom du Maître de l'ouvrage]*, société de droit, *[nom du pays du Maître de l'ouvrage]*, ayant son siège social à *[adresse du Maître de l'ouvrage]* (ci-après dénommée « le Maître de l'ouvrage »), et

2) *[nom du Constructeur]*, société de droit, *[nom du pays du Constructeur]*, ayant son siège social à *[adresse du Constructeur]* (ci-après dénommée « le Constructeur »)

ATTENDU que le Maître de l'ouvrage souhaite confier au Constructeur la conception, la fabrication, les tests, la livraison, le montage, et la mise en service d'une installation, à savoir *[brève description de l'installation]* (ci-après dénommée « l'Installation ») :

et que le Constructeur a indiqué l'accepter dans les termes et conditions ci-après précisés,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIIT :

Article 1 : Documents contractuels

1.1 Documents contractuels

Les documents suivants constitueront le Marché passé entre le Maître de l'ouvrage et le Constructeur, et chacun de ces documents devra être considéré comme faisant partie intégrante du Marché :

- a) Le présent Acte d'engagement et ses annexes
- b) La Lettre de marché
- c) Le formulaire d'offre et les bordereaux de prix remis par le Constructeur
- d) Le Cahier des Clauses Administratives Particulières
- e) Le Cahier des Clauses Administratives Générales
- f) Les Spécifications
- g) Les plans
- h) Les autres formulaires complétés joints à l'offre du soumissionnaire
- i) Les autres documents figurant dans les exigences du Maître d'Ouvrage
- j) *Tout autre document éventuel sera indiqué ici*

1.2 Ordre de Priorité

En cas d'ambiguïté ou de conflit entre les documents contractuels repris ci-dessus, l'ordre de priorité sera celui dans lequel ils sont repris à l'Article 1.1 ci-dessus.

1.3 Définitions

Les mots et expressions commençant par une lettre majuscule auront la signification définie dans le Cahier des clauses administratives générales du Marché.

Article 2 : Montant du marché et condition de paiement tels que spécifiés dans le bordereau de prix

2.1 Montant du Marché

Le Maître de l'ouvrage s'engage par les présentes à payer au Constructeur le montant du Marché en échange de l'exécution par le Constructeur de ses obligations au titre du Marché. Le montant total du Marché est de : _____, ou toute autre somme déterminée en conformité avec les termes et conditions du Marché.

2.2 Conditions de paiement

Les conditions et procédures de paiement du Constructeur par le Maître de l'ouvrage font l'objet de l'annexe correspondante (Conditions et procédures de paiement).

Le Maître de l'ouvrage donnera instruction à sa banque d'ouvrir un crédit documentaire irrévocable en faveur du Constructeur dans une banque du pays du Constructeur. Le crédit sera d'un montant de _____, et sera soumis aux usages et pratiques des crédits documentaires, édition révisée 1993, ICC Publication N° 600.

Dans le cas où le montant payable en accord avec le Bordereau de prix N° 1 est modifié conformément à la Clause 11.2 du CCAG, ou de tout autre terme du Marché, le Maître de l'ouvrage devra prendre les dispositions nécessaires pour amender le crédit documentaire en conséquence.

Article 3 : Date d'entrée en vigueur pour la détermination de la date d'achèvement

3.1 Date d'entrée en vigueur (Référence Clause 1 du CCAG)

La Date d'achèvement des Installations sera déterminée en fonction de la date à laquelle toutes les conditions suivantes auront été remplies :

- a) le présent Acte d'engagement a été dûment signé pour le compte de et au nom du Maître de l'ouvrage et du Constructeur ;
 - b) le Constructeur a reçu de l'ASECNA la notification du marché et de l'ordre de démarrer son exécution ;
 - c) le Constructeur a soumis à l'approbation de l'ASECNA, dans un délai maximal de trente (30) jours, les garanties de bonne exécution et de restitution d'avance de démarrage.
- 3.2 Si pour des raisons indépendantes des Parties, le Marché n'est pas entré en vigueur selon les termes ci-dessus avant l'expiration de la période de validité de l'offre du Constructeur, ce dernier sera invité à proroger la validité de son offre de trois (03) mois.

Si à l'expiration de cette nouvelle période de validité de l'offre, le Marché n'est pas entré en vigueur pour des raisons indépendantes du Constructeur, les parties étudieront et se mettront d'accord sur un ajustement équitable du prix du Marché, de la Date d'achèvement et de toute autre condition pertinente du Marché.

Article 4 : Communications

Adresse du Maître de l'ouvrage pour les notifications :

Adresse du Constructeur pour les notifications :

Article 5 : Annexes

- 5.1 Les annexes énumérées dans la liste des annexes jointe seront réputées faire partie intégrante du présent Marché.
- 5.2 Toute référence dans le Marché à une annexe concernera l'une des annexes jointes, et le Marché devra être compris conformément à cette disposition.

EN VERTU DE QUOI le Maître de l'ouvrage et le Constructeur ont autorisé leurs représentants à signer les dispositions des présentes.

Signé pour le compte et au nom du Maître de l'ouvrage par

[Signature]

[Titre]

en présence de _____

Signé pour le compte et au nom du Constructeur par

[Signature]

[Titre]

en présence de _____

Annexe 1. Conditions et procédures de paiement

En dérogation aux dispositions de la Clause 12 du CCAG (Conditions de paiement), le Maître de l'ouvrage réglera le Constructeur de la manière et selon l'échéancier précisés ci-après, en appliquant la ventilation des prix fournie à la section des bordereaux de prix. Sauf accord contraire des parties, les règlements seront effectués dans les devises stipulées par le Soumissionnaire. Les demandes de règlement correspondant à des livraisons partielles pourront être formulées par le Constructeur au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

CONDITIONS DE PAIEMENT

Facturation	Montant	Rembour- sement Avance de Démarrage	Retenue de garantie	Net à Payer	Période	Pièces à Fournir
Avance de démarrage (30% du montant du marché)					Après Notification du marché	<ul style="list-style-type: none"> • Facture Avance de Démarrage • Ordre de Service de notification • Garantie de couverture de l'Avance de démarrage • Garantie de bonne exécution et de bonne fin
Acompte n°1 (20% du montant du marché)					Après la validation des études d'ingénierie	<ul style="list-style-type: none"> • Facture d'Acompte n°1 • Procès-Verbal de validation des études d'ingénierie
Acompte n°2 (15% du montant du marché)					Après la recette usine	<ul style="list-style-type: none"> • Facture d'Acompte n°2 • Procès-Verbal de recette usine
Acompte n°3 (15% du montant du marché)					Après expédition	<ul style="list-style-type: none"> • Facture d'Acompte n°3 • Document d'expédition du port d'embarquement
Acompte n°4 (25% du montant du marché)					Après la livraison sur site	<ul style="list-style-type: none"> • Factures d'Acompte n°4 • Bordereau de livraison

Facturation	Montant	Rembour- sement Avance de Démarrage	Retenue de garantie	Net à Payer	Période	Pièces à Fournir
Solde (25% du montant du marché)					Après la réception provisoire	<ul style="list-style-type: none"> • Facture(s) de Solde • Procès-Verbal de réception provisoire de chacun des sites
Total						

L'Agent Comptable de l'ASECNA, domicilié au 32-38 Avenue Jean Jaurès B.P. 3144 à Dakar, règlera, dans un délai maximal de soixante (60) jours, les sommes dues en exécution du présent marché.

Le remboursement de l'avance de démarrage commence à partir du premier acompte et se fera au prorata des situations présentées.

Le remboursement de l'avance de démarrage doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées et réglées atteint quatre-vingt pour cent (80%) du montant du marché.

Annexe 2. Révision de prix

Non Applicable dans le cadre du présent marché

Annexe 3. Assurances obligatoires**Assurances devant être souscrites par le Constructeur**

En conformité avec les dispositions de la Clause 34 du CCAG, le Constructeur devra à ses propres frais, contracter et maintenir en vigueur, ou faire contracter et maintenir en vigueur les assurances énumérées ci-dessous pendant toute la durée d'exécution du Marché. L'identité des assureurs ainsi que la forme, le montant et les conditions des polices seront soumis à l'approbation du Maître de l'ouvrage, étant entendu que cette approbation ne pourra être refusée sans motif légitime.

a) Assurance du fret en cours de transport

Couvrant la perte ou les dommages causés aux matériels et équipements (y compris les pièces de rechange) et aux équipements de montage devant être fournis par le Constructeur ou ses sous-traitants, survenant en cours de transport entre les usines ou dépôts de leur fournisseur ou fabricant jusqu'à l'arrivée sur le site.

<u>Montant</u>	<u>Franchises</u>	<u>Parties assurées</u>	<u>De</u>	<u>Jusqu'à</u>
----------------	-------------------	-------------------------	-----------	----------------

b) Assurance tous risques des travaux de montage

Couvrant la perte ou les dommages physiques causés aux installations sur le site, survenant avant l'achèvement des Installations, avec une extension de garantie couvrant la responsabilité du Constructeur au titre de la perte ou des dommages survenus pendant la période de garantie tant que le Constructeur demeure sur le site pour exécuter ses obligations pendant la période de garantie.

<u>Montant</u>	<u>Franchises</u>	<u>Parties assurées</u>	<u>De</u>	<u>Jusqu'à</u>
----------------	-------------------	-------------------------	-----------	----------------

c) Assurance de responsabilité civile vis-à-vis des tiers

Couvrant les dommages corporels et le décès de tiers (y compris le personnel du Maître de l'ouvrage) et la perte ou les dommages causés à des biens (y compris les biens du Maître de l'ouvrage et toute partie des installations qui on fait l'objet d'une réception par le Maître de l'ouvrage), survenant en relation avec la fourniture et le montage des Installations.

<u>Montant</u>	<u>Franchises</u>	<u>Parties assurées</u>	<u>De</u>	<u>Jusqu'à</u>
----------------	-------------------	-------------------------	-----------	----------------

d) Assurance de responsabilité automobile

Couvrant l'usage de tous les véhicules utilisés par le Constructeur ou ses sous-traitants (qu'ils en soient ou non propriétaires), en relation avec la fourniture et le montage des Installations. Le montant de la couverture sera conforme à la réglementation en vigueur.

e) Assurance contre les accidents du travail

Conforme à la réglementation en vigueur dans les pays où doit être exécuté tout ou partie du Marché.

f) Assurance de responsabilité civile du Maître de l'ouvrage

Conforme à la réglementation en vigueur dans les pays où doit être exécuté tout ou partie des Installations.

g) Autres assurances

Le Constructeur a également l'obligation de contracter et maintenir en vigueur à ses propres frais les assurances suivantes :

Détails :

<u>Montant</u>	<u>Franchises</u>	<u>Parties assurées</u>	<u>De</u>	<u>Jusqu'à</u>
----------------	-------------------	-------------------------	-----------	----------------

Le Maître de l'ouvrage devra être nommément désigné comme coassuré dans toutes les polices d'assurance contractées par le Constructeur en vertu de la Clause 34.1 du CCAG, exception faite de l'assurance contre les accidents du travail et de l'assurance de responsabilité civile du Maître de l'ouvrage. En outre, les sous-traitants du Constructeur devront être nommément désignés comme coassurés dans toutes les polices d'assurance contractées par le Constructeur en vertu de la Clause 34.1 du CCAG, exception faite de l'assurance du fret en cours de transport, de l'assurance contre les accidents du travail et de l'assurance de responsabilité civile du Maître de l'ouvrage. Par ailleurs, les assureurs devront renoncer au titre de ces polices à tous leurs droits de subrogation à l'encontre de ces coassurés pour toute perte ou tous dommages résultant de l'exécution du Marché.

Assurances devant être souscrites par le Maître de l'ouvrage

Le Maître de l'ouvrage souscrira à sa charge et maintiendra en effet durant l'exécution du Marché les assurances suivantes :

Détails :

<u>Montant</u>	<u>Franchises</u>	<u>Parties assurées</u>	<u>De</u>	<u>Jusqu'à</u>
----------------	-------------------	-------------------------	-----------	----------------

Annexe 5. Liste des sous-traitants

La liste des composants importants est fournie ci-dessous.

Les sous-traitants et fournisseurs suivants sont approuvés pour l'exécution de la partie des Installations indiquée. Lorsque plusieurs sous-traitants ou fournisseurs sont mentionnés, le Constructeur est libre de retenir le sous-traitant ou le fournisseur de son choix, mais doit informer le Maître de l'ouvrage de ce choix en temps opportun avant toute désignation officielle. Conformément à la Clause 19.1 du CCAG, le Constructeur est libre de proposer de temps à autre des sous-traitants ou fournisseurs pour des parties supplémentaires des Installations. Aucun contrat d'exécution de partie supplémentaire des Installations ne pourra être conclu avec un sous-traitant ou un fournisseur qu'après accord écrit préalable du Maître de l'ouvrage afin que son nom soit ajouté dans la présente liste des sous-traitants approuvés.

<u>Composants importants des Installations</u>	<u>Sous-traitants et fournisseurs approuvés</u>	<u>Nationalité</u>

Annexe 6. Etendue des travaux et fournitures du Maître de l'ouvrage

Le personnel, les fournitures, les installations et les services énumérés ci-dessous seront fournis par le Maître de l'ouvrage, et les dispositions des Clauses 10, 21 et 24 du CCAG s'appliqueront en tant que de besoin.

Le personnel, les fournitures, les installations, et les services seront fournis par le Maître de l'ouvrage en temps utile de façon à ne pas retarder l'exécution de ses obligations par le Constructeur dans les termes du calendrier d'exécution et du programme d'exécution décrits à la Clause 18.2 du CCAG.

Sauf mention contraire, les personnels, fournitures, installations et services seront fournis gratuitement au Constructeur.

Personnel

Facturation au Constructeur (le cas échéant)

Fournitures

Facturation au Constructeur (le cas échéant)

Installations

Facturation au Constructeur (le cas échéant)

Services

Facturation au Constructeur (le cas échéant)

Annexe 7. Liste des documents soumis à approbation ou examen

En conformité avec la Clause 20.3.1 du CCAG, le Constructeur devra préparer ou faire préparer par un sous-traitant, et présenter au Maître de l'ouvrage selon les exigences de la Clause 18.2 du CCAG les documents suivants pour :

A. Approbation

- 1.
- 2.
- 3.

B. Examen

- 1.
- 2.
- 3.

Annexe 8. Garanties opérationnelles

1. Généralités

Cette annexe précise :

- a) les garanties opérationnelles mentionnées dans la Clause 28 du CCAG
- b) les conditions préalables à la validité des garanties opérationnelles, relatives aux valeurs de production ou de consommation, indiquées ci-dessous
- c) le niveau minimum des garanties opérationnelles
- d) la formule pour calculer les pénalités en cas de non-respect des garanties opérationnelles

2. Conditions préalables

Le Constructeur s'engage sur les garanties opérationnelles (précisées dans cette annexe) pour les Installations, sous réserve que les conditions préalables suivantes soient pleinement satisfaites :

3. Garanties opérationnelles

Sous réserve du respect des conditions préalables, le Constructeur garantit les éléments suivants :

3.1 Capacité de production

et/ou

3.2 Consommation de matières premières et produits énergétiques

4. Non-respect des garanties opérationnelles et pénalités

4.1 Non-respect des garanties opérationnelles relatives à la capacité de production

Si la capacité de production des Installations, obtenue dans le test de garantie, en application de la Clause 25.2 du CCAG, est inférieure au chiffre figurant au paragraphe 3.1 ci-dessus, mais que la capacité de

production effective atteinte dans le test de garantie n'est pas inférieure au niveau minimum précisé dans le paragraphe 4.3 ci-dessous, et que le Constructeur choisit de payer des pénalités au Maître de l'ouvrage au lieu de procéder à des changements, modifications et/ou additions aux Installations, conformément à la Clause 28.3 du CCAG, alors le Constructeur payera ces pénalités au taux de _____ pour chaque pour cent manquant dans la capacité de production des Installations, et au prorata pour les fractions de pour cent.

4.2 Consommation de matières premières et de produits énergétiques en excès par rapport aux niveaux garantis.

Si le chiffre mesuré de consommation de matières premières et de produits énergétiques spécifiés par unité (ou le coût moyen total de ces consommations) dépasse la valeur garantie dans le paragraphe 3.2 ci-dessus (ou le coût moyen total spécifié de ces consommations), mais que la consommation obtenue dans le test de garantie, en application de la Clause 25.2 du CCAG, ne dépasse pas le niveau maximum figurant dans le paragraphe 4.3 ci-dessous, et que le Constructeur choisit de payer des pénalités au Maître de l'ouvrage au lieu de procéder à des changements, modifications et/ou additions aux Installations, conformément à la Clause 28.3 du CCAG, alors le Constructeur payera ces pénalités au taux de _____ pour chaque pour cent de consommation en excès, ou partie de celui-ci.

4.3 Niveaux minimums

Nonobstant les dispositions de ce paragraphe, si suite au(x) résultat(s) d'un essai(s) de garantie, les niveaux minimums suivants de garantie opérationnelle (et de garantie de consommations) ne sont pas atteints par le Constructeur, le Constructeur sur ses propres deniers remédiera aux défauts jusqu'à ce que les Installations atteignent les niveaux de performance suivants, conformément à la Clause 28.2 du CCAG :

- a) capacité de production des Installations atteinte dans les essais de garantie : quatre-vingt-quinze pour cent (95 %) de la capacité de production garantie

et/ou

- b) coût total moyen de consommation de toutes les matières premières et produits énergétiques de l'Installation : cent cinq pour cent (105 %) des valeurs garanties.

4.4 Limitation de la responsabilité

Sous réserve du paragraphe 4.3 ci-dessus, la somme totale des pénalités qui peuvent être demandées au Constructeur pour non atteinte des garanties opérationnelles n'excédera pas ____ pour cent (____ %) du montant du Marché.

Modèle de garantie de bonne exécution (garantie bancaire)

Date : _____

Appel d'offres n°: _____

_____ [nom de la banque et adresse de la banque
d'émission]

Bénéficiaire : _____ [nom et adresse du Maître d'Ouvrage]

Date : _____

Garantie de bonne exécution no. : _____

Nous avons été informés que _____ [nom du Constructeur] (ci-après dénommé « le Constructeur ») a conclu avec vous le Marché no. _____ en date du _____ pour l'exécution de _____ [description des travaux] (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu'une garantie de bonne exécution est exigée en vertu des conditions du Marché.

A la demande du Constructeur, nous _____ [nom de la banque] nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d'argent que vous pourriez réclamer dans la limite de _____ [insérer la somme en chiffres] _____ [insérer la somme en lettres]¹². Votre demande en paiement doit être accompagnée d'une déclaration attestant que le Constructeur ne se conforme pas aux conditions du Marché, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant indiqué dans votre demande.

La présente garantie doit demeurer en vigueur jusqu'à l'exécution correcte et complète des prestations, confirmée par le procès-verbal de réception provisoire.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 458, excepté le sous-paragraphe 20(a)(ii) qui est exclu par la présente.

[signature]

¹² Le Garant doit insérer un montant représentant le pourcentage du montant du Marché mentionné dans ledit Marché, soit dans la (ou les) devise(s) mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre devise librement convertible acceptable par le Maître de l'Ouvrage.

Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter la préparation du document.

En date du _____ jour de _____.

Modèle de garantie de couverture d'avance (garantie bancaire)

Date : _____

Appel d'offres n° : _____

_____ [nom de la banque et adresse de la banque d'émission]

Bénéficiaire : _____ [nom et adresse du Maître d'Ouvrage]**Date :** _____**Garantie de restitution d'avance no. :** _____

Nous avons été informés que _____ [nom du Constructeur] (ci-après dénommé « le Constructeur ») a conclu avec vous le Marché no. _____ en date du _____ pour l'exécution _____ [nom du marché et description des travaux] (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu'en vertu des conditions du Marché, une avance au montant de _____ [insérer la somme en chiffres] _____ [insérer la somme en lettres] est versée contre une garantie de restitution d'avance.

A la demande du Constructeur, nous _____ [nom de la banque] nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d'argent que vous pourriez réclamer dans la limite de _____ [insérer la somme en chiffres] _____ [insérer la somme en lettres]¹³. Votre demande en paiement doit être accompagnée d'une déclaration attestant que le Constructeur ne se conforme pas aux conditions du Marché.

Toute demande et paiement au titre de la présente garantie est conditionnelle à la réception par le Constructeur de l'avance mentionnée plus haut dans son compte portant le numéro _____ à _____ [nom et adresse de la banque].

La présente garantie doit demeurer en vigueur jusqu'au remboursement total de l'avance de démarrage.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 458.

Signature

Note : *Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter la préparation.*

¹³ Le Garant doit insérer un montant représentant l'avance sous forme de pourcentage du montant du Marché mentionné au Marché soit dans la (ou les) devise(s) mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre devise librement convertible acceptable par le Maître de l'Ouvrage.